



Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14852 - 6 F

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 NOVEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Mitterrand et le «prêchi-prêcha» de l'OTAN

La semaine à laquelle s'est livré, vendredi 8 novembre, M. Mitterrand, en dénonçant le «prêchi-prêcha» de l'OTAN à la fin du sommet de Rome, était pour lui le moyen de montrer qu'il garde son quant-à-soi et que la bonne entente avec Washington, consciencieusement affichée par Paris ces derniers jours, a ses limites.

Une certaine détente a eu lieu, entre les États-Unis et la France, à propos du rôle des Européens dans les affaires touchant à la sécurité du continent. Mais elle repose sur la reconnaissance par chacun de ses propres faiblesses et n'exclut pas, par conséquent, les arrière-pensées. Si du côté américain on se résigne désormais à prendre davantage en compte le désir des Européens de s'affirmer, c'est en premier lieu parce que le Congrès pousse à une accélération du mouvement de retrait des troupes américaines stationnées en Europe et qu'on ne peut plus faire comme si de rien n'était. C'est aussi parce que l'OTAN est impuissante face aux nouveaux risques d'instabilité qui pèsent sur l'Europe.

Il est clair par exemple, depuis le début de la guerre en Yougoslavie, que les États-Unis ne considèrent pas cette crise comme un problème de sécurité les concernant et qu'ils ne sont pas mécontents de s'en décharger sur les Européens.

A l'inverse, la faiblesse des Européens, qui, derrière la France, réclament davantage d'indépendance en matière de défense, est qu'ils ne sont pas en mesure pour l'instant de se passer des États-Unis pour leur propre défense et de mettre sur pied un système de substitution à celui de l'OTAN. Les Britanniques, pragmatiques en toute chose, puisent dans cette constatation toute la force de leur argumentation en faveur du maintien de la prééminence de l'OTAN. L'Allemagne, quant à elle, en gardant ostensiblement deux fers au feu, en jouant à la fois l'OTAN et la défense européenne, en étant le partenaire indispensable de Washington comme de Paris, a permis d'éviter l'affrontement à Rome.

A question du rôle politique des Américains en Europe n'en reste pas moins entière. C'est la France qui, en Europe, y est le plus sensible et dénonce systématiquement, derrière la volonté proclamée de M. George Bush d'établir avec les Européens un véritable «partnership», ce qu'elle tient pour la tentative de maintenir un «leadership». L'idée d'établir des liens nouveaux entre l'OTAN et les pays anciennement communistes relève, aux yeux de M. Mitterrand, de cette tentative. Mais elle comporte aussi un risque de dépréciation pour l'OTAN, et c'est pour cette raison sans doute que la France lui accorde finalement un soutien sans réserve.

La présidence de la République supporte assez mal la fascination de certains dirigeants d'Europe centrale pour le modèle américain. Mais il n'a apparemment pas renoncé à voir les «prêchi-prêcha» de l'OTAN perdre en crédibilité dans cette région d'Europe et s'y tenir toute américaine.

Lire nos informations page 4

M0148 - 1111 0 - 6.00 F



En imposant l'état d'urgence aux Tchétchènes

M. Eltsine engage l'épreuve de force dans le Caucase

En imposant, vendredi 8 novembre, l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie, une République musulmane du Caucase rattachée à la Russie, M. Eltsine s'est engagé dans une épreuve de force. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale Grozny et le président local, M. Doudaev, a menacé Moscou d'une campagne terroriste visant les centrales nucléaires. Samedi matin, les troupes du KGB ont pris d'assaut le central téléphonique de la ville.

MOSCOU

de notre correspondant

Après avoir risqué sa popularité auprès des Russes en annonçant une réforme économique radicale, c'est son autorité que M. Boris Eltsine met en jeu en engageant une épreuve de force pour faire rentrer dans le rang un peuple récalcitrant du Caucase. Mais l'imposition de l'état d'urgence sur tout le territoire de Tchétchéno-Ingouchie et la mise sous administration directe de cette République autonome qui avait proclamé son indépendance sont lourdes de danger et les risques d'affrontements considérables. Si les Tchétchènes ont une détestable réputation parmi les Russes, ce peuple musulman a, de son côté, d'excellentes raisons de haïr les autorités de Moscou en général et les Russes en parti-

culier : il fut le fer de lance de la résistance du Caucase contre la colonisation tsariste au siècle dernier et de la grande révolte du Daghestan contre les bolcheviks au début des années 20, avant de subir de terribles souffrances dans les années 40 : massacres et déportations de tous les survivants vers l'Asie centrale. Quant à l'enjeu du conflit, il est considérable pour tous. Pour les Tchétchènes, il en va de leur indépendance et de leur fierté nationale ; pour M. Eltsine, de l'intégrité de la fédération de Russie, où l'exemple tchétchène risque d'être suivi par de nombreuses autres populations autochtones qui profitent du désordre général pour secouer le joug de la colonisation.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

La grève des électroniciens du ciel

Des pannes suspectes paralysent le trafic aérien

Deux cent mille voyageurs ont été bloqués dans les aéroports parisiens, le 8 novembre, après des pannes « inhabituelles » survenues dans les équipements informatiques, au moment où commençait une grève des électroniciens de l'aviation civile. M. Quilès, ministre des transports, a demandé une enquête à propos des « actes irresponsables allant au-delà de l'exercice normal du droit de grève ». La situation devait se rétablir au cours des journées de samedi et dimanche.



Lire l'article d'ALAIN FAUJAS page 17

HEURES LOCALES

Le Centre, ce n'est pas, comme on le croit souvent, le Massif Central. Autour d'Orléans, voici six départements qui, des châteaux de la Loire aux forêts de Sologne, disposent d'un patrimoine naturel, historique et culturel exceptionnel.

CENTRE

La recherche d'un art de vivre

La préoccupation essentielle des responsables de la région est donc, tout en favorisant le nécessaire progrès technique, de préserver les équilibres naturels, condition du maintien d'un irremplaçable art de vivre.

Lire pages 10 et 11
l'enquête de
THOMAS FERENCZI

Lire également

■ Nouveaux parcours pour le golf. ■ Transports à la carte à Marseille. ■ Qui maîtrise les finances locales ? ■ Coopération urbaine franco-italienne entre Menton et Vintimille.

pages 9 et 12

« Le grand jury RTL - le Monde »
M. François Beyrou
invité dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 20

Algérie : colère sur les campus

L'arabisation de l'enseignement et les mauvaises conditions de travail provoquent d'importants mouvements de grève dans les universités

ALGER

de notre correspondant

Depuis plusieurs semaines, les étudiants des filières bio-médicales d'Alger, de Constantine, de Batna et de Tizi-Ouzou sont en grève, tandis que les centres universitaires de Blida et de Sidi-Bel-Abbès s'agitent à leur tour. Les étudiants demandent à l'administration de revenir sur le contrôle des connaissances rendu, depuis 1990, plus sélectif.

A Tizi-Ouzou, une quinzaine de carabins ont entamé une grève de la faim, tandis que plusieurs centaines de leurs disciples de l'institut bio-médical de Constantine ont déserté, depuis le 9 octobre, les cours et les stages. Les négociations menées avec les autorités universitaires ayant échoué, les grévistes occupent maintenant les locaux ; les professeurs, qui ont leurs revendications spécifiques, menacent, à leur tour, d'arrêter le

travail. Alimentée par la constante dégradation de l'environnement matériel et pédagogique, la grève étudiante gagne de nombreuses villes universitaires. Le manque de professeurs et de locaux, l'absence de bibliothèques, l'insuffisance des places en cités universitaires, la mauvaise qualité des repas servis au restaura-U, la rareté des moyens de transports entre les villes et les campus sont autant de problèmes que soulèvent les étudiants qui organisent grèves, marches, sit-in et journées de protestation. A ces problèmes matériels anciens s'ajoute - fait nouveau - celui de l'arabisation décriée totale, dans toutes les premières années universitaires, dès la rentrée 1991, par M. Djilali Liabes, ministre des universités. La décision du ministre fait suite au vote, en décembre 1990, d'une loi visant à généraliser l'emploi de la langue arabe à toute la société, y compris dans l'enseigne-

ment supérieur. Le texte avait, à l'époque, suscité de nombreuses réactions, poussant dans les rues, à l'initiative du Front des forces socialistes (FFS) de M. Ait-Ahmed, des dizaines de milliers de manifestants, qui n'entendaient pas se laisser imposer sans réagir l'interdiction de fait du berbère et du français (le Monde du 29 décembre 1990).

Une année plus tard, la polémique repart de plus belle. Les étudiants de l'université des sciences et techniques de Bab-Ezzouar, près d'Alger, ont ainsi vivement réagi à l'annonce de la prochaine arrivée de cent vingt-cinq professeurs irakiens chargés de donner en arabe un enseignement que les enseignants du cru, majoritairement francophones, seraient bien en peine d'assurer, malgré un stage de mise à niveau de... trois semaines.

GEORGES MARION

Lire la suite page 6

Le héros et le virus

En annonçant qu'il est séropositif, le basketteur « Magic » Johnson veut montrer que nul n'est à l'abri

WASHINGTON

de notre correspondant

L'Amérique est sous le coup de l'émotion. L'annonce qu'un de ses plus grands sportifs, et des plus populaires, le basketteur Earvin « Magic » Johnson, était séropositif (le Monde du 9 novembre) a provoqué un véritable traumatisme. Les journaux les plus sérieux n'hésitent pas à parler d'un choc comparable à celui suscité par l'assassinat de John Kennedy en 1963. Manifestant une ignorance qui a surpris les spécialistes de cette maladie, des milliers de jeunes Américains ont appelé centres d'urgence et hôpitaux pour s'enquérir des risques posés par le sida. Dans de très nombreuses écoles des États-Unis, enseignants et élèves débattaient de l'affaire Johnson.

Dans la presse, le sujet éclipsait tous les autres et barrait, vendredi 8 et samedi 9 novembre,

la « une » des quotidiens du pays, des plus populaires au très austère Wall Street Journal. Jeudi, plusieurs chaînes de télévision avaient couvert en direct la conférence de presse tenue par « Magic » Johnson, un joueur de légende, qui depuis douze ans fait les beaux jours d'une équipe vedette, les Lakers de Los Angeles. CBS avait consacré le même jour plus de la moitié de son journal télévisé au drame vécu par le champion.

Vendredi, à l'heure de la plus grande écoute, c'était la chaîne NBC qui consacrait une bonne partie de son journal à un très explicite cours d'éducation sexuelle. A Rome, où il tenait une conférence de presse à l'issue du sommet de l'OTAN, M. George Bush n'a pas échappé à une question sur « Magic » Johnson.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6

Morosité du marché de l'art

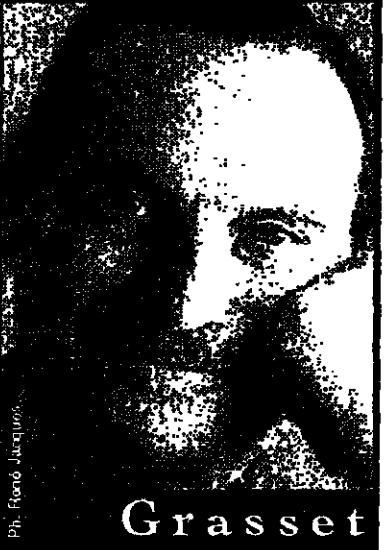
On attendait, cet automne, les premières ventes de New York et de Paris pour savoir où en est le marché de l'art après sa chute confirmée par les mauvais résultats du début de l'année. La vente de la célèbre collection Tremaine aux États-Unis a été décevante, comme celle de la collection Polo, en France. Seul le mobilier - celui du dix-huitième siècle français, en particulier - surmène. La morosité s'installe.

Lire les articles de LAURENCE BENAÏM et de PHILIPPE DAGEN page 15

JEAN FERNIOT

Je recommencerais bien

mémoires



Grasset

La stratégie des Verts

Les Verts sont réunis en assemblée générale, jusqu'au lundi 11 novembre, à Saint-Brieuc, pour préciser leur stratégie à l'approche des élections régionales et cantonales de mars. Sollicités à la fois par le RPR, l'UDF et le PS, M. Antoine Waechter et ses amis n'ont pas l'intention de sacrifier leurs thèses ou leur programme à la perspective d'alliances électorales.

Lire l'article de JEAN-LOUIS SAUX page 7

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 3,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سنة من العمل

هنا من الوطن

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot-Dreville, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-71
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-42-72-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	Autres Pays vols normaux
3 mois	460 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 090 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nous abonnerons sur votre
demande à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'obligation d'indiquer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
Bruno Freppert
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Lucifora
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(redactions au directeur
de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernier
(directeur
des relations internationales)

Autres directeurs

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1989)

André Fontaine (1989-1991)

DATES

Il y a cent vingt ans

« Doctor Livingstone, I presume... »



MARY EVANS PICTURE LIBRARY/EVERETT ARCHIVES

La rencontre entre Livingstone et Stanley,
le 10 novembre 1871, à Ujiji, sur le lac Tanganyika.

Le 10 novembre 1871, Henry Morton Stanley, journaliste américain, d'origine galloise, arrive à Ujiji, sur le lac Tanganyika, où il salue le célèbre docteur David Livingstone, missionnaire et géographe, auteur de la première traversée du continent africain, fêté comme un héros national en Angleterre, explorateur du lac Nyassa, des fleuves Chiro et Rowuma. L'Europe avait perdu la trace de Livingstone, et Stanley fut envoyé par le riche banquier Gordon Bennett junior, directeur du *New York Herald*, en Afrique, pour le retrouver coûte que coûte (1 000 livres renouvelables). Pourtant, en octobre 1869, au moment où l'Américain reçoit ses instructions, on n'avait pas vu Livingstone depuis trois ans et huit mois : il avait soixante ans, était en mauvaise santé... Sans doute Bennett n'était-il pas vraiment convaincu du « coup » journalistique. Aussi demanda-t-il à Stanley d'assister d'abord à l'ouverture du canal de Suez et d'accomplir un long périple du Nil à Jérusalem, puis Constantinople, la Crimée, la mer Caspienne, les ruines de Persépolis, l'Euphrate et Bombay, pour gagner enfin l'île de Zanzibar, par l'océan Indien.

Stanley n'arrivera donc que le 6 janvier 1871 à Zanzibar, au bout de quinze mois. De la côte, la route s'orienta vers Tabora, dans l'est de la future Afrique orientale allemande, une oasis habitée par de riches marchands arabes où l'Américain est bloqué au beau milieu d'une guerre entre ces commerçants et un flibustier africain du nom de Mirambo ; il y prend part et nombre de ses hommes laissent leur vie sur le terrain. Mais l'orgueilleux Stanley, bien qu'il n'ait plus qu'une dizaine d'hommes avec lui, ne veut pas retourner sur ses pas. Malgré la malaria et la mort successive des Européens qui l'accompagnaient, l'Ecosais Farquhar et John William Shaw, une mutinerie grave, les tributs à payer, les crocodiles, Stanley conduira une nouvelle caravane jusqu'à Ujiji ; il aura parcouru plus de 3 500 kilomètres en quatre cent onze jours. C'est là que sera prononcée la célèbre phrase apostrophe : « Doctor Livingstone, I presume... »

La superbe Albion

Paradoxalement, la rencontre entre le jeune reporter et le missionnaire victorien sera positive. Tous deux ont foi, chacun à sa manière, en la providence divine ; l'un et l'autre sont obsédés par la mort. Livingstone, sans contact avec les Blancs depuis mars 1866 et animé d'un moralisme anti-esclavagiste, était tout à fait disposé à coopérer avec un journaliste du pays qui avait émancipé les Noirs. Stanley, lui, était fasciné par cet aîné qu'il voulait ramener à la « civilisation », qu'il désirait « sauver » au risque de jouer un rôle secondaire lors d'un retour commun en Europe. Ensemble, ils entreprendront une navigation au nord du lac Tanganyika, mais la reconnaissance des sources du Nil et du parcours du Congo qui passionne Livingstone n'intéresse pas, actuellement, le reporter ; il prend congé de Livingstone - qui mourra dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 1873 - et reçoit à Aden, sur le point de rentrer, un câble de Bennett : « Vous êtes maintenant aussi célèbre que Livingstone puisque vous avez découvert l'explorateur. Avec mes remerciements et ceux du monde. » Il s'en fallait, néanmoins, de beaucoup.

D'abord, Anglais et Américains, sur les plans commercial et politique, s'opposent à Zanzibar où les premiers ont détrôné les seconds. Londres, qui a signé, en 1845, un traité anti-esclavagiste avec le sultan, renforce son contrôle sur l'île et les Américains sont convaincus que les Britanniques l'annexeront rapidement. Mieux : les diplomates anglais, des professionnels, méprisent leurs homologues américains, des marchands. A la tête de ces derniers, le consul John Kirk, qui avait suivi Livingstone sur le Zambèze de 1858 à 1863. Stanley s'efforcera de lui dissimuler son projet, avançant une éventuelle exploration du fleuve Rufiji, mais son interlocuteur ne le croit pas.

Lorsque Stanley et Kirk se rencontrent à Bagamoyo sur la côte africaine en février 1871, ils échangent en apparence des paroles de congratulation. En réalité Kirk veille pour la première fois à ce que son aide parvienne à Livingstone, et Stanley formule déjà des critiques sur cette action officielle. Livingstone abondera d'ailleurs dans le sens de l'Américain et fait état de sa colère par de nombreuses lettres que Kirk sera parfois contraint de transmettre à Londres. Au retour, Stanley se fera un plaisir d'humilier le Britannique qui lui aura, naturellement, rendu la pareille, laissant entendre dans ses courriers, dès septembre 1871, que les buts de l'Américain restent flous et son activité peu crédible. Pire : l'établissement britannique prend globalement parti pour le diplomate. Comme Stanley a eu l'indiscrétion de porter le débat sur la place publique (interview au *Daily Telegraph* de juillet 1872), il va faire l'unanimité contre lui. Le révérend Horace Waller, beau-frère de Kirk, déclare qu'on veut ruiner la carrière de son parent, bon chrétien qui a tout tenté pour porter secours à Livingstone et fut simplement trompé par les Arabes et

les Indiens ; il témoigne de la « bassesse » de Stanley. L'ancien supérieur de Kirk, Henry Churchill, s'en prend même à Livingstone, trahi par ses serviteurs et ses amis qui annoncent faussement sa mort. Il est vrai que la reine Victoria offre, fin août 1872, un magnifique présent à Stanley et le convie à Dunrobin Castle, résidence du duc de Sutherland.

L'affaire n'est cependant pas classée. Quand Stanley proposera en août 1877 le centre de l'Afrique comme objectif de colonisation aux dirigeants britanniques, il sentira bien que non seulement le gouvernement est réticent, mais qu'il passe toujours pour un imposteur. C'est qu'il a sous-estimé l'influence du réseau de Kirk, entre l'Eglise anglicane et Whitehall. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Derby, veut-il des informations concernant l'Américain ? Il s'adresse à Kirk qui charge son ennemi, l'accusant d'avoir battu à mort un Africain, de concubinage avec une indigène, d'esclavagisme. Et la réaction sera plus négative lorsque lord Salisbury deviendra ministre au printemps 1878 : complètement indifférent aux efforts déployés en vue d'une British East Company, ce personnage a le plus profond mépris pour les aventures de type Stanley. Au point que le chef du gouvernement, Disraeli, s'étonnera le 29 octobre 1878 qu'on ignore l'Américain, cet homme « à l'image sans pareille ». Quoi qu'il en soit, Stanley, approché par Leopold II de Belgique lors d'un dîner à la Société de géographie de Marseille, saura démontrer, au service des Belges, le bien-fondé géopolitique de projet. C'est ensuite la très honorable Royal Geographical Society qui va

manifeste une hostilité vigoureuse à Stanley. Son secrétaire, Clements Markham, rappelle d'emblée les méthodes « américaines » du journaliste qui avait, après la campagne d'Abyssinie en 1868, dirigée par Sir Robert Napier, « surclassé » le service de presse britannique annonçant le premier la victoire. Or la Society prodigue ses éloges à Livingstone qui en est membre depuis 1854 et s'identifie à ses activités. Elle ne peut donc en aucune manière supporter qu'un reporter, américain de surcroît, rapporte en Angleterre des nouvelles du missionnaire. Son président, le général Henry Rawlinson, ayant appris que Livingstone est en vie, conçoit immédiatement le bénéfice à escompter d'une action en faveur de ce dernier ; il essaie donc, avant qu'on ait pris connaissance de l'exploit de Stanley, de rattraper et de doubler l'Américain en lançant une expédition au mois de janvier 1872.

Tempête chez les géographes

Lorsque l'issue du voyage de Stanley ne fait plus de doute, au mois de mai, la Society produira un habile retournement rhétorique de l'aventure : Livingstone serait en parfaite santé, prêt à poursuivre ses découvertes. Ce n'est point Stanley qui a secouru Livingstone, mais Livingstone qui a secouru un Stanley perdu et misérable. Le missionnaire, lui, n'avait nullement besoin d'être retrouvé puisqu'il ne s'était jamais égaré. Après l'arrivée à Londres, Rawlinson refusera d'organiser pour Stanley une session spéciale de la Society sous prétexte que rien, dans les matériaux de Livingstone

transportés par l'Américain, n'aurait d'intérêt pour les géographes. La Society finira par renvoyer Stanley au colloque de Brighton, tenu par le département de géographie de la British Association, dont le président, Francis Galton, le recevra fort mal : on lui reproche de donner dans le sensationnel au lieu d'expliquer objectivement les faits ; Stanley, de son côté, taxe ses critiques de « géographes en chambre ». Certes, la Society sera obligée d'accorder à Stanley, distingué par la reine, une certaine déférence. Et même si d'aucuns maintiennent que le reporter n'a, à proprement parler, rien découvert, le président Rawlinson commence à trouver le débat public très désagréable. Du moment que l'Américain accepte d'insérer dans son *How I found Livingstone* un passage élogieux pour la Society ainsi que des excuses concernant certaines assertions y figurant et de se consacrer à l'avenir (troisième édition de l'ouvrage), il se verra conférer la médaille d'or de géographe le 31 octobre. La paix est alors faite. Pourtant, si le journaliste veut de nouveau retourner en Afrique, il critique violemment les plans de la Society, toujours désireuse de lancer des expéditions auprès de Livingstone. Et dès lors qu'il voudra se joindre au lieutenant Verney Lovett Cameron, agent de la Society, il sera repoussé. C'est dire que la trêve avait été de courte durée.

Une presse hostile

Enfin, ses collègues de la presse britannique ne furent pas les moins adversaires de Stanley. C'est le *Times* qui publiera le mot de Rawlinson : « Livingstone a découvert Stanley. » L'Américain doit se rendre à l'évidence : la plupart des journaux britanniques s'efforcent de minimiser son exploit. Par exemple, le *Spectator* relève chez lui une absence de « grandeur » ; il serait dépourvu de charité chrétienne, de soft de savoir, de goût pour l'aventure et n'a agi que sur ordre de son directeur. *The Standard* souligne tout ce qu'a de « scabreux » l'histoire de Stanley. Et même lorsque l'authenticité des papiers de Livingstone rapportés par le reporter a été confirmée par le Foreign Office et Tom Livingstone, fils aîné du missionnaire, la presse britannique écrit volontiers qu'il s'agit d'un vol : l'Américain aurait dérobé un message de Livingstone et se serait emparé des documents. Les journaux humoristiques font de « Doctor Livingstone... I presume », un jeu de mots. Certes, Stanley et Kaldu, son fidèle serviteur, servaient de modèles à M^{me} Tussaud qui les immortalisera dans la charc de l'Américain trouve sa photo chez les marchands de musique avec les chansons à sa gloire. Mais l'opinion générale est au scepticisme. Stanley souffrira beaucoup de cet accueil journalistique. Quoi qu'il en soit, les courriers fulminants de Stanley au *Times* n'y changeront rien, la presse de Grande-Bretagne lui est hostile.

A l'été 1874, Stanley est devenu célèbre. Mais les obstacles considérables qu'il a rencontrés en Angleterre l'incitent maintenant à démontrer qu'il est un véritable explorateur, dans la lignée des Burton, Speke et bien sûr Livingstone. D'où son extraordinaire projet de traverser le centre de l'Afrique, de l'océan Indien à la côte atlantique. Et il veut, désormais, apporter une solution définitive à l'énigme des sources du Nil, découvrir les régions situées à l'ouest, encore inconnues du lac Tanganyika. L'Américain arrive à Zanzibar le 21 septembre 1874, par Camerton, ce qui le stimule d'autant. Il brûle de convaincre ses vieux adversaires de Londres. Alors que son concurrent veut suivre le cours du fleuve Lualaba, encore « vierge », mais préférera s'orienter vers le sud, Stanley gagne le lac Victoria au nord-ouest, se rend en Ouganda dont le roi Mtesa, effrayé par la pénétration égyptienne du Soudan, l'accueille et semble favorable à l'implantation du christianisme (l'héritage de Livingstone!).

Après avoir traversé la région des fabuleuses montagnes de la Lune (Ruwendori) au nord, en janvier 1876, il redescend vers le Tanganyika. Puis ce sera la marche vers le Lualaba qu'il aperçoit le 17 octobre. De Nyangwe, l'Américain prend la décision historique de remonter le long du fleuve toujours plus au nord ; il atteindra « Stanley Falls » en janvier 1877 et confirme l'hypothèse que le Lualaba est la composante essentielle du Congo. En mars, Stanley découvre un grand lac qu'il appelle Stanley Pool. En août 1877, il a gagné l'Atlantique par Boma. Cette expédition, la plus dramatique des temps modernes, relatée dans *Through the Dark Continent*, best-seller en deux tomes de 1878, rencontrera un succès formidable. Même la Royal Geographical Society conviendrait que Stanley a surpassé tous ses concurrents. L'Américain avait réalisé son pari, il était devenu un vrai explorateur et surtout le véritable héritier... de Livingstone.

MICHEL KORINMAN

► Bibliographie : Richard Hall, *Stanley, an Adventurer Explored*, Collins, Londres, 1974 ; Anne Hugon, *L'Afrique des explorateurs*, Vers les sources du Nil, Gallimard, Paris, 1991.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

FRANÇOIS

BAYROU

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UDF

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON
ET ANNE CHAUSSEBOURG (LE MONDE)
PAUL JOLY
ET ISABELLE TORRE (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

BULGARIE : pour la première fois depuis 1944

Un gouvernement sans communistes a été formé à Sofia

Le Parlement bulgare a approuvé, dans la soirée du vendredi 8 novembre, la composition du nouveau gouvernement proposé par le premier ministre, M. Filip Dimitrov, président du rassemblement anticommuniste Union des forces démocratiques (UFD). Son cabinet a été accepté par 128 voix contre 90. Les quatorze ministres appartenaient tous à l'UFD ou sont sans étiquette.

Pour la première fois depuis 1944, les communistes ne sont pas représentés au gouvernement en Bulgarie, et c'est un civil, M. Dimitar Louchev, qui prend la tête du ministère de la Défense. Le ministre des finances, M. Ivan Kostov, et le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Technologies, M. Ivan Pouchkov, qui ont participé à l'ancien gouvernement de coalition ayant commencé la réforme économique, ont conservé leur portefeuille.

Le gouvernement minoritaire de l'UFD comptera sur l'appui parlementaire du parti de la minorité

turque Mouvement pour les droits et libertés (MDL). Dans le Parlement issu des élections du 13 octobre dernier, l'UFD dispose de 110 sièges, contre 106 pour le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) et 24 mandats pour le MDL.

Le troisième premier ministre

M. Filip Dimitrov, un avocat de trente-six ans, qui ne cache pas ses sentiments religieux en faveur de l'Eglise orthodoxe, est le troisième premier ministre de Bulgarie depuis la chute du régime communiste, en novembre 1989. Il passe pour un anticommuniste viscéral et n'a jamais appartenu au PC. En prenant la direction de l'UFD en décembre 1990, il a succédé à M. Petar Beron, sérieusement compromis pour avoir collaboré avec les services secrets du dirigeant communiste Todor Jivkov. Elu à la tête de l'UFD comme l'homme du compromis des forces anticommunistes, M. Filip Dimitrov n'a, ensuite, rien fait pour révéler les fondements de l'UFD, qui l'ont accusé d'être trop « à droite ». Malgré son passage à la

vice-présidence du parti Vert, ce petit homme à la barbe noire s'est rapidement brouillé avec certains écologistes, centristes et sociaux-démocrates qui avaient rejoint l'UFD dès sa création.

Tranchant avec son image d'universitaire un peu austère, M. Filip Dimitrov a mené sa campagne électorale du mois d'octobre de façon extrêmement énergique, maniant avec agilité des formules claires et tranchées. Dans son discours, vendredi, devant le Parlement, il a souligné que « la stabilisation économique et la lutte contre l'inflation sont les objectifs prioritaires du gouvernement ». Il a également insisté sur la nécessité d'enrayer la montée du chômage et la chute de la production, qui a baissé de 21 % depuis le début de l'année. Le nouveau chef de gouvernement a, par ailleurs, souligné que le redressement économique passe par une accélération de la privatisation et par la création de conditions favorables aux investissements étrangers. Autre priorité annoncée par M. Dimitrov : la confiscation des biens du Parti socialiste bulgare et la restitution des propriétés confisquées par « l'ancien régime ». — (AFP, Reuters)

YOUGOSLAVIE : les sanctions de la CEE

Croates et Slovènes reprochent aux Européens de ne pas désigner nommément l'« agresseur »

Alors que la CEE a décidé à Rome de prendre des sanctions économiques contre la Yougoslavie (le Monde du 9 novembre), les combats se sont poursuivis, vendredi et samedi, en Croatie. En représailles contre le siège des casernes fédérales imposé par les forces croates, la marine yougoslave annonçait, vendredi matin, le blocus de tous les ports croates de l'Adriatique, à l'exception de celui de Pula, par lequel l'armée fédérale évacue armes et effectifs vers le Monténégro.

BELGRADE

de notre correspondant

Signe que l'on ne se rapproche pas d'une accalmie des combats : la Serbie, qui affirme toujours « ne pas être en guerre », a décidé de « fermer ses frontières » aux hommes mobilisables. Le décret, publié voici quelques jours, qui suspendait la délivrance de passeports et imposait aux hommes âgés de vingt à soixante ans de présenter un laissez-passer remis

par les autorités militaires pour sortir du pays, est entré en vigueur, vendredi 8 novembre à midi. Si les sanctions économiques contre la Yougoslavie représentent une nouvelle pression politique de la CEE pour entraver la marche inéluctable vers un embrasement généralisé dans le pays, elles ont, dans le contexte actuel, bien peu de chances de stopper les opérations militaires sur le terrain.

En prenant des mesures, essentiellement commerciales, contre la Yougoslavie — et non pas seulement contre les Républiques qui « entravent » le processus de paix, notamment la Serbie — la CEE s'est bien gardée de nommer les coupables. Cette prudence diplomatique de l'Europe a profondément déçu la Croatie, qui se sent victime d'une agression de la Serbie. Les autorités croates regrettaient, vendredi, que la Communauté européenne n'ait pas fait la différence entre l'« agresseur » et l'« agressé » et n'ait pas pris des mesures plus efficaces pour stopper la guerre. Pour le Parlement de Zagreb, les décisions de Rome illustrent l'incapacité de l'Europe à résoudre la crise yougoslave.

En Bosnie-Herzégovine, les sanctions économiques contre l'ensem-

ble de la Yougoslavie ont surpris. Le vice-président du gouvernement bosnien, M. Muhamed Cengic, regrette que les Républiques qui ont, tout au long de la conférence de La Haye, choisi la voie de la paix soient punies au même titre que celles qui semblent opter pour la guerre civile en Yougoslavie. Le ministre slovène des affaires étrangères, M. Dimitrij Rupel, reproche à l'Europe d'avoir été incapable de trancher.

Inquiétude en Serbie

En Serbie, l'annonce des sanctions économiques a provoqué une certaine inquiétude au sein de la population, qui depuis quelques jours faisait des provisions de produits de première nécessité et de marchandises étrangères. Bien que les membres du gouvernement aient essayé de minimiser devant l'opinion publique les effets éventuels de ces sanctions, industriels et économistes étaient inquiets, vendredi, des répercussions que pourraient avoir ces mesures dans un pays déjà fortement touché par la crise économique et le retour à l'hyperinflation. Toutefois, on ressentait une certaine satisfaction à ne pas être la seule des six Républiques yougoslaves à être sanctionnée.

Le « bloc serbe » de la présidence yougoslave a estimé que « l'Europe n'a pas choisi la bonne voie pour résoudre la crise yougoslave car ces mesures restrictives risquent de toucher tous les peuples et tous les citoyens yougoslaves ». C'est pourquoi la présidence a décidé, vendredi, de faire appel au Conseil de sécurité des Nations unies pour étudier la situation yougoslave et « prendre des mesures concrètes pour interrompre le conflit et créer les conditions à un dénouement pacifique de la crise ». La Serbie a décidé de se tourner désormais vers les Nations unies parce qu'elle est persuadée que l'ONU lui sera plus favorable, et que les pressions de l'Allemagne y seront moins fortes.

En attendant, les leaders du Parti socialiste — au pouvoir en Serbie — considèrent que « le changement de l'Europe » ne forcera pas la Serbie à « capituler ». Ils estiment qu'il est injuste que les Serbes soient punis alors qu'ils sont victimes du séparatisme slovène et du régime « fasciste » croate. Les partis d'opposition en Serbie condamnent, eux aussi, les décisions de Rome. Les démocrates soulignent notamment que les sanctions économiques ne permettront ni de résoudre la crise yougoslave ni de rétablir la paix. Le Mouvement du renouveau serbe remarque, pour sa part, que les sanctions risquent de toucher toute une population innocente qui aspire profondément à la paix.

FLORENCE HARTMANN

POLOGNE : à la demande de M. Walesa

M. Geremek entame des négociations pour la formation d'un cabinet

Deux semaines après les élections législatives polonaises, le président Lech Walesa a demandé, vendredi 8 novembre, à M. Bronislaw Geremek, ancien conseiller de Solidarité, d'« ouvrir des consultations » en vue de former un nouveau gouvernement. En vertu de la Constitution, il revient au chef de l'Etat de choisir le premier ministre, mais la nomination de ce dernier doit être approuvée par le Parlement, où M. Geremek, membre de l'Union démocratique (UD), ne peut disposer que d'une instable majorité de coalition.

Dans un entretien à la radio polonaise, M. Geremek s'est dit prêt à entamer des consultations pour former une coalition gouvernementale et s'est engagé à poursuivre la politique d'austérité économique des cabinets précédents, notamment le « programme » de M. Leszek Balcerowicz, actuel ministre des finances, qui est l'artisan de réformes économiques ayant réduit l'inflation mais aggravé le chômage et la récession. Les résultats des élections législatives du 27 octobre, premier scrutin entièrement libre de l'après-guerre, avaient exprimé un rejet massif de cette politique de rigueur.

Avec 62 des 460 sièges de la Diète (où sont représentés vingt-neuf partis), l'Union démocratique, à laquelle appartient M. Geremek, a remporté le plus grand nombre de sièges à la Chambre basse du Parlement. M. Geremek était l'un des trois candidats de l'UD. Les autres étaient l'ancien premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, et le vétéran de Solidarité, M. Jacek Kuron. La décision de M. Walesa fait suite à l'échec de discussions, jeudi, sur la formation d'un gouvernement de coalition entre l'UD et quatre autres formations de centre droit. Trois de ces partis se sont d'ailleurs déclarés acceptés, vendredi soir, sur les chances de succès de M. Geremek. De son côté, le porte-parole de la présidence a dit espérer que M. Geremek proposerait un gouvernement « capable de supporter le fardeau des réformes économiques indispensables ».

L'homme des défis

Agé de cinquante-neuf ans, M. Geremek a toutefois déjà relevé de nombreux défis. Professeur d'histoire médiévale, il a joint le mouvement Solidarité dès sa naissance en 1980 et est devenu l'un des proches conseillers de Lech Walesa. Il avait été membre du Parti communiste polonais (POUP) jusqu'aux purges antis-

mites de 1968 et a participé

ensuite au KOR, le Comité de défense des ouvriers, embryon de l'opposition démocratique dans le pays. Après le coup d'Etat du général Jaruzelski en décembre 1981, M. Geremek a passé un an dans un camp d'internement. Mais, malgré la répression, cet intellectuel sera encore présent, en 1989, aux négociations de la « table ronde » entre le pouvoir communiste et Solidarité. Elu député la même année sur une liste du syndicat indépendant, M. Geremek prendra la tête de la commission des affaires étrangères du Parlement.

Au moment de la brouille au sein de Solidarité en 1990, il prend ses distances par rapport à M. Walesa, l'élection de l'ancien éléphant des chantiers navals de Gdansk à la présidence de la République rejette M. Geremek dans le camp des « vaincus » qui fondent l'Union démocratique, dirigée par l'ex-premier ministre Tadeusz Mazowiecki. — (Reuters, AFP)

Du rock contre la pollution roumaine

Des milliers d'écologistes bulgares, appuyés par les autorités de Sofia, ont bloqué jeudi 7 novembre à Roussé la frontière avec la Roumanie pour protester contre la pollution de cette ville par une usine chimique roumaine de l'autre côté du Danube. Rejoignant ces accusations, en s'appuyant sur un rapport d'experts « internationaux », le gouvernement roumain, a ajouté la signature d'une convention bilatérale sur l'environnement.

ROUSSÉ

de notre envoyé spécial

« Ici, 200 000 habitants souffrent, meurt, on ne peut pas respirer à cause du chlore, alors, il faut faire quelque chose, appeler l'Europe au secours ». Rouma Koutzonova, une mère de famille de Roussé, dans le nord de la Bulgarie, ne semble pas vraiment apprécier le hard rock, mais elle assiste tout de même au concert « Ecorock », dont le podium, installé au pied du poste frontière, a bloqué, jeudi 7 novembre, pendant douze heures les passages vers la Roumanie. Car pour Rouma Koutzonova, comme pour les autorités bulgares, la pollution de Roussé, où, selon l'hôpital de la ville, la mortalité infantile serait presque quatre fois supérieure à la moyenne nationale, n'a qu'un responsable : le combinat chimique de Giurgiu, la ville roumaine de l'autre côté du Danube.

C'est ici qu'a débuté le mouvement qui allait emporter le dictateur Todor Jivkov avec, en 1987,

la création de la première organisation politique libre, Ecolognost, qui organisait la manifestation de jeudi. Alors, à Sofia, on prend l'affaire très au sérieux. Pas moins de quarante députés, dont une dizaine d'ex-communistes, se sont déplacés à Roussé et la séance du Parlement a été annulée. A la fin du concert, le président du Parlement, M. Stefan Savov a dit son inquiétude et celle du président Jeljou Jeleve face à ce « drame écologique » et a promis que le nouveau gouvernement allait « donner la priorité au problème de Roussé ».

A Bucarest, le gouvernement, ajoutant la signature, prévue pour vendredi, d'une convention bilatérale sur l'environnement, a dénoncé le concert comme une action de « propagande tout à fait gratuite » parce que « les mesures prises en commun et le rapport des experts des Nations unies ont clairement montré qu'il y avait des problèmes des deux côtés du Danube ». La veille, Bucarest avait jugé qu'il s'agissait d'une tentative de « détourner l'attention du vrai danger nucléaire qui inquiète l'Europe entière », à savoir la centrale bulgare, un peu plus en amont sur le Danube, de Kozlodou, jugée dangereuse par les experts internationaux et contre laquelle les écologistes bulgares n'ont jamais manifesté.

Dos à dos

Empiètent les rapports sur son bureau du combinat chimique de Giurgiu, détaillant les graphiques de mesure de pollution, M. Vasile Popescu, directeur du combinat, est tout simplement « écorché ». « La plate-forme qui produisait du

chlore à l'origine des problèmes a été fermée en 1988. Je suis surpris que les Bulgares disent que nous contribuons de polluer », s'indigne M. Popescu.

Des experts bulgares affirment que la « concentration de chlore à Roussé est « près de trois fois supérieure aux normes ». Le combinat de Roussé reconnaît utiliser encore du chlore mais dans des quantités aujourd'hui infimes et par la seule usine qui fonctionne encore. « La psychosé à Roussé avait une base réelle, mais aujourd'hui elle se développe alors que ce sont les vingt-huit usines de Roussé qui polluent », estime M. Mihail Iust, député de Giurgiu.

Les experts des Nations unies ont renvoyé les deux villes industrielles dos à dos, soulignant le manque de formation des personnels. Le rapport ne satisfait pas les écologistes bulgares, « ils sont venus en novembre 90 alors que Giurgiu était fermé pour révision », affirme l'expert d'Ecolognost qui demande une seconde enquête. Le rapport estime, sans pouvoir donner des « conclusions fermes », qu'« on peut s'attendre que les effets (de la pollution) sur la santé ne diffèrent pas trop de ceux constatés dans d'autres zones du monde ayant des activités industrielles et des conditions météorologiques et des conditions démographiques difficiles ».

Même si, en Bulgarie, certains personnages compromettent envenimant peut-être les choses pour lever leur passé rouge avec le vert de l'écologie, Rouma pense que « nous ici en Bulgarie, nous avons changé le système, là bas il est resté le même. Les Roumains ont menti avant et les mentent aujourd'hui ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALLEMAGNE : l'anniversaire de la chute du mur de Berlin

Des commémorations officielles très discrètes

BONN

de notre correspondant

Les commémorations officielles de la chute du mur de Berlin, deux ans après l'événement, devaient rester, samedi 9 novembre, très discrètes. Le 9 novembre, il est vrai, est une date à multiples résonances dans l'histoire de l'Allemagne. M. Rita Süssmuth (CDU), présidente du Bundestag, a tenu à rappeler à ses compatriotes qu'il s'agissait aussi du cinquante-troisième anniversaire de la Nuit de Cristal. Le 9 novembre 1938, les nazis avaient détruit près de trois cents synagogues, incarcéré trente mille juifs et tué quatre-vingt-onze d'entre eux. Au nom de la double signification du jour, des manifestations antiracistes doivent avoir lieu à Berlin et dans plusieurs villes du pays. Des militants d'extrême droite, à l'appel du parti NPD, ont, pour leur part, prévu

une grande manifestation, samedi après-midi, à Halle (ex-RDA).

A Berlin, les travaux de démontage de la grande statue de Lénine ont commencé vendredi. Le monument est situé dans le quartier de Friedrichshagen, à l'est. La statue avait été inaugurée, le 15 avril 1970, devant deux cent mille personnes, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Lénine. Elle dressait sa silhouette de granit rouge sur dix-neuf mètres de haut et pesait quatre cents tonnes. Ni déboulonnée, ni violemment abattue comme toutes les autres, celle-ci sera délicatement transportée dans un musée en plein air, au nord de Berlin. Il ne faudra pas moins d'une semaine aux ouvriers pour démonter avec précaution les cent vingt-cinq pièces qui la composent. Le coût de l'opération est évalué à 340 000 francs. Depuis le putsch de Moscou, la statue était régulièrement toilettée par les services

municipaux des graffitis vengeurs qui la couvraient.

Au premier jour des travaux, une poignée de manifestants nostalgiques de Lénine se sont défilés, munis de drapeaux ex-soviétiques, pour protester contre ce qu'ils ont appelé un « acte de barbarie ». Les héritiers du sculpteur, Nikolai Tomski, ont tenté une procédure en justice pour faire échouer le démontage du trophée. Sans succès.

Il y a une certaine ironie dans le fait que ces discrets adieux à l'héritage de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, soient prononcés à Berlin. Lénine n'aurait jamais survécu sans les subsides généreux d'un millionnaire berlinois, Alexandre Helphand, qui est l'idée de lui fournir, pendant la première guerre mondiale, le fameux train blindé qui devait le ramener en Russie, pour y proclamer la révolution. — (Interim.)



novembre

spécial

maïraux

Les plus belles images,
les plus grands moments
de ce « contemporain capital »,
dandy, guerrier et visionnaire.

AVEC LE CONCOURS DE LA FNAC

سنة ١٤١٢ هـ

Suite de la première page

Le président russe a signé le décret imposant l'état d'urgence pour toute la Russie à la suite de la cérémonie d'entrée en fonction du « président tchétchène », M. Djokhar Doudeu, un ancien général de l'armée soviétique désigné à ce poste à la suite d'élections tenues le 27 octobre dernier contre la volonté des autorités de Moscou et jugées, de ce fait, illégales (*le Monde* du 26 octobre). Selon le décret de M. Eltsine, la République autonome est placée sous administration provisoire. On en a fait le représentant sur place du président russe, M. A. Akhsanov, secondé par le ministre de l'intérieur, le général Ibrahimov (l'un et l'autre sont des Tchétchènes).

Outre l'imposition du couvre-feu, le décret ordonne la confiscation des armes blanches ou à feu possédées par la population, une opération qui promet d'être fort délicate, les Tchétchènes étant traditionnellement armés et tenant à ce privilège comme à la prune de leurs yeux.

La réaction aux décisions venues de Moscou ne s'est pas fait attendre. Selon l'agence «Tass», des dizaines de milliers de gens se sont rassemblés dans la nuit du vendredi à samedi dans les rues de Grozny, la capitale de la République, et «la ville a été transformée en place forte». Le général Douaev a décrété «l'état de guerre» et affirmé que son Parlement l'avait investi de «pouvoirs d'exception». Selon une dépêche de l'Agence France-Presse, cet homme de quarante-six ans au tempérament flamboyant et coutumier des déclarations fracassantes a, par ailleurs, brandi la menace d'*actes terroristes, y compris d'attentats contre les centrales nucléaires*. «Nous déclarons Moscou zone sinistrée», a encore affirmé, selon l'agence, le général Douaev, avant d'ajouter : «Le général Douaev a déclaré à la presse : «*La République va se défendre et tout le Caucase va se dresser contre l'oppression*».

De leur côté, les représentants de M. Elisné nous ont perdu quelques minutes. Des avions transportant des troupes ont atterri dans la zone.

□ **LITUANIE.** Le Parlement lituanien saisit les biens des organisations communistes. Le Parlement lituanien a décidé, jeudi 7 novembre, la saisie des biens des partis et organisations communistes sur le territoire de la République baltique, a annoncé l'agence Tass. Cette mesure concerne le Parti communiste républicain, filiale du PCUS, déclaré illégal par le Parlement lituanien après l'échec du coup d'Etat de Moscou, ainsi que le Parti démocratique du travail et l'organisation de la Jeunesse communiste. (AFP)

journée de vendredi sur l'aéroport militaire de Grozny (l'aéroport civil est contrôlé par la garde nationale tchétchène) et, selon la radio de Russie captée par la BBC, des troupes spéciales du KGB russe ont pris d'assaut, dans la nuit, le bâtiment des télécommunications de la capitale. Le siège local du KGB avait lui-même été occupé début octobre par la garde nationale du général Douaïev et un occupant du bâtiment avait été tué au cours de l'opération.

Le décret du président russe instituant l'état d'urgence a été lu intégralement à la télévision russe vendredi, aussitôt après les informations de la soirée. Il est daté du 7 novembre, avec comme mention d'origine « *Moscou, le Kremlin* », ce qui, si la date officielle correspondait à la réalité, signifierait que Khrushchev a signé le décret à Moscou.

Et ainsi, il s'agit d'un décret de sortie prendant un petit bain de foule sur la place Rouge et de rentrer chez lui, de maniaquer tout à fait inhabituellement, à pied, et en affichant une excellente humeur, en ce jour où, pour la première fois depuis soixante-quatorze ans, l'ennemi de la révolution d'Octobre n'avait pas été officiellement célébré.

La décision de M. Eltsine est la suite logique de l'ultimatum qu'il avait lancé le 19 octobre au général Douadaev et à ses amis, sommé de mettre un terme dans un délai de trois jours à leurs activités « illégales ». En réalité, le président russe aura attendu beaucoup plus longtemps avant de passer à l'acte. Entre-temps, les nouvelles autorités tchéchènes ont pu, paraît-il, négocier avec le général Douadaev. Mais il n'est pas sûr que M. Eltsine pendant le putsch, alors que les autorités « légales » de la République avaient pris le parti des comploteurs) ont ouvertement défié l'ultimatum et fait savoir qu'elles étaient prêtes à se battre. M. Douadaev avait même alors déclaré : « Je ne suis pas un homme de quinze à cinquante-cinq ans », une réaction outrancière qui avait un peu miné sa crédibilité.

Dans le même temps, les représentants des autres nationalités installées sur le territoire des Tchétchènes-Ingouches s'étaient eux aussi fait entendre. Les Ingouches, musulmans comme les Tchétchènes mais beaucoup moins nombreux et traditionnellement plus dociles, souhaitent majoritairement rester au sein de la fédération de Russie. Un souhait bien entendu partagé par les quelque trois cent mille Russes de la République.

Ce sont donc bien essentiellement les Tchétchènes que M. Boris Eltsine a résolu de faire rentrer dans le rang, quitte à recourir pour cela à des méthodes semblables à celles qui avaient été

La Tchéchétie-Ingouchie est une des nombreuses Républiques autonomes du Nord-Caucase dépendant de la Fédération de Russie, à la limite de la région de Stavropol, de l'Ossétie du Nord, du Daghestan et de la Géorgie. Créée en 1922, elle a reçu le statut de République autonome en 1934. En 1943-1944, après l'occupation allemande et la reconquête de cette région par l'armée rouge, la République a été dissoute par Staline et sa population massivement déportée, sous prétexte de collaboration avec les nazis. Les Tchéchènes et les Ingouches furent « réhabilités » en 1957 et la République a été recrée.

La Tchéchétie-Ingouchie, riche en pétrole, a pour capitale Grozny. D'une superficie de 19 300 kilomètres carrés, la République autonome compte une population de 1 277 000 habitants (52,9 % de Tchéchènes, 11,7 % d'Ingouches et 29,1 % de Russes).

utilisées contre les pays baltes par la communauté internationale.

Le président russe avait annoncé la couleur dans son discours du 28 octobre dernier, et il avait même tenu à préciser qu'il avait l'intention de défendre l'intégrité du territoire de la fédération de Russie. A ceux qui lui reprocheraient d'adopter une attitude impériale et « grand-russe », il pourrait répondre que tous les Tchétchènes n'approuvent pas le jésuitisme de son général Doudaev, à commencer par le président du Soviet suprême de Russie.

□ IRLANDE : M. Charles Haughey limoge un deuxième ministre. — Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a limogé, vendredi 8 novembre, son ministre de l'environnement, M. Padraig Flynn, qui soutenait une motion de défiance contre lui. La veille, M. Haughey avait renvoyé son ministre des finances et principal rival, M. Albert Reynolds (le *Monde* du 9 novembre). M. Reynolds avait signé la même motion que M. Flynn. Ce texte, qui émane de députés du propre parti de M. Haughey, le Fianna Fail, devait être discuté, samedi, au cours d'une réunion des parlementaires du parti. — (AFP)

□ **ROUMANIE** : manifestation de plusieurs milliers de royalistes à Bucarest. Plus de dix mille personnes ont manifesté, vendredi 8 novembre, à Bucarest, à l'appel d'une dizaine de partis politiques d'opposition pour commémorer la chute du régime communiste. Parmi les communistes, il y a quarante-six ans, d'un meeting de soutien à l'ex-roi Michel de Roumanie et pour demander son « retour au pays ». Les manifestants ont également eu accès en Suisse. (AFP)

o TCHÉCOSLOVAQUIE : six officiers de l'ancienne police secrète tchécoslovaque, 3 anciens membres de la science police secrète communiste tchécoslovaque (StB) ont été inculpés, vendredi 8 novembre, d'*"abus de pouvoir d'agent public"* pour leur participation à la répression brutale de la manifestation étudiante du 17 novembre 1989, qui a entraîné la chute du régime de la *"révolution de velours"* à Prague. - (AFP).

Ancien ambassadeur à Tel-Aviv, M. Alain Pierret, qui vient d'être nommé en Belgique, a présenté, le 29 octobre, ses lettres de créances au roi des Belges.

Né le 16 juillet 1930, licencié en lettres, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Pierrot a été en poste Free Town (1961-1963), puis Pretoria (1963-1966) avant de rejoindre l'administration centrale (1966-1969). Il part ensuite pour Moscou (1969-1972), rejoint l'administration centrale (1972) puis Helsinki (1972-1975). Membre de la délégation française à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), à Helsinki et à Genève (1973-1975), il est ensuite premier conseiller à Belgrade (1975-1980). Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Niamey (1980-1982), il revoue l'administration centrale (1983-1986). Avant d'être nommé à Bruxelles, il était ambassadeur à Tel-Aviv, depuis juin 1986.

ANKARA
re corrispondente

La rencontre entre le président Turgut Ozal et l'homme qui semble déterminé à l'écarter du pouvoir, M. Suleyman Demirel, vainqueur des élections législatives du 20 octobre (le Monde du 6 novembre), s'est déroulée dans une atmosphère plutôt froide, jeudi 7 novembre, au palais présidentiel de Cankaya, lorsque le chef de l'Etat a officiellement invité le dirigeant du Parti de la juste voie à former un nouveau gouvernement.

Après son entrevue de plus d'une heure et demie avec M. Ozal, M. Demirel a annoncé que ses démarches auprès des autres partis en vue de la formation d'une coalition commencent dans trois jours et durent jusqu'au 22. Probablement dix à douze jours. Ni la composition du futur cabinet, ni l'avenir du chef de l'Etat ne semblaient intéresser, jeudi, la presse turque, trop occupée à rélater les incidents inhabituels qui s'étaient déroulés dans la salle austère de l'Assemblée nationale lors de la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire mercredi.

Deux des vingt-deux députés kurdes, élus sous les couleurs du Parti populiste social-démocrate (SHP), avaient protesté contre le texte du serment que doivent prêter les parlementaires, serment qui, selon eux, ne respecte pas les droits du peuple kurde. Ce texte fait référence à l'unité et à l'indi-

visibilité de la « grande nation urkuse ». Mme Leyla Zana, pasionaria de la cause kurde et benjamine du Parlement, avait, elle, prêté serment « au nom de la fraternité entre Kurdes et Turcs », en ajoutant : « Je suis kurde, je suis kurde ». M. Hatip Dicle, son collègue de Diyarbakir, la principauté ville de la région kurde, avait déclaré, à trois reprises, qu'il n'acceptait de prêter serment qu'en raison de l'obligation constitutionnelle.

Indignation dans le pays
titre le lendemain le quotidien populaire *Sabah*. Les standards téléphoniques du SHP, de la chaîne nationale de télévision qui avait retransmis la cérémonie en direct, ainsi que des quotidiens kurdes, ont été bombardés d'appels. Les citoyens turcs protestent contre l'attitude des parlementaires kurdes.

M. Erol Inonu, dirigeant du SHP, a condamné l'attitude de Mme Zana et le rôle de Diyarbakir dans la démission immédiate. « Ce n'est qu'une provocation, il n'y a pas lieu de paniquer », a déclaré M. Demirel, qui a tenté de minimiser l'incident. Selon le quotidien *Milliyet*, M. Demirel a déclaré, après son entrevue avec le président, que le problème du Sud-Est est le « problème numéro un » en Turquie et qu'il doit être abordé avec « compassion ». « Tout gouvernement qui traiterait ce problème à la légère tomberait en moins d'un mois », a-t-il précisé.

NICOLE POPE

La fin du sommet de l'alliance atlantique à Rome

ROME

de notre envoyée spéciale

« Nous avons pris des mesures décisives pour transformer l'alliance et ce faisant nous avons démontré qu'elle n'a pas besoin de l'ennemi soviétique pour être unie », a dit vendredi 8 novembre M. George Bush à l'issue du sommet de l'OTAN à Rome. Après un entretien avec M. François Mitterrand, le président américain s'est d'autre part déclaré « plus sûr que jamais » du soutien de la France, tandis que du côté français on se félicitait des « bonnes relations » franco-américaines.

Peu après cependant, le chef de l'Etat français, découvrant tardivement l'un des aspects les plus graves du régime soviétique, se consacra à l'évolution de la situation en URSS, refusait lors de la dernière séance de discussion de s'y associer (nos dernières éditions du 9 novembre). Ce texte, pourtant en circulation depuis plusieurs jours et qui n'avait pas ému les responsables, comportait outre un appel à la coopération avec les dirigeants de l'URSS pour le contrôle des armes de destruction massive que M. Mitterrand ne conteste pas (le *Monde* du 9 novembre), un paragraphe déclarant notamment que les changements de régime en URSS sont des conditions «doivent s'accompagner de la liberté économique et du passage à l'économie de marché» et faisant

allusion entre autres à la dette soviétique en invitant les Républiques à l'honorer.

Ce passage eut le don d'irriter le chef de l'Etat qui dénonça ensuite, lors d'une conférence de presse, son côté « frère précheur ». « Le préchi-précha en matière internationale est quelquefois un peu fatigant », a déclaré M. Mitterrand, estimant que l'OTAN n'avait pas à se mêler des affaires intérieures des Etats. « Nous n'avons pas à multiplier les conseils. Les pays extérieurs à l'alliance, nous ne sommes pas leur gouvernante ou bien leur précepteur. Nous n'avons pas une mission évangélique », a-t-il encore ajouté.

Le premier ministre britannique, M. John Major, tirant de son côté les conclusions du sommet de Rome, confirmait dans une déclaration de presse la persistance de dissensions entre Européens à moins d'un mois du sommet de Maastricht. « L'Union de l'Europe occidentale ne doit pas être subordonnée au conseil européen ni recevoir de lui ses directives. Nous ne l'accepterons pas », déclarait notamment M. Major. Les liens de coopération entre l'Union européenne avec l'OTAN et avec la CEE restent le principal sujet de friction. « Ce n'est pas ce que nous va se jouer » a noté M. Mitterrand. La question viendra en discussion, avant le conseil européen de Maastricht, lors de la prochaine réunion de l'UEO le 18 novembre.

C. T.

A La Haye

LA HAYE

La crise yougoslave et les négociations sur la libéralisation du commerce mondial dans le cadre du GATT devaient être au centre des entretiens, samedi 9 novembre à La Haye, entre les dirigeants de la Communauté européenne et M. George Bush, qui était arrivé la veille au soir aux Pays-Bas pour vingt-quatre heures.

Le président américain devait préciser à cette occasion la position des Etats-Unis sur les sanctions économiques imposées par les Douze à la Yougoslavie (le Monde du 9 novembre). Depuis

le début de la crise, Washington soutient les efforts de médiation européens et a, signé, le 19 octobre, une déclaration dans laquelle les Etats-Unis - ainsi que l'Union soviétique - s'engagent à suivre les mesures coercitives décidées par la Communauté européenne.

Au nom des Douze, MM. Ruud Lubbers, président en exercice de la CEE, et Jacques Delors, président de la Commission, devaient mettre à profit la rencontre de La Haye pour obtenir un déblocage des négociations du GATT, qui butent toujours sur le différend agricole entre les Etats-Unis et la CEE.

Ch. C.

強固な体制に
La presse japonaise explique comment
もなるし、逆
les nouveaux systèmes de climatisation
にすぐに破た
récupèrent jusqu'à la chaleur du métro.
んをきたすば
En français, cette semaine dans
Courrier International.



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL
vous ne le lirez jamais.

Legrand

ASIE

BHOUTAN

Affrontements ethniques avec la minorité népalaise

Le petit Bhoutan, 1,4 million d'habitants, vient de faire capoter une conférence internationale, celle de la SAARC (1) dont les sept membres regroupent plus d'un milliard d'hommes. Que s'est-il passé au « Pays du dragon », enclavé entre la Chine et l'Inde, au cœur de l'Himalaya, coïncé entre les géants indien et chinois ? A son échelle, une commotion.

Le roi Jigme Singhe Wangchuk a utilisé un ton alarmiste pour évoquer « les menaces, de la part d'éléments terroristes, de perpétrer des actes de sabotage et de subversion pendant le sommet de la SAARC ». Lors de la session d'automne de l'Assemblée nationale, le « Roi-Dragon » (c'est son titre) avait, par ailleurs, menacé d'abandonner si les députés n'approuvaient pas sa politique envers la minorité népalaise de religion hindoue – politique plus conciliante que ne le voudrait le sentiment de la majorité de ses sujets drupkas, apparentés aux Tibétains et de confession bouddhiste.

La tension dans le petit royaume est vive depuis juin 1988, lorsque le souverain a soudain décidé une « bhoutanisation » complète de son royaume, imposant à tous, dans les lieux publics, tant le port du costume national – le *kyo*, une tunique retroussée sur le mollet pour les hommes, et la *kira*, longue pièce de tissu à carreaux enroulée autour du corps pour les femmes – que le parler de la langue dzongkha. Les récalcitrants sont passibles d'un mois de prison.

La minorité népalaise a pris feu et flamme contre cette décision. Elle représente officiellement un tiers de la population, mais tout indique qu'elle approche rapidement de la moitié. Les habitants du Népal voisin, dont les terres ne parviennent plus à nourrir une population en pleine expansion, ont tendance à s'expatrier dans toute la zone sub-himalayenne (Sikkim, région indienne de Darjeeling, Ladaïk, etc.), et en particulier au Bhoutan. En 1990, un groupe d'étudiants d'origine népalaise a créé le BPP (Parti populaire du Bhoutan); ils réclamaient la fin de la domination drupka, mais aussi une démocratisation de

la Constitution du royaume, notamment par la création du multipartisme. Le BPP n'a pas reçu droit de cité de la part de la monarchie – d'un paternalisme déboussolé mais d'inspiration tout de même assez autocratique – qui a son siège dans la petite capitale de Thimphu. Aussi le BPP s'est-il installé à Katmandou, au Népal.

Menace sur l'identité

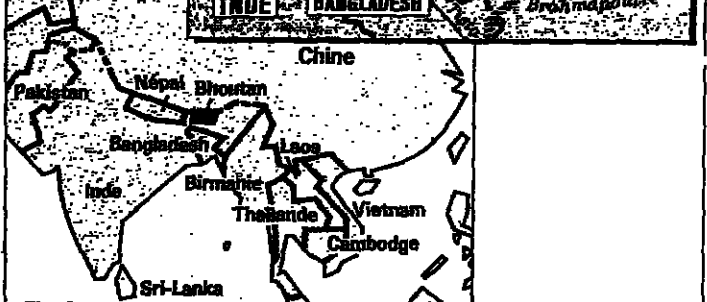
En septembre 1990, une marche vers le Pays du dragon, partie de la frontière indienne voisine a dégénéré. Combien y eut-il de morts ? Un, dit le président du

conseil royal, Kunzang Tangbi : trois cent, ont assuré, sans jamais le démontrer, les sympathisants du BPP. Depuis lors, l'agitation est permanente. Des commandos de « Népalais » brûlent des écoles, font sauter des ponts, pratiquent l'enlèvement aux fins de rançon, tuent parfois : trente-trois morts violentes au moins ont été répertoriés. En réponse, le gouvernement a pris des mesures répressives, comme la fermeture des écoles du sud du pays, où se concentre la population d'origine népalaise.

Récemment, plusieurs des quatre députés d'origine népalaise (l'Assemblée compte cent cinquante membres) se sont réfugiés à Katmandou. Ils ont dénoncé les

persécutions dont seraient victimes leurs coreligionnaires, dont quinze mille déjà auraient fui le Bhoutan pour l'Inde voisine. Mais leur extrémisme verbal alimente le soupçon que le Népal, en cette affaire, favoriserait en sous-main la création d'un grand « Gurkhal » sous l'Himalaya. Cette agitation est démentie par le premier ministre de Katmandou, M. G. P. Koirala, peu soucieux de s'attirer en cela les foudres du puissant voisin indien.

La crise bhoutanaise est de toute évidence très profonde. Dans ce pays dont le revenu par tête est l'un des plus bas de la planète, les traditions religieuses sont très



Conseil royal, Kunzang Tangbi : trois cent, ont assuré, sans jamais le démontrer, les sympathisants du BPP. Depuis lors, l'agitation est permanente. Des commandos de « Népalais » brûlent des écoles, font sauter des ponts, pratiquent l'enlèvement aux fins de rançon, tuent parfois : trente-trois morts violentes au moins ont été répertoriés. En réponse, le gouvernement a pris des mesures répressives, comme la fermeture des écoles du sud du pays, où se concentre la population d'origine népalaise.

fortes. La population indigène d'origine drupka est convaincue que c'est son identité même qui est menacée par l'expansionnisme démocratique est des lors ressentie comme un moyen de prendre à terme le pouvoir au Bhoutan.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) L'Association sud-asiatique pour la coopération régionale, qui regroupe l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Népal, le Bhoutan et les Maldives, devait se réunir à Colombo du 7 au 9 novembre, pour traiter d'une coordination des politiques de développement des pays membres. Le sommet a été reporté sine die.

HONGKONG

Les autorités ont commencé le rapatriement forcé au Vietnam d'un groupe de « boat people »

Les autorités de Hongkong ont entrepris de rapatrier contre leur gré vers Hanoi, le samedi 9 novembre, un groupe de cinquante-neuf « boat people ». Il s'agit de personnes qui étaient retournées à Hongkong après avoir été une première fois rapatriées au Vietnam dans le cadre d'un programme supervisé par l'ONU (« double backers »). Des milliers d'autres départs devaient suivre, étalés sur trois ans : un accord en ce sens a été conclu le 29 octobre entre Londres et Hanoi, qui devrait conduire au retour forcé de la plupart des quelque soixante mille réfugiés se trouvant dans la colonie britannique. La résistance de plusieurs jeunes gens à se laisser embarquer a quel- que peu retardé le départ de l'avion samedi.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Contrairement à une précédente opération conduite subrepticement en décembre 1989, et qui avait provoqué un concert de protestations internationales, les autorités coloniales de Hongkong ont choisi de mener dans une « transparence » relative le rapatriement de cinquante-neuf « boat people » vers Hanoi : la presse a été fournie en détails sur les conditions de ce retour forcé. Une armée de caméras et de téletouristes étaient braqués sur les réfugiés vietnamiens à l'aéroport de la colonie, lors de leur arrivée, vendredi 8 novembre, à bord d'un ferry qui les amenait du centre de détention où ils étaient hébergés.

On vit ainsi trois femmes en larmes s'affaisser, dans un vain effort pour différer l'inéluctable, durant le transfert vers le hangar d'aviation transformé en dortoir où les réfugiés allaient passer la nuit avant de s'envoler pour Hanoi. Des policiers des deux sexes, sans armes, les relèvent sans brusquerie mais fermement ; et, bientôt, la scène fut terminée. Au chevet des lits bien alignés qui les attendaient, les réfugiés – vingt hommes, seize femmes et vingt-trois enfants – trouvèrent des petits « souvenirs » : jouets et casquettes de sports, biscuits et l'alibi. Dans la soirée, on leur passa des films sur un circuit fermé de vidéo. Il ne leur fut pas possible de voir le bulletin d'informations télévisées dont ils étaient les vedettes : sans doute craignait-on que cela provoque l'effervescence dans leurs rangs. Au camp de réfugiés de Whitehead, véritable prison pour « boat people », situé dans une banlieue industrielle, trois mille Vietnamiens se sont livrés à une manifestation contre ces rapatriements dont ils seront les prochaines victimes.

Contre l'hypocrisie

Le groupe tunis samedi à son pays d'origine était composé de trente-huit récidivistes et de vingt et un membres de leurs familles. Ces « double-backers » ont été, comme la quasi-totalité des « boat people » vietnamiens présents dans la colonie, jugés non éligibles au statut de réfugiés politiques : le mobile essentiel de leur départ était en effet d'ordre économique, selon les critères en vigueur. Au terme de l'accord conclu le 29 octobre, entre Londres et Hanoi, ils seront réinstallés dans leur village d'origine; les autorités

vietnamiennes ont promis de s'abstenir de toute persécution ou discrimination à leur encontre. Les rapatriés étaient accompagnés, à bord du C-130 Hercules loué pour l'opération, par un nombre équivalent de fonctionnaires de la colonie britannique chargés de superviser leur retour et leur réinstallation.

Les autorités de Hongkong ont émis l'espoir que la colonie britannique puisse être « débarrassée » d'ici trois ans de cette séquelle humaine des conflits régionaux des années 1970-1980. Des voix se sont élevées contre l'hypocrisie d'une opinion publique locale qui a usé de ces réfugiés, ces dernières années, comme d'un exutoire à ses propres frustrations, dans l'incertitude qui plane sur l'avenir de la colonie, qui doit être rattachée à Pékin en 1997. En vain, ces critiques ont fait valoir que les mêmes qui réclament le retour des « boat people » au Vietnam se plaignent de la pénurie de main-d'œuvre bon marché à Hongkong. De fait, en dépit des précautions prises par les autorités pour préserver à l'opération une certaine dignité, les scènes de vendredi et samedi, appelées à se répéter dans les mois qui viennent, laissent une forte pénible impression.

FRANCIS DERON

PAKISTAN : appel d'Amnesty International en faveur de condamnés. – Amnesty International a exhorté, vendredi 8 novembre, le Pakistan à surseoir à l'exécution de vingt personnes condamnées en août à la peine capitale. L'organisation de défense des droits de l'homme souligne qu'elles n'ont pas eu droit à un procès équitable. Le Pakistan n'a pas procédé à des exécutions depuis trois ans. – (Reuters.)

PROCHE-ORIENT

LIBAN

L'attentat contre l'université américaine de Beyrouth a fait deux morts

BEYROUTH

de notre correspondant

L'attentat qui a détruit, vendredi 9 novembre à l'aube, toute une aile de l'université américaine de Beyrouth (AUB) a finalement fait deux morts et onze blessés. Un des deux morts est un soldat syrien retrouvé près du mur d'enceinte et qui a probablement été abattu par les auteurs de l'attentat. L'autre est un veilleur de nuit du bâtiment appelé le College Hall, retrouvé enfoncé sous les décombres et qui n'a pas survécu à ses blessures.

La réprobation est générale. Pour l'exprimer avec vigueur, le président de la République, M. Elias Hraoui, s'est rendu sur

les lieux. Après avoir affirmé que les autorités avaient pris des mesures adéquates pour démasquer les criminels, il a souligné que, « contrairement au vœu de leurs auteurs, de telles opérations renforcent la détermination du gouvernement à poursuivre le processus de pacification ».

Les ministres de la défense et de l'intérieur, MM. Murr et Khatib, ont travaillé d'arrache-pied sur l'enquête au cours d'une réunion du service de sécurité libanaise, à laquelle assistait le chef des renseignements syriens au Liban, le tout-puissant général Ghazi Knezan. Son pays est, en effet, visé au premier chef par l'attentat.

Outre les islamistes, considérés au départ comme des suspects possibles en raison de leurs antécé-

denis, Israël a été mis en accusation dans cette affaire par ceux qui affirment que l'Etat hébreu s'est livré à une provocation. Le chef du gouvernement, M. Omar Karamé, a estimé qu'Israël est « le seul bénéficiaire » de l'attentat, quel qu'en soit l'auteur.

Une chose est certaine, cet attentat ne va pas favoriser le retour des Américains au Liban, notamment de leurs services consulaires et de leurs hommes d'affaires. Les Européens, toutefois, ne devraient pas se sentir visés de la même façon, bien que la fragilité de la sécurité de toutes les institutions étrangères ait été mise en relief par l'attentat contre l'université américaine.

LUCIEN GEORGE

Le dialogue israélo-arabe après la conférence de Madrid

Pas de confirmation américaine sur une reprise des négociations de paix à Washington

Le département d'Etat n'a pas confirmé, vendredi 8 novembre, qu'une reprise des négociations bilatérales entre Arabes et Israéliens aurait lieu le 22 novembre à Washington, comme l'affirmation des informations en provenance d'Amman et du Caire. Interrogé sur ces rumeurs, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a déclaré : « Je n'ai rien à vous dire aujourd'hui sur l'endroit où se dérouleront les nouvelles discussions bilatérales », avait déclaré M. Boucher.

A Rome, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gon-

zalez, avait auparavant laissé entendre au cours d'une conférence de presse que les suites de la conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient pourraient se dérouler à la fois aux Etats-Unis et en URSS. « Je crois que la deuxième phase [de la conférence] commencera très bientôt. Je crois savoir où », a indiqué M. Gonzalez, qui a ajouté « que les co-organisateurs de la conférence (Etats-Unis et URSS) pouvaient se répartir cette tâche ». En ce qui concerne les discussions multilatérales, M. Gonzalez a estimé

qu'elles pourraient commencer dans deux à trois semaines, en soulignant toutefois que des doutes subsistaient sur ce point.

Dans une interview publiée en Israël, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a affirmé, pour sa part, que les négociations pourraient à terme se dérouler au Proche-Orient comme le souhaite Israël, mais pas avant que l'Etat hébreu n'accepte de faire des concessions. « Lorsque des progrès auront été réalisés, a-t-il souligné, cela encouragera les parties à poursuivre les discussions au Proche-Orient. » – (AFP, Reuters.)

ISRAËL

Le président Herzog reconnaît avoir organisé le départ de 200 000 Palestiniens en 1967

Le chef de l'Etat israélien, M. Haim Herzog, a reconnu, vendredi 8 novembre, avoir organisé, au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967, le départ vers la Jordanie de 200 000 Palestiniens de Cisjordanie occupée. Selon l'ancien député du Likoud, M. Meir Cohen-Avidov, M. Herzog lui avait confié, il y a quelques années, qu'à l'époque où il était gouverneur de Cisjordanie « il avait mis des autobus et des camions à la disposition des Arabes qui étaient venus le voir pour le supplier de les aider à partir ».

Dans un communiqué, M. Herzog reconnaît les faits, précisant que « des semaines durant, le transport a fonctionné sans interruption ». L'opération, indique le

chef de l'Etat, « avait été confiée au commandant militaire de Jérusalem, Shlomo Lahat, aujourd'hui maire de Tel-Aviv. Au total, 200 000 Palestiniens, dont 100 000 réfugiés des camps de Jéricho, ont quitté volontairement la Judée-Samarie (Cisjordanie), pour retrouver leurs familles en Jordanie et peut-être aussi par crainte des autorités israéliennes ».

A la présidence de l'Etat, on affirme qu'il « ne s'agissait pas d'un transfert au sens propre du terme, ni d'une initiative israélienne, il n'y a pas eu de pressions. M. Herzog espérait aussi que, dans le flux, partiraient des membres de l'OIP, ce qui facilitait les tâches de l'administration militaire ». – (AFP.)

Ambassadeur en France depuis huit ans

M. Ovadia Sofer se lance dans la politique

L'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Sofer, a annoncé, jeudi 7 novembre, à Jérusalem, son intention de quitter prochainement son poste à Paris afin de se présenter aux primaires du Likoud pour les élections législatives de novembre 1992. Dans une apparition à la télévision israélienne, l'ambassadeur a affirmé avoir rencontré dans la journée le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, auquel il a demandé d'être déchargé de ses fonctions afin de lui permettre « de s'intégrer à la vie politique du pays ». Il quittera donc le ministère des affaires étrangères après trente ans de service. M. Sofer était en poste à Paris depuis huit ans. Auparavant, il avait occupé des fonctions en Suisse.

M. Sofer a réitéré, à la télévision, l'existence d'un lien quelconque entre sa décision et les critiques dont il avait fait l'objet, il y a quelques mois, pour des « déficiences » de l'ambassade et des rapports de travail « déplorables » entre lui et son personnel. Interrogé par l'AFP, l'ambassadeur a tenu à rappeler que le contrôleur de l'Etat, M. Myriam Ben Porat, l'avait lavé d'accusations ayant figuré dans une première version de son rapport annuel sur les activités de l'ambassade.

« C'était un rapport de routine sur l'ambassade et non pas sur M. Sofer », a-t-il affirmé en ajoutant que « les déficiences en question ont été corrigées il y a un an et demi et ne sont plus d'actualité ».

30 % des immigrants juifs soviétiques veulent vivre « ailleurs ». – Près de 30 % des quelque 400 000 immigrants juifs soviétiques arrivés en Israël durant les vingt derniers mois souhaiteraient vivre dans un autre pays qu'Israël, indique un sondage publié, vendredi 8 novembre, par la presse israélienne. Selon ce sondage réalisé par l'institut de recherche Tazpit auprès de huit cent neuf personnes, 10 % des immigrants aimeraient s'installer en Europe de l'Ouest, 7 % aux Etats-Unis, 5 %

souhaiteraient retourner en URSS et 7 % voudraient vivre dans d'autres pays. En revanche, 71 % d'entre eux affirment qu'ils veulent rester en Israël. Le chef du département de l'immigration de l'Agence juive, M. Uri Gordon, a estimé que ce sondage « reflétait l'aggravation de la crise que connaît l'intégration des nouveaux immigrants, qui s'est traduite par une diminution des arrivées de juifs soviétiques en Israël ». – (AFP.)

IRAK : reçue à Bagdad

Une délégation kurde demande la levée de l'embargo imposé par le gouvernement

Une délégation du Front du Kurdistan, qui regroupe huit partis kurdes irakiens, est arrivée, jeudi soir 7 novembre, à Bagdad pour y discuter des moyens de mettre fin à l'embargo imposé par les irakiens aux régions contrôlées par les peshmargas.

Selon des diplomates à Bagdad, le gouvernement semble vouloir une preuve de force avec les Kurdes, pour tenter de les contraindre à accepter un accord d'autonomie sur le Kurdistan, en discussion depuis mai dernier. La ville de Souleymanieh, un des bastions de la résistance kurde au régime de Saddam Hussein, est au bord de l'asphyxie après plus de deux semaines de blocus imposé par Bagdad.

Dans l'espoir de contraindre les Kurdes à signer l'accord d'autonomie, les irakiens ont coupé les approvisionnements en vivres et en carburant au Kurdistan à la mi-octobre, et ordonné aux fonctionnaires d'aller travailler à Bagdad, sous peine de se voir privés de leur salaire. – (AFP.)

BREF

Une petite encyclopédie sur les religions et les croyances.

Le réveil de l'Islam

ROGER DU POUQUET

Une information solide, d'une écriture aisée, pour élargir ses connaissances.

128 p. 40 F

cerf

سكتا مي لاند

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le pouvoir lance un mandat d'arrêt contre le président Aristide

Le gouvernement issu du coup d'Etat militaire du 30 septembre a lancé un mandat d'arrêt contre le président renversé Jean-Bertrand Aristide et son premier ministre René Prévail, ont annoncé vendredi 8 novembre la télévision et la radio d'Etat. Le Père Aristide, toujours considéré comme le président légitime d'Haïti par la communauté internationale, vit en exil au Venezuela. M. René Prévail est réfugié depuis le coup d'Etat dans les locaux de l'ambassade de France à Port-au-Prince, a déclaré vendredi un porte-parole de l'ambassade.

Une mission de l'Organisation des États américains (OEA) était attendue samedi en Haïti. Elle devait entamer des négociations avec le nouveau pouvoir pour le retour du président Aristide à la tête du pays. Elle devait également pouvoir rencontrer M. Prévail à l'ambassade de France.

« Nous sommes surpris par le durcissement de la position du régime en place ces derniers jours [...] et nous sommes préoccupés par le res-

ultat des négociations », a déclaré un diplomate occidental proche de l'OEA. Selon la télévision d'Etat, le mandat d'arrêt visant le président en exil a été lancé à la suite d'une plainte l'accusant d'être responsable de la mort du dirigeant démocrate chrétien Sylvio Claude pendant le coup d'Etat du 30 septembre.

Selon certains témoignages, le pasteur Claude, l'un des rivaux du père Aristide à l'élection présidentielle de décembre 1990, aurait été lynché par des partisans de ce dernier. Une de ses filles, M^{me} Marie-Denise Claude, estime ainsi que le Père Aristide est « l'auteur intellectuel » du meurtre du pasteur. De source proche du gouvernement renversé, on estime au contraire que l'assassinat de Sylvio Claude a été commandité par les auteurs du coup d'Etat dans le but d'en accuser le Père Aristide.

L'ambassadeur des États-Unis en Haïti a d'autre part invité vendredi les Américains résidant dans le pays à le quitter tant que les liaisons aériennes sont encore assurées. — (Reuters, AFP, UPI)

BRÉSIL : la publication des confidences de M^{me} Cardoso de Mello, ancien ministre des finances

Les grands ravages d'une passion

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Qu'un ancien ministre entre en littérature n'a rien d'exceptionnel. Qu'il choisisse un écrivain connu et respecté pour l'y aider comme tout auteur d'origine, la forte personnalité de M^{me} Zelia Cardoso de Mello, ministre brésilienne de l'économie et des finances pendant les quatorze premiers mois du gouvernement du président Fernando Collor de Mello, et celle de l'auteur réputé de l'ouvrage, Fernando Sabino, pouvaient provoquer un légitime intérêt. *Zelia, une passion*, édité à Rio-de-Janeiro, par la maison Record, avait donc quelque chance d'intriguer.

Récit des difficultés à gérer les finances de l'un des plus grands pays du monde ? Anecdotes sur les résistances de la société à la politique de modernisation ? Profession de foi d'une théoricienne de l'économie ?

Rien de tout cela. Fernando Sabino raconte surtout, d'après ses multiples entretiens avec Zelia Cardoso de Mello, les amours de « Madame le ministre » avec celui qui était alors son homologue à la Justice, M. Bernardo Cabral.

Dans un mauvais style de littérature de gare, on apprend comment « un vieux monsieur, gros et à moitié chauve » a séduit la jeune femme en lui offrant une bouteille de champagne et en lui demandant « de préparer un dîner pour deux ».

Comment aussi ils s'échangent, parfois au beau milieu d'une réunion ministérielle, des petits billets amoureux, dans lesquels le galant affirmait par exemple « cette jupe courte est délicieuse ».

La première rencontre a lieu dans la suite d'un grand hôtel de São Paulo. Suivent les escapades à l'étranger, ou encore l'aveu de cette « passion » au président de

la République qui la qualifie de « nitroglycérine pure ».

La triste fin de cette brûlante passion a lieu à Paris lorsque Bernardo Cabral, qui est mort par ailleurs, après « quelques jours de lune de miel », prétexte des soins dentaires urgents et abandonne définitivement sa compagne. L'héroïne a alors recours à un psychanalyste...

Un « tissu de vulgarités »

Ce « portrait de minidette » apporte d'autres révélations sur le gouvernement. On apprend, par exemple, que le président de la Banque centrale de l'époque, M. Ibrahim Elias, a été nommé par erreur. La secrétaire devait appeler un autre économiste, M. Ibrahim Elias, pour travailler aux côtés de M^{me} Cardoso de Mello. Celle-ci épingle au passage certains de ses anciens collaborateurs mais assure que ce

livre est d'abord, pour elle, « l'occasion de montrer que les ministres aussi éprouvent des passions ».

La presse brésilienne s'est littéralement déchaînée pour tourner en ridicule cet ouvrage de 287 pages. Ainsi, l'hebdomadaire *Veja*, en couverture de sa dernière livraison, amorce une parodie en forme de roman photo et dénonce ce « tissu de vulgarités », en affirmant qu'il ne reste plus à l'ex-ministre « qu'à se dévêtir pour le magazine *Play Boy* ». Quelques libraires ont refusé de mettre en vente un livre qu'ils considéraient comme offensant pour le peuple brésilien. Les ventes marchent tout de même très bien. Après trois tirages de 10 000 exemplaires, l'ouvrage est à nouveau en réimpression.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le héros et le virus

Suite de la première page

Le président a fait part de sa tristesse et de toute sa sympathie pour un homme qui, s'il est, est un « héros et un gentleman ».

Les raisons du trouble ainsi ressenties sont complexes et parfois obscures. Elles tiennent assurément au statut de super-star qui est celui de « Magic » Johnson dans le sport américain. Il est sans doute le champion préféré des jeunes, un des sportifs les plus riches et le favori des publicitaires, notamment pour tous les produits destinés aux adolescents. « Magic s'est toujours comporté avec grâce et humilité, un exemple à citer », écrit le *Wall Street Journal*. Mais l'explication n'est pas suffi-

sante : le sida a déjà frappé des vedettes de la culture populaire américaine, à commencer par l'acteur Rock Hudson, sans provoquer une telle émotion.

L'ampleur du choc éprouvé tient au fait que « Magic » Johnson est un athlète. « L'image de ce sportif viril, costaud, marié et néanmoins infecté du virus est très importante », explique le *Washington Post*, pour la première fois dans la perception populaire, le stéréotype d'une maladie limitée aux drogués et aux homosexuels vole en éclats. De sectorielle, la menace devient « universelle ». « Magic » Johnson, le héros populaire, agrandit le cercle de la prise de conscience. Le *New York Times* commente : « Parce que sa renom-

mée s'étend à tous les secteurs de la société, des cours de récréation des écoles aux arènes du sport à grand spectacle, l'impact est ressenti par des millions de gens dont la vie n'a pas été touchée par cette maladie ».

Au service de la jeunesse

Earvin Johnson (trente-deux ans), surnommé « Magic » par un journaliste sportif au début de sa carrière, a été déclaré séropositif à la suite d'un test médical de routine imposé par une compagnie d'assurances. Dans sa conférence de presse, il n'a pas donné d'explication sur les origines possibles de sa séropositivité ; il a précisé que son épouse, enceinte de deux mois, n'était pas porteuse du virus. Dès vendredi matin, la presse faisait entendre que le sportif avait été infecté à la suite d'une « relation hétérosexuelle ». C'est aussi ce qu'a affirmé le médecin de l'équipe des Lakers.

« Magic » Johnson a lui-même déclaré : « Souvent, les gens sont un peu naïfs. Ils pensent que ça n'ar-

rive qu'aux autres. Parfois, ils croient que « ça » ne peut arriver qu'aux homosexuels. Et je suis là pour leur dire que ça peut arriver à n'importe qui. Même à moi. » « Magic » Johnson. A la grande satisfaction de tous les milieux de la santé et de l'éducation, le champion noir a indiqué qu'il allait dorénavant utiliser sa popularité et l'immense capital de sympathie dont il bénéficie aux États-Unis pour lancer une campagne sur le *séfer sex*. Objectif plus particulièrement visé : les adolescents, un des milieux les plus menacés. L'affaire Johnson intervient précisément au moment où enseignants et parents d'élèves débattent de la nécessité d'instaurer des cours obligatoires sur l'utilisation des préservatifs.

Selon les chiffres cités par la presse, près de 200 000 personnes ont été atteintes du sida ces dix dernières années aux États-Unis et 125 000 en sont mortes. Le nombre des séropositifs dans le pays est estimé à un million.

ALAIN FRACHON

EN BREF

COLOMBIE : remaniement du gouvernement. — Le président César Gaviria (libéral) a fortement remanié, vendredi 8 novembre, son gouvernement en fonction du résultat des élections législatives du 27 octobre. Quatorze portefeuilles ministériels ont été affectés par ce remaniement. Le président Gaviria a nommé neuf libéraux, quatre conservateurs et un ancien membre du mouvement M-19 (ex-guérilla marxiste), M. Camilo González, à des fonctions ministérielles. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le président a nommé une femme, M^{me} Noemi Sanja de Rubio (conservateur), aux affaires étrangères. Elle était jusqu'à présent ambassadrice de la Colombie au Venezuela. Parmi les autres ministres, M. Rafael Pardo (libéral) a été nommé à la Défense, Juan Manuel Santos (libéral), sous-directeur du journal *le Temps*, au

commerce extérieur et Alfonso Lopez (libéral), ambassadeur de la Colombie en France, à l'Agriculture. — (AFP)

CUBA : la fille naturelle de Fidel Castro dément être « recluse à domicile ». — M^{me} Alina Fernandez Revuelta, fille naturelle du président Fidel Castro, a démenti vendredi 8 novembre à l'Agence France Presse être soumise à des pressions ou mesures de « réclusion à domicile », mais a déclaré son souhait de pouvoir voyager à l'étranger. « Il n'est pas vrai que j'ai demandé à quitter définitivement Cuba, mais il est vrai que la possibilité de voyager à l'étranger m'a été refusée à deux reprises, chose qui ne devrait pas se reproduire en raison des nouvelles lois sur l'émigration », a déclaré M^{me} Fernandez, qui a déposé une nouvelle demande pour se rendre en Espagne. Un médecin cubain qui a obtenu l'asile politique en Suède et qui entretenait une correspondance avec la fille de Castro s'est récemment inquiété publiquement du sort de cette dernière (*le Monde* des 3 et 4 novembre). — (AFP)

ÉTATS-UNIS : visite du patriarche de l'Église orthodoxe russe. — Le patriarche de Moscou Alexis II, primat de l'Église orthodoxe russe et chef spirituel de quelque 60 millions de fidèles en Union soviétique, est arrivé vendredi 8 novembre aux États-Unis. Au cours de sa visite de dix jours, le patriarche russe doit notamment rencontrer le président George Bush ainsi que plusieurs responsables religieux américains. Agé de soixante-deux ans, le patriarche Alexis II a succédé en juin 1990 au patriarche Pimen. — (AFP)

MAROC : trente étudiants de Fès condamnés. — Trente étudiants, accusés d'avoir participé aux troubles qui ont secoué l'université de Fès, en octobre, ont été condamnés, vendredi 8 novembre, à des peines de six mois à quatre ans de prison ferme, a-t-on appris de source officielle à Rabat. Parmi ces étudiants, figuraient seize militants islamistes et quatorze militants marxistes-léninistes, ces deux factions rivales se livrant, depuis plusieurs semaines, à de violents affrontements sur les campus de Fès, d'Oujda et de Kenitra. — (AFP)

MAÏ : la conférence de Tombouctou est reportée. — La conférence « spéciale », censée réunir, vendredi 15 novembre, à Tombouctou, les autorités gouvernementales et les représentants de la communauté touarègue, a été reportée à une date ultérieure. A-t-on appris de bonne source à Bamako. Malgré un accord de cessez-le-feu, signé en janvier, les raids et embuscades, menés par les rebelles touarègues dans le nord du pays, ne se sont jamais réellement arrêtés. — (Reuters)

ZAMBIE : l'état d'urgence a été levé. — L'état d'urgence, en vigueur depuis vingt-sept ans, a été levé, vendredi 8 novembre, à minuit, dans le cadre de la nouvelle Constitution, adoptée en août, ont annoncé les autorités. Par ailleurs, le nouveau gouvernement du président Frederick Chiluba a prêté serment, vendredi. Sur la vingtaine de ministères prévus, trois doivent encore être pourvus. — (AFP, Reuters)

BIBLIOGRAPHIE

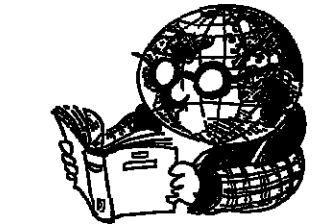
Cinq cents ans d'Amérique latine : une autre histoire

Trois spécialistes de longue date des questions d'Amérique latine ont uni leurs efforts et leurs passions pour nous offrir une trilogie concise et claire, destinée à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution historique de cette région de 1492 à aujourd'hui.

Un document précieux à la veille de la célébration ambiguë de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb. Qui a découvert qui et pour quoi faire ? Du Péruvien Tupac Amaru à la Guatémaltèque Rigoberta Menchú, en passant par le Mexicain Emiliano Zapata, Christian Rudel brosse des portraits vivants de quelques-uns des « combattants » qui ont marqué l'histoire du sous-continent.

Roger Tréfeu, lui, a choisi d'évoquer celles et ceux qu'il appelle les « rebelles » — tous religieux et, sauf exceptions comme don Helder Camara et Bartolomé de Las Casas, beaucoup moins connus. Une autre galerie de portraits, qui complète heureusement la première.

Enfin, Françoise Barthélemy s'attaque au thème, plus aride, des tentatives d'intégration ou d'unification d'un monde complexe, hétérogène, multiple et



déclaté mais qui partage, c'est certain, beaucoup de valeurs. L'auteur veut croire que l'utopie unificatrice de Bolívar pourrait, un jour, se réaliser. Elle insiste sur la valeur d'exemple des récents accords économiques entre sous-régions (Mercosur pour le « cône sud ») et des derniers traités bilatéraux de libre-échange (par exemple entre le Mexique et le Chili). Son analyse de l'échec du pacte andin est exhaustive et utile.

Les trois auteurs sont, bien sûr, sur la même longueur d'onde. Ils ne dissimulent pas leurs sympathies pour les révolutionnaires et les avocats ardents de l'anti-impérialisme, à un moment, d'ailleurs, où ces derniers sont en perte de vitesse. Il est certain que l'Onu de Sam est plus puissante que jamais. Mais leurs a priori politiques n'enlèvent rien au sérieux de leur travail.

MARCEL NIEDERGANG

► *Les Combattants de la liberté*, de Christian Rudel : *Les rebelles de l'Eglise*, de Roger Tréfeu et *Un continent en quête d'unité*, de Françoise Barthélemy. Editions ouvrières. Chaque ouvrage, de 230 pages, est vendu 140 francs.

LE MONDE diplomatique

NOVEMBRE 1991

PALESTINE, ISRAËL, LIBAN : ENFIN LA PAIX ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 13 F

Colère sur les campus algériens

Suite de la première page

De même, à l'Ecole polytechnique d'el-Harrach, la mise en place de l'arabisation, avec l'appui actif de l'Union des étudiants algériens, largement dominée par les islamistes, a provoqué une grave illégitimité des étudiants, qui se plaignent du manque de moyens matériels et humains pour mener l'entreprise à bonne fin. Autant continuer en français.

En fait, l'arabisation, régulièrement décriée et perpétuellement retardée, est devenue le pot au noir du pays. Les mêmes étudiants de Bab Ezouar qui, l'année dernière, applaudissaient bruyamment à sa perspective, sont aujourd'hui en grève contre elle. Entre les deux dates il y a le poids des réalités, c'est-à-dire l'absence d'infrastructures humaines et matérielles, particulièrement dans les domaines scientifiques et techniques, pour assurer l'enseignement en langue arabe.

L'arrivée de professeurs irakiens vise à combler une partie de ces besoins, mais les étudiants, qui craignent peut-être que leur diplôme en arabe ne soit pas « négociable » sur le marché international du travail, où, de plus en plus nombreux, ils rêvent de s'installer, paraissent par ailleurs sceptiques sur la valeur de l'enseignement qui leur sera donné.

Purisme arabo-islamique

Car, pour ses partisans, l'arabisation est devenue un problème idéologique, dont les enjeux n'ont plus grand-chose à voir avec la pédagogie. Ses propagandistes entendent avant tout dénoncer « l'ennemi » infiltré dans leurs rangs, c'est-à-dire ces Kabyles intellectuels ou cadres supérieurs francophones, stigmatisés comme le « parti de la France » et suspects de trahison à l'égard des « valeurs arabo-islamiques ». Ceux

AFRIQUE

qui défendent le maintien du français sont simplement qualifiés de « traitres ».

« Le phénomène anti-arabisation découle de l'intransigeance de certains professeurs, recteurs d'université et directeurs d'institut (...) qui œuvrent à la réalisation des objectifs du néo-colonialisme », écrit l'Association algérienne pour la défense de la langue arabe dans une récente lettre au premier ministre. Ces affrontements ne profitent guère aux étudiants qui, éduqués, souvent plus mal que bien, en arabe classique (sensiblement différent de l'arabe dialectal algérien), parviennent à l'université sans maîtriser parfaitement cette langue, qu'une bonne partie de leurs professeurs est, de toute façon, incapable d'utiliser pour enseigner. Cela n'empêche pas que, depuis plusieurs années, les sciences humaines (droit, histoire, sociologie, littérature...) sont théoriquement arabisées. Pour les matières scientifiques, la mesure n'a été rendue effective que cette année.

A l'inverse de tous les autres pays arabes, et pour des raisons strictement idéologiques, l'Algérie a donc choisi une voie qui pénalise ses élites et où les nombreux exclus du système scolaire — on

estime à 4 % les effectifs d'une génération arrivant au baccalauréat — ne maîtrisent pas la langue, que les pouvoirs publics ambitionnent pourtant de généraliser à tous les domaines de la vie sociale et administrative. Ce n'est pas le moindre des paradoxes d'une situation où, au nom du purisme arabo-islamique, le journal télévisé, diffusé en arabe classique, est incompris de la majorité de la population — qui n'en regarde que mieux les chaînes françaises.

Ces difficultés n'empêchent pas les autorités scolaires de continuer dans la même voie. Désireuses de faire du français une langue étrangère « comme une autre », elles ont décidé une réforme de son enseignement, dès la prochaine rentrée. Les élèves pourront désormais choisir d'apprendre le français ou l'anglais, dès la cinquième année de l'école fondamentale (l'équivalent du cours moyen deuxième année). Auparavant, le français était obligatoirement enseigné une année plus tôt et l'anglais trois années plus tard, assurant à la première langue une prééminence héritée de l'Histoire et de l'environnement culturel.

C'est, malgré le manque de professeurs d'anglais et les mises en garde des pédagogues, ce privilège que les réformateurs espèrent remettre en cause, au risque d'accroître encore la confusion des élèves et des étudiants.

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD

Pretoria est prêt à rétablir ses relations diplomatiques avec Moscou

L'Afrique du Sud est prête à rétablir « dès demain » des relations diplomatiques avec l'URSS, a déclaré, vendredi 8 novembre, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, en visite privée à Moscou. M. Botha s'est prononcé en faveur d'une « vaste coopération » entre les deux pays et a engagé l'Union soviétique à « se réveiller » sur le plan commercial. « Les Français arrivent, les

Allemands, les Italiens, les Japonais. Où sont les Russes ? », a-t-il lancé.

M. Botha a confirmé qu'il allait rencontrer, samedi, son homologue soviétique, M. Boris Pankine, à qui il proposera l'élargissement de la « section des intérêts sud-africains » à Moscou, l'ouverture d'une représentation à Saint-Petersbourg et le développement des échanges commerciaux bilatéraux. — (AFP, Reuters)

Sollicités par la gauche et par l'opposition

Les Verts ne sont pas prêts à transiger sur leur programme

Placés au cœur des convoitises électorales et crédités, selon les sondages, d'environ 15 % des intentions de vote, les Verts sont appelés à se réunir, comme chaque année, en assemblée générale, jusqu'au 11 novembre, à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Cette réunion, destinée notamment à préciser la stratégie du mouvement par rapport aux élections régionales, risque cependant de décevoir ceux qui, à droite comme à gauche,

se sont pris à rêver d'une alliance électorale sans avoir étudié de près, depuis la fondation du parti Vert, il y a presque huit ans, ses thèses et son programme. « Les différentes formations qui envisagent une alliance avec les Verts, déclaraient au Monde le 24 octobre M. Antoine Waechter, ne se rendent pas compte que cela suppose de leur part une sacrée évolution dans leur approche des différentes politiques. »

Par chance, peut-être, pour ceux qui souhaitent se rallier au mouvement Vert, il y a des divisions chez les écologistes. Il n'y a pas simplement la fracture, à la fois historique et personnelle, entre le mouvement de M. Brice Lalonde, Génération écologie, et celui de M. Antoine Waechter. Il y a aussi de vieilles rancunes au sein même des Verts. De ce point de vue, l'initiative des « Verts au plural », ce courant « transcourant » animé principalement par M. Dominique Voynet, ancienne secrétaire générale du groupe des Verts au Parlement européen (le Monde du 14 mai), a échoué, pour une bonne part. Il avait été convenu, aux journées d'été des Verts, à Saumur, lors d'une rencontre au sommet, qu'on ferait tout, cette année, pour éviter, en quelque sorte, une réédition du congrès de Rennes du Parti socialiste, avec des motions qui, si peu différentes qu'elles soient dans leur contenu, n'arrivent jamais pour autant à déboucher sur une synthèse.

Las! C'est peut-être la Bretagne qui veut ça. Il devait y avoir certes, à Saint-Brieuc, des motions uniques sur les principales préoccupations des Verts - la ville, la démocratie, l'institution régionale, la deuxième conférence des Nations unies sur l'environnement, prévue à Rio-de-Janeiro, en juin 1992, et enfin la stratégie politique du mouvement - mais il y aurait tout de même huit listes en concurrence pour l'élection de députés au Conseil national inter-régional (CNIR), le « parlement » interne des Verts : huit listes pour trente postes. Une fois encore, on devait donc retrouver, comme lors des précédentes assemblées générales de Marseille, en 1989, et de Strasbourg, en 1990, l'habituelle rivalité entre, d'une part, la liste présentée par M. Waechter et la direction actuelle du mouvement, et, d'autre part, les deux listes conduites par M. Yves Cochet et par M. Didier Anger, deux députés parlementaires européens, considérés comme les représentants de l'aile gauche des Verts.

« Les Français ne sont pas aveugles »

Cinq autres listes sont aussi en présence : celle d'amis de M. Jean Brière, cet ancien cofondateur des Verts, condamné en justice pour avoir produit un texte jugé antisémite ; celle d'Henri de Saint-Amand, un ancien ministre de l'Énergie ; et, pour un fil vert d'émotion, de compréhension et d'action, de surcroît représentée au Ile-de-France (15 % des voix lors de l'assemblée générale de Strasbourg) ; une autre liste « Fil vert », originaire du Languedoc-Roussillon ; une liste baptisée « Verts, parti écologiste et démocratique », jugée ultra-minoritaire au sein même du mouvement ; et une dernière, enfin, animée notamment par M. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris et ancien directeur de campagne de M. Waechter lors de l'élection présidentielle de 1988. Cette liste venue de Paris, issue de cette fraction que les écologistes jugent quelque peu intégriste et appellent, entre eux, « les Khmers Verts », présente l'assise du courant de M. Waechter qui, déjà, il y a un an, n'avait été créditée, à Strasbourg, que de 49,58 % des suffrages exprimés.

Un pareil éclatement du mouvement pourrait suffire, à première vue, à faire douter de la fiabilité du parti Vert. Cependant, en dépit des querelles de tendances et de tempéraments, les écologistes sont pratiquement tous sur la même longueur d'ondes, dès lors qu'il s'agit d'envisager l'avenir et la question d'éventuelles alliances. La délégation conduite par M. André Buchmann, le 29 octobre, au siège du Parti socialiste, s'est ainsi beaucoup amusée à entendre les assurances données par M. Christian Pierret, député des Vosges, et membre du secrétariat national du PS chargé des collectivités locales et de l'environnement, selon lesquelles le PS aurait beaucoup évolué depuis

vingt ans, en optant pour « une stratégie d'éco-développement ». Les militants écologistes les plus attentifs auront, sans doute, dû entendre, avec le même sens de la dérision, le porte-parole du groupe RPR pour l'examen du budget du ministère de l'environnement, M. Jean-Marie Demange, député de la Moselle, plaider en faveur d'un taux de croissance qui, selon lui, pourrait permettre de faire face à la crise écologique. Ce qui est précisément à l'inverse de la philosophie des Verts.

Depuis que, de congrès du RPR en bureau exécutif du PS, on se plaint à leur rendre la main, ils se moquent volontiers des avances de leurs interlocuteurs. « Un jour qu'Esau rentrerait fatigué de la

MM. Michel Noir ou François Léotard, - serait prêt à passer un tel contrat ? Mais surtout, combien sont ceux, dans l'électorat écologiste, qui mesurent véritablement la radicalité du programme du parti des Verts ? Savent-ils vraiment, par exemple, ces opposants au TGV, dans le Sud-Est, qu'il leur faudrait un peu plus renoncer à l'utilisation quotidienne de leur voiture personnelle, si jamais leurs amis Verts venaient à participer au pouvoir ?

Il existe ainsi un décalage entre le petit parti, fragile, impétueux, « groupusculaire », que sont les Verts, et un électorat - évalué à 15 % par les sondages - qui se résoudrait volontiers à exprimer, sous une étiquette devenue sympa-



chasse, Jacob, son frère, échange son droit d'aînesse contre un bouquet de lentilles. Et il finit par l'opération par leur vieux père, Isaac, profitant de ce qu'il était aveugle pour le duper. » Ainsi commence, par exemple, une lettre adressée, le 30 octobre, par M. Vidal, au ministre de Paris, M. Jacques Chirac. « Les effets d'annonce intéressent peu les écologistes, ajoutait l'unique conseiller Vert de Paris. Il ne faut pas compter sur nous pour sauver les politiciens du naufrage qu'ils se préparent avec constance. Pour en revenir à l'histoire de Jacob, il est clair que c'est la nature, deux différences : contrairement à Esau, nous ne sommes pas affamés ; contrairement au vieux Isaac, les Français et les Français ne sont pas aveugles. »

Décalage culturel

Quel que soit leur désir d'entrer un jour, et le plus tôt possible, à l'Assemblée nationale, afin d'exister vraiment sur la scène politique, les Verts ne sont pas prêts, aujourd'hui, à transiger sur ces quelques conditions : « L'abandon à terme du programme électro-mécanique, la révision à la baisse du programme autoroutier, une stratégie de paix fondée sur l'aide au développement, la réduction des ventes d'armes et un processus d'abandon de la force de frappe. »

Les Verts réclament aussi l'instauration du référendum d'initiative populaire et l'adoption d'un mode de scrutin, accompagné d'une réforme constitutionnelle, qui permettrait « une indépendance de destin du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif ». Enfin, dans le domaine économique, la philosophie des Verts prône une « réconciliation d'une économie avec la vie », qui passerait par « l'acceptation des limites de notre planète, un nouvel ordre économique mondial, une réduction des consommations d'énergie, de matières premières, d'eau et d'espace dans les pays industrialisés ».

Alors, qui, aujourd'hui, de M. Marchais à M. Le Pen, en passant par MM. Rocard, Jospin, Fabius, Barre, Chirac ou Giscard d'Estaing, voire d'autres encore -

thique, son mécontentement par rapport à un simple problème d'environnement personnel, ou sa déception à l'égard du pouvoir socialiste, ou encore son rejet de la classe politique.

Les Verts sont bien conscients de ce décalage culturel, de cet engouement pour une idée. C'est pourquoi ils n'imaginent pas, eux-mêmes, de participation au pouvoir sans que « la pensée écologiste soit devenue majoritaire ». C'est pourquoi aussi il est peu probable que, sans dérapage local, les Verts puissent répondre aux mains tendues, avant l'échéance normale de l'élection présidentielle de 1995. Parmi les différents animateurs du mouvement, M. Waechter n'est pas le moins intéressé à rester vierge de toute dérive. Sa stratégie du « rien », ni gauche, ni droite, posée désormais comme un postulat - « Nous nous situons en dehors du champ idéologique qui, depuis deux siècles, structure le paysage politique en droite et gauche », lui a jusqu'ici réussi. Quelles que soient ses sympathies personnelles - il concède, en privé, qu'elles iraient plutôt à M. Jacques Delors - M. Waechter entend bien « garder le cap » : il y a tellement de citoyens, non pas seulement chez les écologistes, mais chez les Français, à se déclarer désormais étrangers, hostiles, voire rebelles au traditionnel affrontement entre gauche-droite, que cela pourrait faire beaucoup de voix, lors de la future élection présidentielle.

JEAN-LOUIS SAUX

■ Sondage : les écologistes avec le PS. - Selon un sondage effectué par l'Institut Louis-Harris-France et publié, vendredi 8 novembre, par *Profession Politique*, 32 % des Français souhaiteraient que les écologistes fassent alliance, lors des prochaines élections, avec les socialistes. Chez les sympathisants écologistes, le souhait d'une telle perspective s'élève à 41 %. Ce sondage a été réalisé les 4 et 5 novembre, selon la méthode des quotas, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 006 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

La discussion budgétaire à l'Assemblée

La droite et le PCF restent de marbre devant le budget de l'éducation nationale

Les députés ont examiné, jeudi 7 novembre, les crédits du ministère de l'éducation nationale, présentés par le ministre, M. Lionel Jospin, et par M. Jacques Guyard, secrétaire d'État à l'enseignement technique. S'il augmente moins que lors des deux exercices précédents (5,7 %, au lieu de 8,8 % en 1990 et 9 % en 1991), ce budget demeure, pour 1992, le premier (262,5 milliards de francs). L'effort de l'État en matière d'enseignement n'a impressionné ni l'opposition, ni les communistes, qui ont contraint M. Jospin à demander la réserve du vote de ses crédits.

Agacé, M. Jospin l'était, assurément, lorsqu'il est monté à la tribune pour défendre son budget. A un point tel qu'il n'a pu s'empêcher de s'adresser aux contradicteurs de « malhonnêteté intellectuelle », provoquant, du coup, un beau tollé sur les bancs de l'opposition. « C'est indigne ! C'est honteux ! s'est exclamé M. Serge Charles (RPR, Nord). « Vous n'êtes pas dignes d'être entendus par la représentation nationale », a enchaîné M. Michèle Alliot-Marie.

Le courroux de M. Jospin ne s'expliquait pas par les seuls - et traditionnels - réquisitoires de l'opposition contre le « centralisme », l'« uniformisme » et le « jacobinisme » de l'éducation nationale, selon les mots de MM. René Couanau (UDC, Ile-et-Vilaine) et Francis Saint-Ellier (UDF, Calvados). Ce sont, avant tout, les charges, accompagnées de quolibets, contre les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), qui ont irrité le ministre d'État. « La mise en place des IUFM est un énorme raid, dont les conséquences seront lourdes », a affirmé M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines). M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) a déploré « les mauvaises conditions dans lesquelles la rentrée des IUFM s'est déroulée ». Point par point, M. Jospin s'est inscrit en faux contre ces affirmations, qui, selon lui, « reposent sur une déformation totale des faits ».

74 000 étudiants de plus

Le ministre de l'éducation nationale a sans doute jugé que ces récriminations gênaient la présentation du premier budget de l'État. Il a notamment rappelé que l'enseignement scolaire voit, pour 1992, ses moyens budgétaires progresser de 5,7 %, (4,7 % en francs constants). En dépit d'un net fléchissement par rapport aux deux années précédentes, ils restent supérieurs à la progression de l'ensemble des dépenses publiques. Il a souligné que 5 500 emplois nouveaux seront créés, « alors que la fonction publique d'État enregistre une diminution nette des emplois budgétaires de 2 800 ».

En fait, c'est surtout le budget de l'enseignement supérieur, en hausse de plus de 12 %, qui inspire au ministre une satisfaction partagée, hâles pour lui, par les seuls députés socialistes. « Avez-vous pensé à ce que l'on dira dans dix ans de ce que vous avez fait de vos talents ? », s'est interrogé M. Couanau. M. Jospin a indiqué que cet « effort

exceptionnel correspond à la volonté d'accompagner et, même, pour la première fois depuis longtemps, d'anticiper la progression des effectifs étudiants », qui seront, selon les estimations du ministre, 74 000 de plus en 1992.

Agacé, le ministre l'a été à nouveau lorsque l'opposition est revenue à la charge sur le thème de la décentralisation. M. Jospin, en réponse à M. Pierre Lequiller, qui avait fait l'éloge de l'expérience lancée en région Rhône-Alpes par M. Charles Millon, a pris les devants en assurant que « la décentralisation a été engagée dans le domaine éducatif à partir de 1985 » et qu'« un équilibre satisfaisant s'est désormais instauré ». « Je rends un hommage très clair aux collectivités territoriales, régions, départements et villes universitaires, qui se sont engagées fortement, mais jamais une telle dynamique n'aurait pu se créer si l'État n'avait pris l'initiative du plan Universités 2000 », a ajouté le ministre.

M. Jospin a assuré que l'effort sera poursuivi. La représentation nationale, une fois n'est pas coutume, a eu la primeur de l'annonce de la « la déconcentration du mou-

vement des personnels certifiés », susceptible, selon lui, d'« améliorer la gestion des personnes, en rapprochant l'échelon de décision des attentes des personnels » (voir notre encadré). Sur le même registre, rejoignant les vœux M. Saint-Ellier, il a annoncé, aussi, qu'il faut « donner un contenu plus fort à l'autonomie des établissements et permettre aux chefs d'établissement de mieux motiver les personnels administratifs et enseignants » et « renforcer les moyens dont disposent déjà les chefs d'établissement afin de recruter des intervenants ». A l'occasion de la discussion des crédits de l'enseignement supérieur, le ministre s'est déclaré prêt à faire « un nouveau pas », en jugeant souhaitable « la déconcentration de la gestion de l'ensemble des personnels enseignants, de recherche, techniques, administratifs ».

Agacé, M. Jospin l'a été, enfin, une dernière fois, lorsqu'il a fait le compte des « pensées et arrière-pensées » de son auditoire, avant de se résoudre à demander la réserve du vote sur ses énormes crédits. « Ce budget méritait mieux », a-t-il conclu.

F. B. et G. P.

« Déconcentrer » les enseignants

En annonçant devant les députés, jeudi 7 novembre, qu'il allait soumettre à la concertation plusieurs propositions visant à accroître la déconcentration du système éducatif et l'autonomie des établissements, M. Lionel Jospin a lancé, en réalité, un pavé dans la mare.

La plus importante de ses propositions concerne la gestion du système d'affectation et de mutation des enseignants du second degré (collèges et lycées). Ces décisions sont prises actuellement dans le cadre d'un « mouvement » national, géré depuis les bureaux parisiens du ministère. M. Jospin entend les transférer au niveau des vingt-huit académies françaises. « La déconcentration du mouvement des personnels certifiés ne paraît susceptible d'améliorer la gestion des personnes, en rapprochant l'échelon de décision des attentes des personnels », a déclaré le ministre de l'éducation nationale. « Il convient d'ailleurs de rappeler, a-t-il souligné, que l'éducation nationale est beaucoup moins centralisée qu'on ne le croit souvent : la gestion des instituteurs par exemple est depuis longtemps déconcentrée au niveau départemental. »

Concurrence entre deux carrières

Le débat sur la déconcentration, au niveau académique, du mouvement des professeurs du second degré s'impose presque du fait de la création, à cette rentrée, du corps des professeurs d'école - les ex-instituteurs - et des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Les enseignants du primaire, en effet, sont désormais recrutés au niveau de la licence, comme les

futurs professeurs, et formés comme eux, en deux ans, dans les IUFM. Or leur recrutement et leur mode d'affectation ont été maintenus à l'échelon départemental.

Le problème se pose donc de la concurrence entre deux carrières, dont l'une, celle de professeur d'école, assure aux futurs enseignants la possibilité de rester dans leur région d'origine et peut, à terme, devenir plus attractive. M. Jospin a souligné, en cours de débat, que dès à présent les professeurs éloignés de leur région d'origine sont plus nombreux à déplorer des « problèmes » (congrès malade notamment). Enfin, depuis cette rentrée, les IUFM organisent le recrutement et la formation de tous les enseignants au niveau académique, ce qui milite aussi en faveur d'un basculement, à cet échelon, de la gestion des différents corps d'enseignants du second degré.

Le ministre de l'éducation nationale n'a cependant pas été jusqu'au bout de la logique de déconcentration. Celle-ci passerait en effet par l'instauration d'un recrutement au niveau académique. Certaines académies ont en effet un vivier trop faible d'étudiants susceptibles de passer les concours pour faire face à leurs propres besoins de recrutement. Le maintien des concours nationaux permet de compenser, en partie, ces déséquilibres.

Le syndicat national des enseignants du second degré (SNES) ne s'est pas trompé sur l'importance de ces mesures. Elles « ne peuvent qu'accroître les inégalités entre établissements et aggraver dans certaines régions la crise de recrutement en personnels qualifiés. Voilà revenu le temps des provocations ».

CHRISTINE GARIN

P et T : doublement des crédits pour le transport des journaux

Pour la seconde fois depuis le début de la discussion sur le projet de loi de finances pour 1992, l'Assemblée nationale a adopté, vendredi 8 novembre, à la faveur d'une abstention du groupe UDC, le budget affecté au ministère de la Poste et des télécommunications, présenté par M. Jean-Marie Rausch.

Depuis la réforme du 2 juillet 1990, qui a concédé une large autonomie à la Poste et à France Télécom, le budget des P et T, il est vrai, est devenu bien modeste : 1,533 milliard de francs, dont les deux tiers sont consacrés à l'aide de l'État pour le transport de la presse (1). Mais c'est précisément l'annonce, au cours du débat, du quasi-doublement de ces crédits (de 1,025 à 2 milliards de francs) qui a favorisé l'adoption de ce budget.

En réponse à M. Louis de Brois-

sia (RPR, Côte-d'Or), qui était intervenu en tant que « père de famille et ancien rapporteur du budget de la famille », M. Rausch a confirmé, d'autre part, le relèvement de 30 % à 50 % de la taxe sur le chiffre d'affaires des « messageries roses », pour lesquelles est envisagée l'instauration d'un code particulier qui permettrait d'en limiter l'accès aux mineurs.

C'est notamment cette promesse de moralisation de l'usage du Minitel qui a conduit le groupe centriste à s'abstenir dans le vote du budget de la poste et des télécommunications.

J.-L. S.

(1) Depuis la Libération, l'État au nom du pluralisme, soutient la presse sous forme d'aides directes (subventions aux journaux à faibles ressources publicitaires) ou indirectes (allègements fiscaux, notamment). Le transport des journaux bénéficie notamment de tarifs préférentiels, compensés en partie par l'État dans le budget de la Poste.

سكنا من الحظر

هذا من اجل

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Industrie et commerce extérieur : les limites du consensus patriotique contre l'« envahisseur »...

Les députés ont examiné, vendredi 8 novembre, les crédits de l'industrie et du commerce extérieur, présentés par MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, et Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. D'un montant de 18,7 milliards de francs, soit une augmentation de 4,9 % par rapport à 1991, ce budget bénéficie d'une croissance supérieure à celle des dépenses totales de l'Etat (+ 3,1 %).

La France est « envahie » ! Despadilles, de chaussures « tout cuir » et de bicyclettes chinoises. D'automobiles japonaises, de directives européennes et de mauvaise foi américaine... L'examen des crédits du ministère de l'Industrie et du commerce extérieur a donné lieu à une longue complainte des députés, montés à la tribune les uns après les autres pour décrier les déboires des entreprises, chacun trouvant volontiers des exemples dans sa circonscription, et pour lancer des philippiques contre le Japon, les Etats-Unis et surtout, la Commission de Bruxelles.

L'affaire De Havilland, la mise en cause du monopole d'EDF-GDF et la surveillance soignée des dotations en capital aux entreprises publiques étaient dans toutes les mémoires. Si la France connaît un vrai déficit industriel et commercial, c'est donc d'abord la faute aux autres !

Une touchante unanimité a ainsi réuni MM. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne), rapporteur de la commission des finances, Franck Borotra (RPR, Yvelines) et Gilbert Gantier (UDF, Paris), dans la dénonciation des contraintes que l'instance européenne, et tout particulièrement son commissaire chargé de la concurrence, Sir Leon Brittan, fait peser sur la politique industrielle française.

Le ministre délégué à l'Industrie et au commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, ne les a pas démentis. Il a même critiqué lui aussi l'« idéologie » de la Commission de Bruxelles et sa « conception extravagante du libéralisme », qui « tendent à mettre en œuvre une politique industrielle européenne et volontaire », tout en rappelant au passage aux groupes de l'opposition que c'est leurs « amis des autres pays » qui placent ainsi la France dans la situation qu'ils déplorent.

« Un ministre heureux »

Les partenaires commerciaux américains n'ont pas été davantage épargnés par le ministre. Evoquant l'intransigence des Etats-Unis dans les actuelles négociations du GATT et de l'Uruguay Round, M. Strauss-Kahn a affirmé que la France refuserait de signer un accord qui « ferait la part trop belle aux positions américaines ». Ce suraut consensuel de patriotisme contre l'envahisseur étranger s'est toutefois brisé dès que les députés ont abandonné leurs considérations internationales pour examiner dans le détail la politique industrielle du gouvernement.

Avec un budget en augmentation de 4,9 %, dont la croissance est nettement supérieure à celle du budget général de l'Etat, le ministre n'arrivait pourtant pas les mains vides devant la représentation nationale. Ce qui a pu faire dire à M. Roger-Machart, à propos de M. Strauss-Kahn : « Vous êtes un ministre heureux ! » M. Georges Chavanes (UDC,

Charente) a constaté que « plusieurs orientations du budget vont dans le bon sens », comme les mesures de soutien à la recherche industrielle et à l'innovation et le plan PME-PMI « courageux, fort, efficace ». Ce plan, a ajouté le maire d'Angoulême, « a le mérite de placer la France en tête des pays européens pour la baisse de l'impôt sur les sociétés ».

Personne pour défendre le « ni-ni »

A la distribution de bons points ont toutefois succédé de sévères critiques de la part de l'orateur du groupe centriste. Sur le financement de ces mesures, d'abord, notamment par la suppression partielle du fonds de compensation de taxe professionnelle qui, selon M. Chavanes, retire d'une main aux entreprises ce qui leur avait été accordé de l'autre. Sur le dogme du « ni-ni » ensuite, et la « dénationalisation rampante, limitée à 49 % du capital, pour des raisons de blocage idéologique », qui, toujours selon le député centriste, rendent « impossible » la restructuration industrielle.

M. Gantier s'est montré encore plus sévère en accusant le gouvernement de se servir du secteur public pour « financer ses fins de mois difficiles » et de se livrer, sur son dos, à un véritable « brigandage budgétaire ».

Quant à l'orateur communiste, M. Jean-Claude Gaysot (Seine-Saint-Denis), il a dénoncé au contraire « l'abandon au capital privé de vastes parts du patrimoine national », qui, « sous un prétexte de modernisation (...) se traduit par une politique de fermetures, de réductions d'emplois et de bas salaires ».

Curieusement, il ne s'est trouvé personne sur les bancs socialistes pour défendre le dogme du « ni-ni ». M. Roger-Machart a, au contraire, exprimé le vœu qu'une réflexion soit engagée « pour déterminer quelles entreprises doivent rester dans le domaine public, ou même y retourner, et lesquelles pourraient passer dans le secteur privé ».

S'il n'a pas apporté son soutien au respect du dogme établi par M. François Mitterrand en 1988, M. Strauss-Kahn a répondu qu'un « contrat » avait été passé sur ce point avec les Français au début de cette législature. « C'est un choix politique », a déclaré le ministre, et il faudra donc repasser devant les électeurs si l'on veut faire autre chose ».

Les députés de l'opposition ne se sont pas non plus privés de railler le fameux projet de « grand ministère » de l'économie, des finances et du commerce extérieur, qu'avait promis M. Edith Cresson dès sa nomination à Matignon, et qui s'est, en réalité, traduit, selon M. Borotra, « par un assujettissement désastreux des stratégies industrielles aux préoccupations financières ».

Paradoxe et ironie de la nécessaire solidarité gouvernementale, c'est à M. Strauss-Kahn, dont les désaccords avec MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse sont de notoriété publique, qu'est revenue la lourde tâche de défendre loyalement le rattachement de son ministère à l'énorme machine du quai de Berry. « J'ai un ego qui me porterait peut-être à préférer une structure où je serais plus autonome », s'est contenté de répondre le ministre, mais il y a ici de l'intérêt collectif ».

Les affirmations du ministre n'ont convaincu ni les députés de l'opposition ni ceux du groupe communiste. Et en dépit de ses efforts de courtoisie à l'égard de M. Chavanes, dont il espérait peut-être une abstention reconnaissante au lendemain de l'annonce du transfert de la SEITA dans sa ville d'Angoulême, il ne restait plus à M. Strauss-Kahn que le groupe socialiste pour apporter sans réserve son soutien aux crédits de l'industrie et du commerce extérieur. Comme la très grande majorité de ses collègues du gouvernement qui l'ont précédé à l'Assemblée nationale, M. Strauss-Kahn s'est donc vu contraint de demander la réserve du vote de son budget.

PASCALE ROBERT-DIARD

La stratégie de l'opposition

M. Giscard d'Estaing veut faire de l'UDF le « grand mouvement du centre et du centre droit »

A chacun son grand chantier ! Sous l'arche mitterrandienne de la Défense, M. Valéry Giscard d'Estaing poursuit, samedi 9 et dimanche 10 novembre, ses grands travaux de rénovation de l'UDF. En convoquant les 1 644 membres du nouveau conseil national de l'UDF, l'ancien président souhaite présenter l'image d'un « grand mouvement du centre et du centre droit ».

Il lui aura fallu plus de trois ans pour commencer à faire bouger les choses. Quant le 30 juin 1988, au risque de « ternir son image », comme il l'avouait à l'époque, M. Giscard d'Estaing s'octroie la présidence de l'UDF, ses projets sont clairs. S'il consent à mettre les mains dans le cambouis de cette mécanique de l'opposition, c'est pour faire enfin de l'UDF un véritable parti, capable de s'opposer, de devenir la « force majeure » de l'opposition et susceptible – ce qu'il se garde bien de dire – de lui servir de planche d'appel solide dans le cas d'une nouvelle épreuve présidentielle. Rude pari qui lui a déjà demandé beaucoup de temps, d'efforts et de constance, et ce n'est doute pas fini ! « La France », répétait-il encore le 1^{er} septembre dernier à l'université d'été du PR à Cabourg, a besoin d'une grande formation politique du centre et du centre droit, à l'image de ses partenaires européens. « Accroché à sa théorie des grands ensembles et à son vieux principe d'une France gouvernée au centre, l'ancien président n'a dans cette entreprise de refondation de l'UDF rien négligé, mais il est encore bien tôt pour parier sur son succès ».

En convoquant ce week-end à Paris les 1 644 membres du nouveau conseil national de l'UDF, dans le cadre futuriste de la Défense, M. Giscard d'Estaing, seul candidat à sa succession, entend sans doute offrir l'image d'un parti en mouvement, d'une force moderne et dynamique n'ayant plus rien à envier au RPR. Mais, plus prosaïquement, cette assemblée ne sera que la concrétisation d'une réforme adoptée le 13 juin dernier et visant dans un premier temps à introduire plus de démocratie dans son mouvement. Réforme importante et indispensable qui prouvera que l'UDF peut être autre chose qu'un simple cartel électoral mais qui ne signifie pour autant pas qu'elle se transformera dans les semaines à venir en une véritable fédération. Ce mouvement est au mieux du genre à telle enseigne que ses nouveaux statuts restent prudemment dans le flou. Le mot « confédération » est biffé, mais celui de « fédération » n'est toujours pas officialisé.

« Une immense tricherie »

L'important est sans doute que pour la première fois au sein de ce mouvement, qui souffre depuis sa naissance en 1978 d'une « notabilité » aigüe, ses militants ont été conviés aux urnes pour choisir leurs délégués. Mais les enseignements tirés de cette procédure démocratique sont divers. Pour le giscardien Hervé de Charette, « cette expérience de démocratisation a donné de la vie au système ». Pour d'autres, elle aura été avant tout « une immense tricherie ». Dans l'île-et-Vilaine, M. Pierre M'haingierie est allé jusqu'à reprocher à M. Alain Madelin « ses méthodes de rayou ». Et quand M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF et principal maître d'œuvre de cette réforme de l'UDF, envisage déjà, comme il l'a fait devant le bureau politique du CDS du mercredi 7 novembre, la fabrication de cartes d'adhérents non falsifiables pour les procédures à venir, l'impression que toutes ces opérations de vote ont donné lieu à pas mal de tritonnages ne peut que se renforcer.

Le premier résultat de cette réforme est en vérité à l'inverse de celui qui était escompté. Au lieu d'éteindre les rivalités entre les composantes de l'UDF, elle n'aura fait que les exacerber. Le PR trouve dans ces élections la confirmation qu'il est la première force. On pouvait le supposer depuis longtemps, mais le fait que cela soit officiel ne peut qu'agacer un peu plus les centristes, surtout à l'approche des négociations pour les élections régionales. Tout redonne à l'UDF un aspect d'ennemi. Soucieux de limiter les pouvoirs du secrétaire général de M. Bayrou, M. Longuet est par-

venu à imposer le maintien de M. Jean-Claude Gaudin à la tête de la délégation UDF à la commission des investitures de l'opposition. La liste des douze membres représentant le nouveau conseil national au bureau politique sera aussi conduite par M. Gilles de Robien, député PR de la Somme et maire d'Amiens. Sur cette liste, quatre PR (MM. de Robien, Gaudin, Diméglio, Dominati) contre trois CDS (MM. Baudis, Monory et Stasi). Face à ce couple infernal, des petites composantes qui ne veulent pas mourir et prendre acte de leur inexistence. Le Parti radical devait même se payer le ridicule de présenter samedi sa propre liste pour l'élection des membres du bureau politique.

Querelles de boutique

Toutes ces querelles de boutique d'un autre âge ne cachent d'autres plus sérieuses et plus envieuses pour M. Giscard d'Estaing. « La rénovation de l'UDF », plaide-t-il encore ce dimanche à Cabourg, ne doit pas être vécue comme un appauvrissement, mais comme un

élargissement de votre action personnelle. » Il n'a pas convaincu, tant s'en faut. M. François Léotard a annoncé depuis sa candidature aux primaires, et cette nouvelle donne n'est pas faite pour inciter le PR à pousser davantage les feux pour réchauffer la maison UDF. « Giscard, entend-on par exemple de ce côté, n'a qu'un seul but : faire de l'UDF son écurie présidentielle et étouffer tout le reste. Nous, ce que nous attendons, c'est que l'UDF ait aussi un véritable conseil national. » Plusieurs responsables de l'UDF se proposent d'ailleurs de relancer la dynamique d'union entre le RPR et l'UDF. M. Charles Mignon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, comptait par exemple demander la constitution au plus vite d'un groupe unique de l'opposition au Palais-Bourbon.

M. Giscard d'Estaing a tenu aussi, depuis, les propos que l'on sait sur l'immigration. Les centristes, qui ne les ont pas encore tout à fait digérés, sont moins enclins eux aussi à suivre les yeux fermés un président de l'UDF qui leur apparaît de moins en moins centriste. Pour les rassurer et leur

faire oublier aussi les dérapages incontrôlés de M. Michel Poniatowski – dont on s'est assuré de l'absence à ce conseil national –, l'UDF, comme vient de le faire le PR, devait réaffirmer très officiellement et très nettement son opposition à toute alliance avec le Front national. Une motion en ce sens sera soumise au vote de l'ensemble du conseil national.

Deux autres dossiers seront notamment ouverts : ceux de la réforme du mode de scrutin et de la cohabitation. Aucune réforme avant les élections, devrait répondre officiellement l'UDF, mais déjà M. Stasi a expliqué, mercredi 6 novembre au « Grand Débat » de Radio-Shalom, qu'il n'avait pas d'objection à une modification du mode de scrutin avant 1993. Pour ce qui est de la cohabitation, les avis sont plus que nuancés. M. Giscard d'Estaing, pressé de précipiter les échéances, y est de moins en moins favorable. Ses déclarations du passé le contraignent à ne point trop se déjuger, mais on peut compter sur lui pour le faire dire...

DANIEL CARTON

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

QUELQUE chose ne va pas dans la tête des Français. Malaise passager ? crise profonde ? On se perd en conjectures. Les uns attribuent cet état d'esprit à une dilution de l'autorité ou au vieillissement du régime, les autres à l'usure du pouvoir ou à l'immobilisme de sa gestion. Le président de la République reconnaît que ses concitoyens sont atteints de « sinistrose » et, parmi ces derniers, au niveau le plus primaire de l'analyse politique, ils sont de plus en plus nombreux à dire : « Cela ne peut plus durer, il faut que ça pète ! » Certains semblent même s'y employer activement.

En France, c'est un travers national de ne jamais être content de son sort, même s'il n'est pas si mauvais. Des observateurs étrangers s'étonnent régulièrement de notre capacité d'autodénigrement. Cependant, dans sa constance, la mauvaise humeur collective passe par des hauts et des bas, que l'on peut repérer dans l'histoire sans forcément leur trouver des explications objectives. Il arrive que la malaise soit impalpable, que la crise mûrisse à l'ombre, et que l'on en ressente les effets en ignorant leurs causes. Les tentatives de diagnostic restent, comme les symptômes, dans le flou. On dirait, comme à la fin des années 80, que la France s'ennuie, ou, comme dans les années 30, qu'elle est en proie à l'inquiétude, voire victime d'une crise de civilisation, ou, ainsi que le suggère M. Mitterrand, que les Français sont en manque d'espérance.

Une chose, au moins, est sûre : lorsque, à l'insatisfaction du moment, s'ajoute la crainte de l'avenir, il ne sert à rien de brandir de bonnes statistiques économiques, surtout si on peut leur en opposer quelques autres qui le sont moins. L'inquiétude, l'ennui, la vacuité appellent d'autres traitements. On n'aura pas l'outrecuidance de prétendre en détenir ici les secrets, car rien n'est plus difficile. Chaque crise sociale se dénoue, bien ou mal, avec ses moyens propres, et le rôle des politiques est de trouver les meilleurs. Ce qui suppose, bien sûr, de les rechercher.

La tentation est de se tourner vers le passé, qui a déjà tout inventé. On va précieusement le faire en revenant aux années 30, mais en se gardant aussi de toute illusion. Il ne s'agit d'ailleurs pas de comparer ce qui n'est pas comparable, et l'on retiendra de cette époque l'avertissement de l'un des ses auteurs les plus aigus, s'agissant d'exprimer le mal-être d'une société, Louis-Ferdinand Céline, selon lequel l'histoire ne repasse pas les plats.

S'il fallait tirer une leçon de la seconde moitié de l'entre-deux-guerres, elle serait trop empreinte

Bienfaits et méfaits des crises

d'amertume et, par là même, non opérationnelle. Deux ouvrages permettant de l'évoquer sous des angles différents puisque l'un traite du mouvement des idées en France, l'autre du mouvement artistique en Allemagne. Dans les deux cas, l'exceptionnelle vitalité de la production, qu'elle soit intellectuelle ou esthétique, n'a pas débouché, loin s'en faut, sur des lendemains qui chantent. Tout ce que la crise a pu provoquer d'innovations, de rénovations à plus long terme, de la réalité du mal social que permis de la surmonter sans trop de dommages : l'histoire a poursuivi son cours dans le mauvais sens jusqu'à ce que la guerre vienne trancher dans le vif.

Sous le titre *Revoltes de l'esprit*, les éditions Kimé publient un volume qui rassemble des études de Pierre Andreu sur les idées, les revues et les intellectuels des années 30, de Raoul Girardet sur l'héritage de l'Action française et de Jean Touchard sur la tentative de renouvellement de la pensée politique qui a marqué cette époque. Une époque détestée par nombre de ses contemporains, soit parce qu'ils souffraient de la misère (pour le coup, il y avait, surtout en Allemagne, une vraie crise économique), soit parce qu'ils ne se reconnaissaient pas dans les modèles déjà contestés de la révolution socialiste et du capitalisme sauvage. Prisonniers de l'antagonisme des deux grands systèmes dominants, travaillés par le nationalisme, menacés dans leur identité par le monde du matérialisme et du productivisme, témoins d'une dégradation des mœurs politiques, vite imputée au parlementarisme et à la démocratie, les esprits qui n'étaient pas mobilisés par une idéologie – ou par une carrière déjà faite – cherchaient ailleurs les voies du salut.

Pierre Andreu raconte dans le détail ce fourmillement d'idées, en marge du système, auquel il a personnellement participé et qui s'exprimait principalement dans des revues, dont les plus célèbres furent l'*Ordre nouveau*, l'*Esprit* toujours là et le *Fiche*. Il observe que si, dans les années 30, « les fermentes de renouveau et de révolte existaient dans tous les milieux intellectuels, c'est cependant à droite qu'ils mûrirent le plus tôt ». Ce qui eut pour résultat, d'une part, de privilégier à

l'excès le rôle rédempteur attribué à la jeunesse, et, d'autre part, de mêler des réflexes de droite à des valeurs qui s'en détachaient. L'auteur indique que la plupart de ces mouvements de contestation se retrouvaient, à des degrés divers, dans le rejet du parlementarisme, du capitalisme, du culte de l'Etat et du parti, de la déification de l'économie, du règne de l'argent et du productivisme ; ils condamnaient le traité de Versailles et le belicisme ; leurs racines philosophiques plongeaient dans le personnalisme et le christianisme.

« Ce qui pourrais paraître surprenant aujourd'hui, dans un climat universel d'exécution du fascisme, écrit Pierre Andreu, que l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 n'ait aucunement modifié nos analyses ? D'une certaine manière, au contraire, elle les accentua. Pendant deux ou trois années encore : pas de divorce décisif avant la guerre d'Espagne, pas d'interrogations sérieuses sur le communisme à l'URSS avant les procès de Moscou ; Trotski, Victor Serge passent sans laisser de traces (...). Nous ne voyions pas – ma culpa, je l'ai vu avant d'autres – les terribles puissances de destruction que contenaient les fascismes. Ces travaux sur le climat intellectuel des années 30 illustrent les effets ambigus d'une crise de société si fortement ressentie qu'elle conduisait certains esprits à prendre des remèdes pires que le mal. Fallait-il que la France fût malade pour risquer d'en arriver là ?

Comme on sait, d'autres pays ont moins bien résisté à cette réaction perverse. En Allemagne, à la même époque, c'est une culture en plein renouvellement débordant sur toute l'Europe qui fut balayée par le nazisme. Dans une remarquable étude, *l'Esprit de Weimar*, John Willmet rappelle l'ampleur et l'originalité d'un mouvement progressiste qui a touché tous les domaines artistiques et qui fut réprimé précisément parce qu'il était porteur de valeurs refusées par le régime politique en perdition de Weimar : la modernité, la démocratie, la libération, l'internationalisme. Là encore, la crise a fait surgir le mouvement créateur avant de l'étouffer.

Les avant-gardes artistiques se sont nourries de la politique et en ont péri. Fin d'autant plus tragique que les idées progressistes qui avaient inspiré les œuvres ont eux-mêmes été traités. Tant de malheurs justifient la curiosité, attendrie et horrifiée à la fois, que s'attirent encore les années 30.

« *Revoltes de l'esprit, les revues des années 30* », par Pierre Andreu. Editions Kimé, 277 pages, 140 F.
« *l'Esprit de Weimar, avant-gardes et politique* », par John Willmet. Seuil, 288 pages illustrées, 320 F.

Nouveau

perigourdins ain

Le Monde

HEURES LOCALES

Nouveaux parcours pour le golf

Il existe actuellement 425 terrains en France pour les amateurs de « greens » mais ces équipements demeurent des investissements à risques pour les communes

SUR le « green » un bon joueur appellerait cela un « back spin » (un effet rétro). L'opération « 100 golfs à 100 francs » annoncée mercredi 6 novembre par M. Claude-Roger Carlier, le président de la Fédération française de golf (FFG) montre la volonté de réorienter le développement du golf vers le grand public : « Il faut élargir la clientèle en abaissant les coûts de pratique », explique M. Carlier.

A l'euphorie du milieu des années 80 qui a vu le nombre de licenciés progresser de 20 à 25 % tous les douze mois, a succédé une progression beaucoup moins spectaculaire : encore 18 % en 1989, mais 13 % en 1990 et seulement 7,4 % en 1991. La FFG revendique aujourd'hui 194 000 licenciés, deux fois plus qu'en 1986. Pendant cette période, les entrepreneurs (privés pour la plupart) ont investi à tout va alors que la FFG elle-même restait prudente et ne prévoyait que 180 000 pratiquants en 1991. Une centaine de golfs ont ainsi été construits depuis 1989. Il y a aujourd'hui 425 golfs en France, trois fois plus qu'en 1983. Leur capacité d'accueil dépasse le nombre de pratiquants, et leur lieu d'implantation n'a pas toujours tenu compte du nombre potentiel de joueurs.

En raison de cette concurrence, de nombreux golfs privés ont, soit déposé leur bilan et ont quelquefois été rachetés par des investisseurs japonais, soit demandé des rallonges substantielles à leurs membres. Des difficultés qui ne contribuent pas à améliorer l'image plutôt négative du golf dans l'opinion. Souvent considéré comme un instrument d'exclusion en raison des tarifs pratiqués, il pâtit, depuis quelque temps, d'une mauvaise réputation due à ses atteintes à l'environnement : consommation d'eau, utilisation intensive d'engrais. Les équipements sportifs sont souvent accusés d'être le prétexte à des opérations immobilières.

L'immobilier pour rembourser les emprunts

Le plan « 100 golfs à 100 francs » apparaît comme une réponse à tous ces griefs. Ces parcours de 9 trous que la FFG appelle des « golfs nationaux » seront conçus pour atteindre l'équilibre financier avec un minimum de 5 000 entrées par an, à l'image de celui de Marmande (Lot-et-Garonne) créé pour 1,840 million de francs par une association et la municipalité. Les communes devraient être les maîtres d'œuvre de ces équipements, qui nécessitent peu d'aménagements sur une superficie de 20 à 25 hectares et qui pourraient procurer un complément d'activité aux agriculteurs. Ces parcours, d'un coût moyen de 2 millions de francs, pourront bénéficier de subventions. Le ministère de la jeunesse et des sports allouera 300 000 francs à la création en 1992 et 1993 de six golfs de ce type qui bénéficieront par ailleurs de frais d'architectes réduits. La FFG se propose d'apporter des informations et des conseils pour leur construction et leur fonctionnement (1).

Ce plan, qui devrait permettre de doubler le nombre de parcours « accessibles » existants, est complémentaire du développement des golfs publics traditionnels. La moitié des joueurs actuels y ont frappé leur premier



« drive », et de leur expansion dépend le développement du golf en France. Trente-huit ont été construits ces dernières années : il n'y en avait pas un seul il y a douze ans. En tout points comparables par leur tracé et leur fonctionnement aux golfs privés, ils ont été créés à l'initiative de collectivités locales avec des fortunes diverses.

Le golf de Bellême-Saint-Martin, dans l'Orne, est au centre d'une vive polémique qui illustre les difficultés qui peuvent accompagner la création de tels équipements. Ce parcours n'est qu'un élément d'un « ambitieux projet d'aménagement », selon les termes de son initiateur, M. Francis Geng, député-maire de Bellême. Un syndicat intercommunal qui regroupe les communes de Bellême, Saint-Martin-de-Bellême, Sérigny et Le Qué-de-La-Chaine qui comptent 3 600 habitants a lancé en 1987 cette opération susceptible d'entraîner 350 millions de francs d'investissements privés. Sur 80 hectares devaient être construits, autour d'un golf de 18 trous conçu, financé

et aménagé par les communes comme un « produit d'appel », un restaurant, un hôtel 3 étoiles, un centre de séminaires, une zone d'activités, quatre zones d'habitation de 200 appartements, 100 villas et 50 logements sociaux.

Aujourd'hui le parcours de golf et l'hôtel de 30 chambres sont construits. Les travaux du centre de réunion sont en cours. Mais toute commercialisation est gelée en raison d'un recours des autorités préfectorales devant le tribunal administratif sur la nature du contrat de gérance. Une situation qui va mettre en difficulté les quatre communes. Elles ont emprunté 18,5 millions de francs et doivent, après deux ans de différés d'amortissement, rembourser des investissements qui devaient justement être couverts par la commercialisation du programme immobilier. Alerté par les problèmes de trésorerie qui vont inévitablement se poser à ces communes, le conseil général de l'Orne, après avoir accordé une subvention de 1,8 million de francs, envisage de s'engager

d'avantage dans l'opération. « Il serait préférable de rembourser les investissements par anticipation pour éviter de lourds frais financiers », explique M. Guillaume de Courson, vice-président du conseil général de l'Orne.

Le montage financier du golf qui va ouvrir au printemps prochain à Pléneuf-Val-André, dans les Côtes-d'Armor, est, au contraire, présenté comme un modèle de prudence. Cette commune de 3 800 habitants, qui reçoit 25 000 touristes pendant la courte période des vacances d'été, souhaite élargir sa saison en créant un golf. Bien que les équipements existants (bassin en eau profonde, école de voile et courts de tennis) ne grèvent pas trop lourdement son budget, la commune a su profiter de toutes les subventions existantes. En dehors de l'achat des 62 hectares de terrains (3,8 millions de francs), la construction et l'aménagement du parcours de 18 trous sur un site en bord de mer sont couverts dans le cadre d'un plan Etat-région pour moitié par des subventions de l'Etat (2 millions de francs), de la région (1,5 million de francs) et du département (2 millions de francs), et par la récupération de la TVA sur le montant des travaux (2,7 millions de francs). Il reste à la charge de la ville un emprunt sur quinze ans qui représente deux années d'investissements.

Subventions départementales

La commune, aidée par des spécialistes du conseil régional et de la FFG, a préféré confier, par un contrat de concession de soixante ans, la gestion à une société anglaise. Celle-ci dispose d'un réseau de commercialisation à travers le monde qui doit favoriser la venue de touristes supplémentaires. Cette société s'engage à construire un club-house et un hôtel trois étoiles de 50 chambres. Elle versera une prime fixe et 50 % des bénéfices à la commune. « Nous n'avons pas voulu prendre de risques, car les premières années sont souvent difficiles », explique le maire, M. Guillaume Guédo. Le conseil général des Côtes-d'Armor, qui a mis une ligne « golf » sur son budget pour la quatrième année consécutive, suit avec intérêt la naissance de ce parcours. « Nous aimerions en faire un des produits d'appel du département », précise le président du conseil général, M. Charles Josselin, qui rêve même d'aménager les ronds-points routiers des Côtes-d'Armor en vitrines du golf, avec greens, fanion et bunker.

Quelle que soit la formule choisie par la commune qui veut s'équiper d'un golf, l'étude de marché reste le préalable indispensable à tout projet. La situation est aujourd'hui très concurrentielle. Qu'il soit destiné à une clientèle de proximité ou que certains veuillent en faire un produit d'appel touristique, la création d'un golf demeure un choix budgétaire coûteux, un investissement lourd au rendement lent. De quoi prendre toutes les précautions pour éviter le trou... financier.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Fédération française de golf, 69 avenue Victor-Hugo, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : 45-02-13-55.

Qui commande à Paris ?

DEUX affaires : l'occupation par des sans-logis d'un terrain appartenant à la Ville, quai de la Gare, et l'abattage récent de cent neuf arbres quel Branly, posent la question de savoir qui commande à Paris. Dans ces deux cas, l'Etat n'a pas tenu compte de l'avis de la municipalité.

Quai de la Gare, malgré la demande du premier adjoint au maire de Paris réclamant l'expulsion des squatters, le préfet de police ne réagit pas. Il justifie son attitude en affirmant devant des édiles médusés : « Cette occupation, bien qu'illégal, ne peut être considérée comme un délit. »

La position du représentant du gouvernement illustre les récents propos de M. Jacques Dominati, responsable de l'UDF dans la capitale : « Il y a deux maires à Paris : Jacques Chirac et le préfet de police. » Contrairement aux autres maires de l'Hexagone, celui de Paris ne dispose pratiquement d'aucun pouvoir de police dans sa ville.

A propos du déracinement des arbres sur le site du quai Branly, où doit être construit le centre de conférences internationales, la mairie a déposé un recours contre l'Etat devant le tribunal administratif.

Elle reproche à ce dernier de mépriser les documents d'urbanisme en vigueur dans la capitale et d'agir avant même d'avoir demandé, selon la municipalité, un permis de construire.

Bref, à l'Hôtel de Ville, on estime qu'il s'agit « d'un acte de vandalisme, illégal, perpétré par l'Etat ». Enfin, toujours selon la mairie, l'initiative des pouvoirs publics ignore la politique de la Ville qui interdit d'abattre des arbres sans concertation avec ses services. M. Christian Sautter, préfet de région, estime pour sa part que le classement « d'intérêt général » du projet justifie l'initiative des bûcherons.

Ce n'est pas la première fois que les rapports entre Paris et le pouvoir central s'enveniment. Paris, aujourd'hui, est une ville et un département aux mêmes contours géographiques. Et une capitale. Dans ces conditions, peut-elle être une collectivité locale comme les autres ? Le débat est ouvert depuis dix siècles.

JEAN PERRIN

Les Périgourdins aiment le cinéma

Le conseil général de la Dordogne et des associations se sont mobilisés pour maintenir des salles ouvertes : résultat concluant

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

LA fréquentation des salles de cinéma connaît actuellement une belle envolée en Dordogne : 346 000 entrées en 1989, 416 000 l'année suivante. Loin de se limiter à Périgueux, Bergerac et Sarlat, le phénomène essaima la campagne : 39 000 tickets vendus en

milieu rural en 1989, deux fois plus en 1990.

Cette embellie tient d'abord à la nature des films proposés. La Gloire de mon père, Nikita, Cyrano de Bergerac ont déplacé les foules en Périgord comme ailleurs. Mais si le septième art se porte aussi bien au pays de Jacques Croqu岸, il le doit aussi à une politique volontariste menée par le département et soutenue par plusieurs communes. Au lieu de

pleurer la fermeture des salles en milieu rural, collectivités locales et associations ont pris la relève des gérants privés. C'est ainsi que, en Dordogne, l'association Ciné-Passion regroupe les cinémas de Nontron, Saint-Astier, Ribérac, La Roche-Chalais et Montignac, dont le mode de fonctionnement est soit municipal, soit associatif. Une à une, ces salles ont été relancées, grâce au financement conjoint du conseil général, du Centre national de la cinématographie et de la région.

Mais, pour que le public soit au rendez-vous, faut-il encore que les films qui font la une sur les Champs-Élysées ou à Cannes lui soient présentés dans des délais raisonnables. L'Etat pallie cet handicap en fournissant huit copies par an.

Pour concrétiser cet effort de sensibilisation, Dominique Wailon, le président du Centre national de la cinématographie, est venu en Dordogne signer une convention avec le président du Conseil général, Bernard Bioulac. Le budget décaissé porte sur 350 000 francs. Les communes prennent à leur charge 50 000 francs, le département et le Centre national de la cinématographie se partagent le reste. Grâce à ces sommes, les scolaires bénéficieront d'un film gratuit par trimestre et d'un second à tarif réduit. Des avant-premières, des rencontres avec des professionnels et des opérations de communication locales seront aussi mises sur pied lors de la sortie de films importants.

DOMINIQUE RICHARD

Marseille : transports à la carte

Afin de séduire les automobilistes, la ville adopte la carte magnétique pour le parking, le bus, le métro, le train et le péage routier

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

COMME toutes les villes méridionales, Marseille souffre d'une circulation et d'un stationnement anarchiques qui transforment, aux heures de pointe, les déplacements urbains en épreuves de patience. La vitesse des bus dans le centre de la cité phocéenne est tombée de 12,7 km/heure en 1987 à 11,9 km/heure l'an dernier. Si rien n'est fait pour contraindre cette évolution, l'apocalypse automobile est prévisible à long terme. Car le nombre de voitures pour cent ménages marseillais, passé de 23,5 en 1976 à 37,5 en 1988, atteindra 50 à la fin du siècle.

« Notre première préoccupation a été une démarche de marketing », explique M. Jacques de Plazaola, directeur général de la Régie des transports de Marseille (RTM). Nous constatons de plus en plus que l'utilisateur du transport public est un automobiliste qui a choisi de changer de mode de transport. Un tiers des passagers de nos bus ont laissé leur voiture en stationnement quelque part. Si nous voulons que le centre-ville demeure accessible et vivable, il nous faut attirer dans les transports en commun ces voyageurs « mixtes ». Les sondages ont fait apparaître une forte aspiration à utiliser une sorte de carte de crédit du transport, aussi aisée d'emploi que la carte bancaire ou la carte de télé-

phone. Le système arrêté à Marseille aura l'avantage de permettre aux usagers d'enchaîner sans complications les différents modes de transport (automobile, bus, métro) au sein de la ville, mais aussi dans l'ensemble de l'aire métropolitaine qui englobe Aix-en-Provence et l'étang de Berre et où le car inter-urbain et le train jouent un rôle non négligeable. Multi-services et multi-prestataires, la carte de

déplacement respectera les tarifs de chaque transporteur, tout en autorisant les ristournes incitatives à certaines heures et en certains endroits de l'agglomération, afin d'orienter les voyageurs vers le bon choix pour la collectivité.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 12

«Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie...»

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

... Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

كلنا من الوطن

هنا من الوطن

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



CENTRE : la recherche

un ar

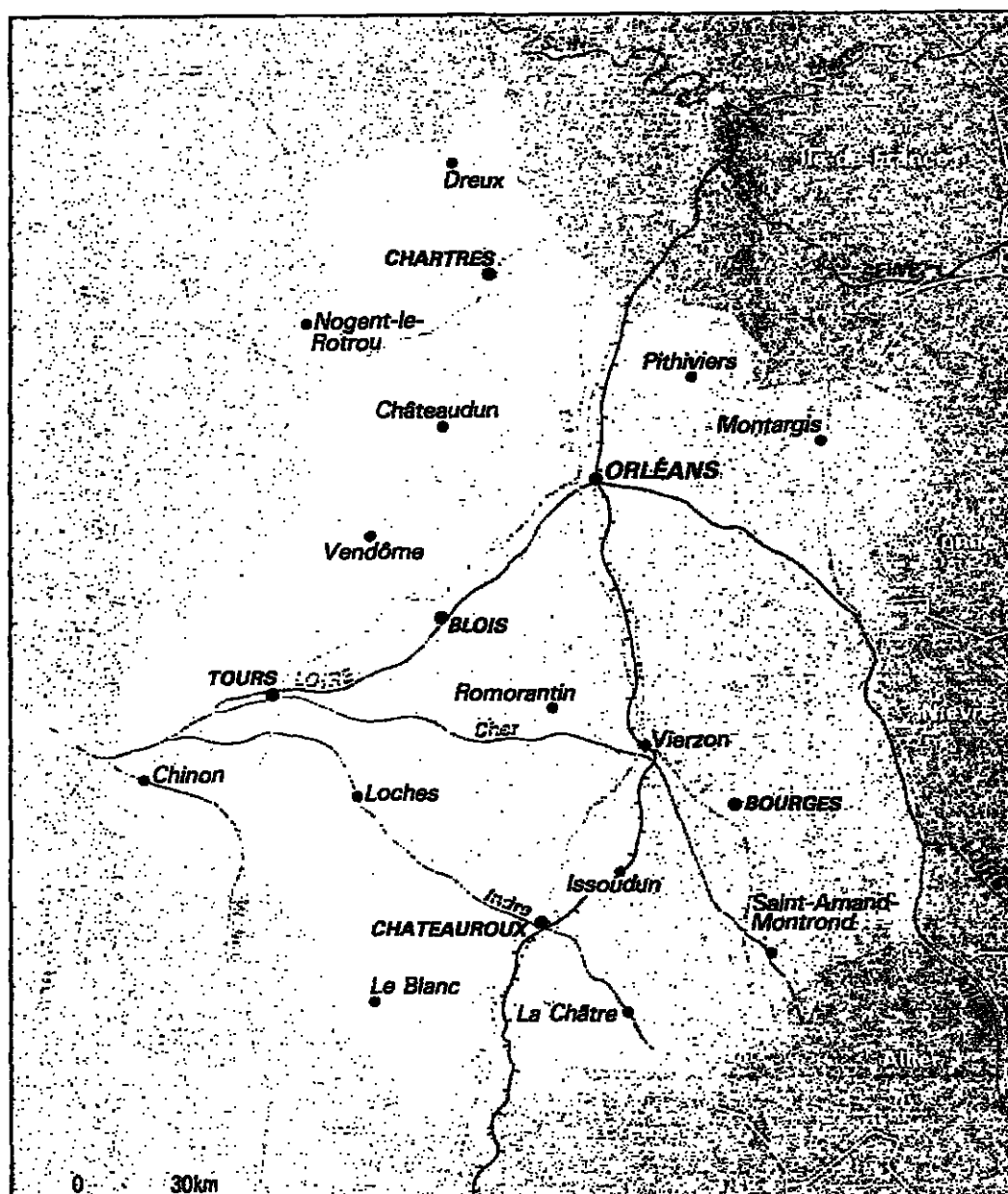
Préfecture :
Orléans

Départements :
Cher
(préfecture : Bourges)
Eure-et-Loir
(préfecture : Chartres)
Indre
(préfecture : Châteauroux)
Indre-et-Loire
(préfecture : Tours)
Loir-et-Cher
(préfecture : Blois)
Loiret
(préfecture : Orléans)

Superficie :
39 060 km²

Population :
2 371 036 habitants

Principales agglomérations :
Tours
(282 193 habitants)
Orléans
(243 137 habitants)
Bourges
(94 724 habitants)
Chartres
(85 935 habitants)
Châteauroux
(67 085 habitants)



Des châteaux de la Loire aux forêts de Sologne, le Centre bénéficie d'un exceptionnel patrimoine culturel et naturel. Pour le valoriser, les responsables de la région voudraient inventer un modèle qui concilie enfin le développement de l'économie et le respect de l'environnement.

LES habitants du Centre n'aiment pas que les ignorants confondent leur région, en raison de son nom, avec le Massif central. Or les ignorants sont nombreux : à Orléans, à Tours ou à Bourges, on se plaint régulièrement que les « étrangers » situent le Centre en Auvergne ou dans le Limousin et prennent Limoges ou Clermont-Ferrand pour sa capitale. Question de dénomination sans doute. Question d'identité aussi. Les six départements qui composent la région n'ont pas vraiment le sentiment de vivre un destin commun. Il ne leur suffit pas d'être considérés comme le centre géographique de la France, le village de Brételle-Aliochamps, dans le Cher, revendiquant plus particulièrement cet honneur. Encore faudrait-il qu'ils partagent une histoire, une culture, un projet - autrement dit qu'ils s'entendent sur leur vision du passé, leur façon de vivre le présent, leur stratégie pour l'avenir.

Pour anecdotique qu'elle soit, la question du nom de la région n'est pas sans importance. Ceux qui souhaitent le changer indiquent en effet, par leurs suggestions mêmes, ce qui fait pour eux l'originalité de ces terres du milieu. Certains proposent de reprendre le nom des anciennes provinces (Orléanais-Berry-Touraine) ou ravivent le souvenir des rois. Une consultation organisée par la Nouvelle République, tout en dégageant une majorité en faveur de l'appellation de Centre-Val-de-Loire, a rapporté quelques suffrages à des expressions telles que Région royale, Jardin royal de la Loire, voire King's Land ou même Neustrie. De Dreux à Bourges, en passant par Chartres, Orléans, Blois, Tours, nombreuses en effet sont les villes qui ont été, à un moment ou à un autre, des résidences royales, et la « Vallée des rois », siège des châteaux de la Loire, demeure l'un des lieux les plus fréquentés.

La région Centre n'est donc pas seulement le « cœur » du pays, comme l'indique son logo, elle en

Une tradition de gauche, une majorité de droite

M. Jack Lang acceptera-t-il de livrer bataille à M. Jean-François Deniau ?

ES deux vedettes politiques de la région Centre ont choisi de ménager leurs effets. À gauche, M. Jack Lang, ministre de la culture et maire de Blois, ne sait pas encore s'il sera candidat aux régionales. Il affirme qu'il a « l'esprit ailleurs », que sa mairie et son ministère l'occupent assez pour qu'il n'ait pas le temps de se charger d'une responsabilité supplémentaire, qu'il aurait préféré un mode de scrutin régional. À droite, M. Jean-François Deniau, ancien ministre et président du conseil général du Cher, qui ne semblait pas plus enthousiaste, vient tout juste d'annoncer, entre deux voyages, qu'il était prêt à conduire la liste de l'opposition dans son département. Nul ne peut dire si la bataille entre les deux hommes aura lieu. Bataille indirecte, puisque M. Lang et M. Deniau, si le premier se décidait à imiter le second, seraient têtes de liste

dans deux départements différents, mais bataille tout de même : même si les électeurs ne votent pas pour le président de la région, la candidature de ces deux personnalités nationales donnerait à la campagne une autre dimension.

Historiquement, la région Centre penche plutôt à gauche. Les dernières consultations électorales n'ont pas démenti cette tendance. Quatre des six départements qui la composent ont donné à M. François Mitterrand, en 1988, une majorité supérieure à sa moyenne nationale, cinq des six chefs-lieux ont à leur tête un maire socialiste ou communiste, quatorze députés (sur vingt-trois) appartiennent à la gauche. Une telle tradition est ancienne. Elle est particulièrement forte dans le Berry, c'est-à-dire dans les deux départements du Sud (l'Indre et le Cher), où le souvenir des luttes sociales menées au siècle dernier par

les mineurs et les bûcherons a laissé son empreinte : l'influence du Parti communiste, notamment dans le Cher, où l'actuel maire de Bourges, M. Jacques Rimbault, maintient le flambeau et où M. André Lajoie a obtenu en 1988 l'un de ses meilleurs scores, n'y est pas négligeable. Même si, comme partout, elle est en déclin rapide.

Dans le nord de la région (Eure-et-Loir et Loiret) comme dans le Val de Loire, la gauche a recueilli l'héritage du radicalisme, marqué par l'attachement à la République et à la laïcité. Deux ministres du Front populaire, Camille Chautemps et Maurice Viollette, ne furent-ils pas l'un maire de Tours et l'autre maire de Dreux ? Un troisième, Jean Zay, qui fut assassiné par la milice en 1944, n'était-il pas député du Loiret ? Cet héritage a été capté pendant de longues années par le gaullisme, avant d'être récupéré par le Parti socialiste, qui a su le faire fructifier. Principale exception : la ville de Tours, où M. Jean Royer, gaulliste en rupture de ban, est resté maître du terrain depuis le début de la V^e République. En revanche, la conquête de la mairie de Blois par M. Jack Lang sur M. Pierre Sudreau en 1989 illustre bien ce retour de la gauche modérée, issue du vieux radicalisme.

Seule la frange occidentale de la région est solidement ancrée à droite, comme le sont en général les campagnes de l'ouest de la France. M. Maurice Dousset, député UDF d'Eure-et-Loir, qui préside le conseil régional depuis 1985, est un élu de ces terres conservatrices, aux confins de la Beauce et du Perche. Car le paradoxe du Centre est qu'en dépit de ses inclinations à gauche son assemblée régionale comme ses six assemblées départementales sont dirigées par la droite. Il est vrai qu'au conseil régional celle-ci ne devance la gauche que de deux sièges et ne dispose d'une majorité absolue qu'avec l'appui du Front national. Personne n'imaginerait raisonnablement que le rapport de forces puisse s'inverser en mars 1992, mais la percée attendue des écologistes et du Front national risque, ici comme ailleurs, de modifier le jeu des alliances. Ici plus qu'ailleurs, peut-être, puisque la région possède le double privilège de compter en son sein le seul élu du Front national à l'As-

semblée, M^{me} Marie-France Stirbois, qui conduira la liste de l'extrême droite en Eure-et-Loir, et le chef de file de Génération Écologie, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, qui sera candidat en Indre-et-Loire.

Depuis qu'elle siège au conseil régional, c'est-à-dire depuis 1986, M^{me} Stirbois s'y montre aussi active que dans sa base électorale de Dreux, où elle ne cesse de renforcer son implantation. M^{me} Françoise Gaspard, ancien maire socialiste de la ville, devenue maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales, où elle travaille notamment sur la communauté harkie, affirme, dans un livre qu'elle a consacré à Dreux l'année dernière, que le succès du Front national n'a fait qu'y anticiper, par « le hasard des circonstances », sa progression dans le reste du pays. Le dynamisme de Jean-Pierre Stirbois, puis celui de son épouse sont au nombre de ces « circonstances ».

La question des alliances

M^{me} Stirbois a poursuivi à l'échelle de la région le combat engagé en Eure-et-Loir. M. Dousset, qui n'a pas de sympathie particulière pour l'extrême droite, reconnaît que la veuve de Jean-Pierre Stirbois accompli, avec les deux autres élus de son parti, « un travail considérable ». Il rappelle notamment comment elle s'est opposée au vote d'un crédit de 7 millions de francs destiné à aider à la réhabilitation d'un quartier « chaud » de Dreux, en suggérant de le donner plutôt aux agriculteurs. Un geste qui, assurément, lui aura rapporté quelques voix supplémentaires.

M. Dousset a refusé, tout au long de son mandat, de passer un accord avec le Front national. Il a même été mis en minorité, récemment, par les voix conjuguées de la gauche et de l'extrême droite, qui se sont unies également - mais en vain, cette fois - lors du vote sur les orientations budgétaires. Il peut donc se prévaloir, pour l'avenir, de sa fermeté à l'égard du Front national, M. Paul Masson, sénateur, qui préside le groupe RPR

du conseil régional et conduira sans doute la liste de l'opposition dans le Loiret, est moins catégorique : « Je n'exclus rien, dit-il. Ce qui m'importe, c'est d'avoir une majorité cohérente pendant six ans. » Ces différences de sensibilité au sein de la droite classique ne sont pas propres à la région Centre, mais, du fait de l'audience de M^{me} Stirbois, la question d'une alliance éventuelle avec l'extrême droite y prend un relief particulier.

Bien entendu, M. Dousset comme M. Masson préféreraient, en cas de besoin, une alliance avec les écologistes. A condition, explique le sénateur RPR, que ceux-ci parviennent à s'organiser. M. Dousset fait observer que les orientations budgétaires ont été adoptées en particulier grâce à l'abstention d'un élu de Génération Écologie, M. Jean Rousseau, maire de Vierzon, exclu du PS en 1990 et probable chef de file du mouvement de M. Lalonde dans le Cher. La majorité sortante espère que cet exemple ne restera pas isolé. Ce n'est évidemment pas un hasard si elle a créé une conférence régionale de l'environnement, qui associe aux élus et aux personnalités

qualifiées les représentants des associations, si elle a tenu il y a deux semaines des Assises régionales de l'environnement et si elle a plus que doublé, dans le projet de budget pour 1992, les crédits consacrés à ce secteur.

Ce n'est pas un hasard, non plus, si le gouvernement a décidé d'implanter à Orléans l'Institut français de l'environnement, nouvellement créé à l'initiative de M. Lalonde. Celui-ci, qui a passé une partie de son enfance à Vendôme, entend bien recueillir les dividendes des décisions prises en août par le gouvernement, qui a renoncé à la construction de deux des deux barrages prévus pour l'aménagement de la Loire. M. Jean Royer, maire de Tours, a beau dénoncer le « bavardage idéologique » qui consiste à « faire de la nature une nouvelle déesse » et le « clientélisme » de Génération Écologie qui exerce « une influence délétère sur l'aménagement du territoire », il n'empêchera pas les écologistes de se trouver probablement en position d'arbitres au lendemain du scrutin.

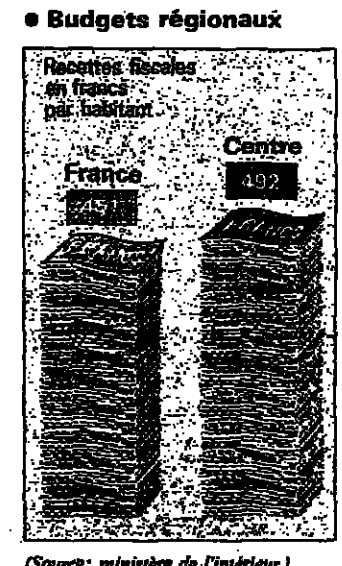
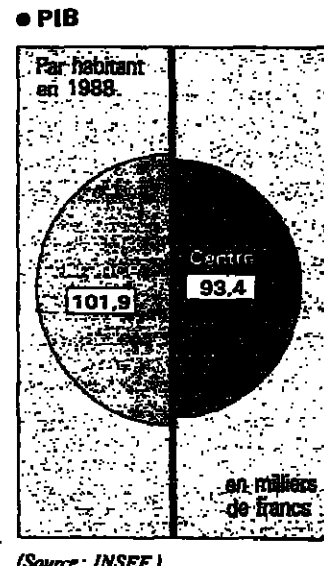
THOMAS FERENCZI

Le conseil régional

Président : Maurice Dousset (UDF-PR)
8 PC ; 21 PS ; 4 MRG ; 1 Génération écologie ; 1 div. g. ; 15 RPR ; 14 UDF ; 8 div. d. ; 3 FN.

Résultats des élections de 1986 par département	
CHER (11 sièges)	INDRE-ET-LOIRE (17 sièges)
Ins., 224 001 ; abst., 21,53 % ; suff. ex., 167 199.	Ins., 343 958 ; abst., 23,27 % ; suff. ex., 247 810.
LO : 1,77 % ; PC : 25,63 % ; 3 élus ; PS : 21,70 % ; 3 élus ; Un. opp. : 38,07 % ; 5 élus ; div. g. : 4,38 % ; FN : 8,84 % ; Vars : 1,78 %.	LO : 2,23 % ; PC : 6,93 % ; 1 élu ; PS : 32,36 % ; 6 élus ; div. g. : 1,84 % ; UDF : 21,42 % ; 4 élus ; div. opp. : 26,93 % ; 5 élus ; div. opp. : 0,94 % ; FN : 7,31 % ; 1 élu.
EURE-ET-LOIR (12 sièges)	LOIRET (10 sièges)
Ins., 250 623 ; abst., 20,94 % ; suff. ex., 190 544.	Ins., 231 811 ; abst., 25,37 % ; suff. ex., 183 006.
PC : 7,22 % ; 1 élu ; PS : 34,40 % ; 4 élus ; UDF : 35,80 % ; 5 élus ; RPR : 8,82 % ; 1 élu ; div. opp. : 3,76 % ; FN : 9,96 % ; 1 élu.	PC : 9,62 % ; 1 élu ; PS : 34,43 % ; 4 élus ; Un. opp. : 48,36 % ; 5 élus ; FN : 7,97 % ; div. d. : 1,61 %.
INDRE (8 sièges)	LOIRET (17 sièges)
Ins., 181 746 ; abst., 19,10 % ; suff. ex., 137 451.	Ins., 357 244 ; abst., 20,70 % ; suff. ex., 289 383.
PC : 12,24 % ; 1 élu ; PS : 33,56 % ; 3 élus ; div. g. : 3,60 % ; UDF : 10,73 % ; 1 élu ; RPR : 33,52 % ; 3 élus ; FN : 6,31 %.	LO : 2,13 % ; PC : 9,15 % ; 1 élu ; PS : 30,40 % ; 6 élus ; Un. opp. : 45,46 % ; 9 élus ; FN : 9,70 % ; 1 élu ; Alternative : 3,13 %.

TENDANCES



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

d'un art de vivre

est aussi le foyer historique. Ses gloires sont sans doute trop lointaines pour concourir à la formation d'une conscience collective qui assurerait, quelques siècles plus tard, son identité. Ils n'ont pas moins laissé des traces - à commencer par le patrimoine, architectural et naturel, qui témoigne de ces temps héroïques. La richesse de ce patrimoine encourage certes les activités touristiques et culturelles. Suivons le guide, c'est-à-dire l'une des plaquettes publiées par le conseil régional : « La région Centre val de Loire et du Val-de-Loire ». Le patrimoine exceptionnel : des châteaux remarquables, des abbayes apaisantes, des souvenirs littéraires, des musées qui ont une âme. La découverte d'un passé lointain, le jardin de la France. Il est bien vrai que la région, par ses chefs-d'œuvre du Moyen Âge et de la Renaissance, par ses parcs, ses étangs, ses forêts, par ses paysages et son climat, attire les visiteurs et plaît aux artistes. Pourquoi se priver d'une telle ressource ?

La douceur du Val-de-Loire

Mais l'essentiel n'est sans doute pas là. Il est avant tout dans la préservation d'un cadre de vie qui confère à la région son visage d'aujourd'hui et dessine probablement ses chances de demain. « La région Centre, c'est la France », dit M. Jean-François Deniau. Avec ses équilibres, ses problèmes. De fait, le réseau de petites villes organisées autour de quelques métropoles à dimension humaine, la juxtaposition d'une agriculture prospère (la quatrième de France) et d'une industrie solide, en dépit des difficultés qui frappent certains secteurs, assurent une certaine harmonie qui s'associe bien à l'image de la région. La fameuse « douceur de vivre » que l'on prête au Val-de-Loire trouve sa traduction dans cette volonté d'inventer un développement « du troisième type », qui concilie la tradition et la modernité.

Ces discours, la plupart des élus le tiennent spontanément. Il n'est pas nécessaire en effet de les interroger longtemps pour les entendre vanter les vertus de l'équilibre. M. Jack Lang parle de « confluence » entre l'héritage du passé et les acquis du progrès. Il pense que la région Centre, à condition de « passer à une vitesse supérieure », peut « préfigurer un modèle futur » fondé sur un « art de vivre » qui fait encore sa réputation. « Il nous plonge nos idées », répond M. Maurice Dousset quand on lui rapporte les propos du maire de Blois. Le président du conseil régional justifie l'effort nouveau des élus pour l'environnement par le souci de favoriser un développement respectueux de la nature.

On ne saurait méconnaître l'influence des prochaines consultations électorales sur cet engouement récent, même si M. Dousset, dans son discours d'ouverture aux assemblées régionales de l'environnement, a jugé « possible de placer le débat sur l'environnement au-dessus des éloges partisans et bien au-delà d'une échéance électorale ». Il n'empêche qu'au-delà des slogans

de propagande comme au-delà des commodités de langage cette exigence, que l'on peut qualifier d'écologique avant la lettre, trouve dans la région Centre une crédibilité particulière. M. Brice Lalonde est, bien entendu, de ceux qui s'en prévalent avec le plus d'ardeur : « L'écologie telle que je la vois, dit-il, s'accorde au développement de la Touraine et du Val-de-Loire. » Le ministre de l'environnement, qui sera candidat dans l'Indre-et-Loire, cite parmi les meilleurs atouts de la région « ses ressources naturelles et culturelles ». Il affirme que la croissance économique doit aller de pair avec la mise en valeur de ces ressources, qui passe en particulier par la création de nouveaux métiers. « Je connais des chefs d'entreprise », souligne-t-il, qui lient leurs activités à l'environnement. »

Les difficultés du Berry

Il est vrai que le Centre, parce qu'il a été industrialisé tardivement, a bénéficié de l'implantation d'entreprises modernes, notamment dans la pharmacie, la cosmétique, la parfumerie, la cosmétologie (certains parlent d'une « Cosmetic Valley » à l'exemple de la « Silicone Valley » aux États-Unis), mais aussi la caoutchouc et les matières plastiques, et dans la construction électrique. « Son retard lui aura permis d'échapper aux destructions de l'industrialisation », fait observer M. Lang. Paradoxalement, même la construction de quatre centrales nucléaires, qui a fait de la région le deuxième producteur d'énergie après Rhône-Alpes, n'a pas nui à son image écologique.

Sans doute les six départements n'ont-ils pas tous tiré un égal profit de la croissance économique. Le Berry, en particulier, se sent un peu tenu à l'écart. Maire d'Issoudun, secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménagement du territoire, M. André Laignel est volontiers ironique à l'égard de l'angelisme des écologistes, dont il juge la vision « tout à fait sympathique » et « tout à fait conservatrice ». Réunir la tradition et la modernité ? « D'accord, dit-il, mais la modernité, je ne la vois pas encore. » M. Laignel ne veut pas que, sous prétexte de préserver la qualité de ses espaces, l'Indre devienne une sorte de réserve naturelle. Même scepticisme dans le Cher : M. Jean-François Deniau et Alain Calmat, qui siègent à l'Assemblée nationale sur des bancs opposés, se rejoignent pour appeler à une meilleure solidarité régionale.

Les deux départements du Berry ne sont pas les seuls à connaître aujourd'hui des difficultés. Selon le dernier numéro de l'Observatoire économique du Centre, tous les départements, à l'exception du Loir-et-Cher, ont perdu des emplois depuis un an. L'Indre, précise M. Laignel, en a perdu mille en six mois. Ce n'est pas un hasard si M. Jean Royer, maire de Tours, se passionne pour la proposition de loi qu'il entend déposer à l'Assemblée nationale afin de contribuer à la lutte contre le chômage. Son idée maîtresse : accélérer la formation des chômeurs et à l'aide aux entreprises les 73 milliards de francs dépensés en indemnités par les

ASSEDIC. Il donne l'exemple de sa ville qui a créé en 1983 un centre de formation professionnelle polytechnique et se propose de mettre en place l'année prochaine un centre de préformation professionnelle.

L'ancien ministre du commerce et de l'artisanat souhaite aussi, pour favoriser une relance économique, l'engagement de grands travaux, allant « du logement au réaménagement en passant par les canaux, les routes, les chemins de fer, les barres sur les fleuves... ». M. Royer incarne, selon M. Lalonde, « la conception dépassée du bâtisseur », voire du « pharaon ». Le débat sur l'écologie, on le voit, est ouvert ; et les arguments, de part et d'autre, ne manquent pas.

M. Jean-Pierre Sueur, maire socialiste d'Orléans, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, qui collabore avec les écologistes, n'hésite pas à leur poser quelques questions sérieuses, sinon sacrilèges : « Peut-on fonder une politique sur une certaine idée de la nature ? Peut-on en déduire les principes de la justice et de la démocratie ? Comment établir une politique de la solidarité ? Peut-on identifier l'écologie et la redistribution de la gauche ? Ne préservera-t-on pas la nature par un surcroît de technologie ? » Face à ces interrogations, la plupart des responsables du Centre, en quête d'un modèle pour la région, tentent de trouver des réponses qui rejettent les simplifications et les polémiques.

La grande banlieue de Paris

Il est au moins un atout spécifique de leur région qu'ils n'oublient pas de faire entrer en ligne de compte dans leurs réflexions : c'est sa proximité avec l'Ile-de-France. Pour l'essentiel, le Centre appartient au grand Bassin parisien. Son destin est donc largement lié à celui de la « région capitale ». Sur place, chacun mesure les avantages et les inconvénients de cette situation. Les avantages sont évidents : en s'appuyant sur les nouvelles voies de circulation (autoroutes, TGV), la région Centre peut bénéficier des retombées du dynamisme économique de Paris et des départements voisins, en termes d'emplois, d'équipements, de population. Le risque, en revanche, serait qu'elle devienne une annexe de l'Ile-de-France, pour ne pas dire un « dépôt », comme le redoute M. Paul Masson, sénateur RPR du Loiret, et que, absorbée dans la grande couronne, elle y perde son identité.

Pour conjurer ce risque, M. Masson propose d'organiser la région en une « métropole-jardin » pour en faire un « îlot de résistance » par rapport à l'Ile-de-France, c'est-à-dire une zone d'accueil structurée, mais aussi de mieux répartir les ressources entre les six départements afin d'aider ceux qui sont les moins bien lotis, en particulier le Cher et l'Indre. Cette politique de péréquation et de solidarité à l'égard des « poches de pauvreté » est souhaitée, bien sûr, par M. Laignel, qui pense qu'à cette condition seulement l'Indre tirera profit du développement de la région, et par M. Calmat, qui voudrait bien, lui aussi, pour le Cher, « accrocher ce wagon-là ».

« Constituer une masse critique »

Il importe donc que le Centre, uni et solidaire, s'affirme comme un partenaire de l'Ile-de-France, et non comme une extension de la région parisienne. Les professionnels du tourisme regrettent, par exemple, que les étrangers se contentent trop souvent d'une visite d'un jour aux châteaux de la Loire avant de regagner le soir même leur hôtel parisien. On comprend que les hôteliers du Val-de-Loire ne soient guère satisfaits et qu'ils préféreraient que leur région cesse d'être un lieu de passage pour devenir un lieu de villégiature. M. Lalonde s'inquiète des projets qui tendent à faire du Centre un « carrefour ». Il faut, dit-il, qu'il soit une « destination ». Pour M. Deniau, il s'agit de « refaire du Centre un centre ».

Selon M. Dousset, il dépend notamment du conseil régional que la proximité de Paris joue comme

un atout ou comme un handicap. Il appartient au Centre de défendre ses intérêts dans l'aménagement du grand Bassin parisien. La vallée de la Loire - ce qu'on désigne ici comme « l'axe ligérien » - doit être évidemment la base du « développement coordonné » avec la région parisienne qu'appelle de ses vœux le président du conseil régional.

Sur ce thème, M. Royer à Tours et M. Sueur à Orléans font la même analyse. « Il serait absurde, dit le premier, de chercher à lutter contre Paris et l'Ile-de-France. Mais pour résister à la concurrence, nous devons constituer une masse critique. Alors nous pourrions transformer en contrats nos complémentarités. » « L'enjeu est immense, souligne le second. La question est de savoir si les régions périphériques vont être considérées comme la grande banlieue de Paris ou si elles obtiendront à un schéma d'aménagement qui ne sera pas dominé par celui de l'Ile-de-France. »

Pour être à la hauteur de cet enjeu, le maire d'Orléans est de ceux qui attendent du conseil régional qu'il manifeste « une forte volonté économique » en même temps qu'« une forte volonté culturelle ». Ce sera - ou ce devrait être - l'un des grands débats de la campagne électorale.

T. F.

La semaine prochaine CHAMPAGNE-ARDENNE

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Alsace (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre) et la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre).

COUP DE COEUR

La littérature au présent

De la « dame de Nohant » au jeune homme d'Illiers-Combray, de l'auteur de la Comédie humaine à celui du Grand Meauland, de Charles Péguy, né à Orléans, à Georges Bataille, qui y passa les dix dernières années de sa vie, la région est riche en grandes figures littéraires devenues quelquefois des gloires nationales. La librairie Les Temps modernes, que dirige M. Catherine Martin-Zay, l'une des deux filles de l'ancien ministre du Front populaire Jean Zay, entend prouver, jour après jour, qu'ici la littérature n'appartient pas seulement au passé et qu'aujourd'hui encore des écrivains de talent vivent dans l'un ou l'autre des six départements, où ils continuent, souvent dans le silence, leur travail de création.

Point de ralliement

C'est en 1964 que Catherine Martin-Zay obtient de Sartre l'autorisation de donner à la toute nouvelle librairie le nom de sa revue, qu'elle s'engage à diffuser. Elle se propose aussi d'organiser des débats, de favoriser des échanges, de permettre aux lecteurs de dialoguer avec les auteurs. Nous sommes dans les années 60, les idéologies ne sont pas encore moribondes, l'animation est à la mode. Ce mot d'animation, Catherine Martin-Zay ne l'aime pas beaucoup, elle lui préfère celui de rencontre, qui correspond mieux à son objectif. Au fil du temps, sa boutique va devenir l'un des hauts lieux de la vie intellectuelle orléanaise et, malgré le déclin du « débat d'idées », elle le demeure.

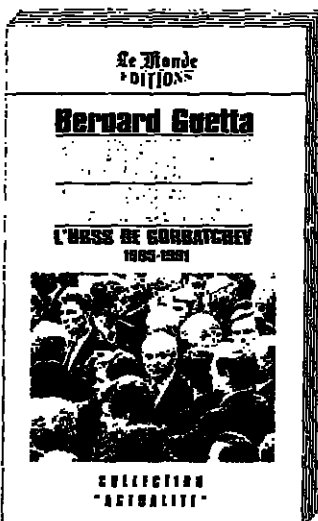
Les Temps modernes n'est pas la seule librairie de la ville. La FNAC s'est installée il y a quelques années, et les quatre autres librairies font du bon travail.

T. F.

(115, rue Neuve-Tudelle, 45100 Orléans).

Le Monde EDITIONS

LES NOUVEAUTÉS DE LA RENTRÉE



COLLECTION «LA MÉMOIRE DU MONDE»

Au Kremlin comme si vous y étiez
Khrouchchev, Brejnev, Gorbatchev et les autres sous les feux de la gloriole
par Bernard Féron et Michel Tatu
L'histoire des maîtres du Kremlin révélée par la nouvelle presse soviétique.

«HORS COLLECTION»

Voyage avec Colomb
par Edwy Plenel
Le feuilleton de l'été du Monde. Une invitation au voyage dans un jeu de miroir où le présent se dévoile à la lumière du passé.

Les Grecs, les Romains et nous

L'Antiquité est-elle moderne ?
Textes réunis et présentés par Roger-Pol Droit
L'identité européenne redevient turbulente. Les meilleurs spécialistes s'interrogent sur l'héritage, le proche et le lointain, le semblable et le différent.

«BEAUX LIVRES»

Journal de bord d'une mise en scène d'Antoine Vitez
par Éloi Recoing
Le récit d'une aventure théâtrale hors du commun, l'intégrale du Soulier de Satin de Paul Claudel donnée en Avignon en 1987. Esquisses, notes et images du spectacle composent une étonnante monographie du souvenir. Coédité avec le Festival d'Avignon, avec le concours du Centre National des Lettres.

Album du Festival d'Avignon 1991

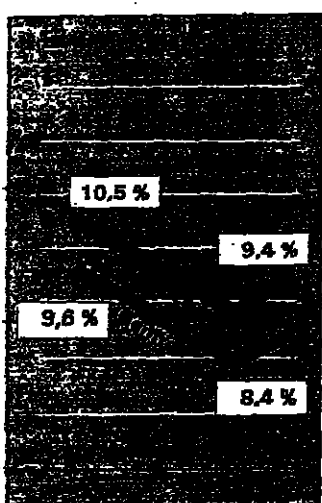
sous la direction de Colette Godard
Pour retrouver l'émotion d'Avignon et conserver la mémoire des spectacles. Coédité avec le Festival d'Avignon.

COLLECTION «VOS ÉTUDES»

Le Droit
par Jean-Paul Meyronneinc et Claire Vital-Marcille
Les débouchés du droit s'accroissent mais le parcours des études reste semé d'embûches. Un guide pratique et critique, pour s'y retrouver.

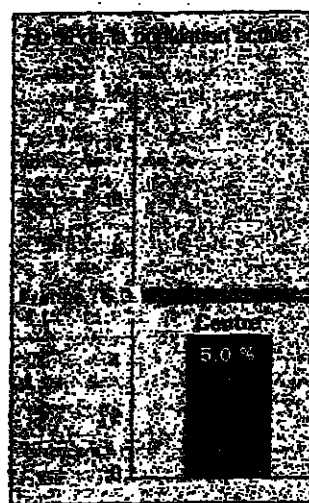
EN VENTE EN LIBRAIRIE

• Chômage



(Source : INSEE.)

• Population étrangère



(Source : INSEE.)

سنة من الأمل

HEURES LOCALES

REPÈRES

ALSACE

L'aéroport de Strasbourg mise sur l'automobile

LES automobilistes utilisateurs de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim disposent d'un nouveau parc de stationnement souterrain de 1 500 places sur deux niveaux, ce qui porte la capacité de parking à 3 600 places. Un chantier de quinze mois qui aura coûté 95 millions de francs. Cet investissement précède de quelques semaines l'amélioration de la liaison routière avec Strasbourg avec l'ouverture du dernier tronçon à deux fois deux voies entre l'autoroute et l'aéroport.

La chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg, gestionnaire de la plate-forme, attend beaucoup de ces investissements : l'aéroport a connu une nette baisse d'activité avec 1 030 000 passagers pour les neuf premiers mois de l'année, soit 10,7 % de moins que pour la même période de 1990. Outre l'effet de la crise du Golfe, il a subi le contrecoup des conflits sociaux et de sa fermeture pour la rénovation de la piste durant une vingtaine de jours au mois d'août.

LIMOUSIN

Un Renoir pour Limoges

UNE œuvre de jeunesse d'Auguste Renoir, *Portrait de Mademoiselle Laporte*, devrait rejoindre le musée de Limoges. Elle y échoiera la salle de la ville natale du peintre vient de lui consacrer pour le 150^e anniversaire de sa naissance, et qui présente cinq œuvres, dont deux importantes : un portrait de l'actrice Colonna Romano et un portrait de Jean (le fils cinéaste) enfant : tous deux offerts à Limoges par Auguste Renoir lui-même au début du siècle.

Au début de l'année, la conservatrice du musée municipal de l'Évêché, M^{me} Véronique Notin, avait alerté la direction des musées de France sur le souhait de la municipalité d'enrichir son fonds Renoir par une éventuelle acquisition. Le 10 septembre, elle lui a informé de la saisie en douane du *Portrait de Mademoiselle Laporte*, qui paraît pour la galerie londonienne Sotheby's. Le musée d'Orsay, lui aussi sur les rangs, accepta de se désister et, le 18 octobre, il ne restait plus à la municipalité qu'à financer l'acquisition.

La valeur déclarée en douane (2 millions de francs) représente une dépense importante pour un budget municipal. Une négociation a permis un montage financier qui, sans être encore définitif, devrait être à peu près celui-ci : 75 % moitié-moitié pour la ville et pour l'Etat ; 10 % pour le conseil régional du Limousin et le conseil général de la Haute-Vienne ; 15 % enfin par une souscription publique, qui vient d'être lancée auprès de la population limousine.

PAYS DE LA LOIRE

L'école du bois choisit Nantes

INSTALLÉE depuis 1934 avenue de Saint-Mandé, à Paris, l'école supérieure du bois sera natale à la rentrée de 1993. C'est le choix du conseil d'administration de l'Institut national du bois, présidé par M. Patrick Gay, PDG du groupe Laporte, à la suite d'un concours auquel participaient huit régions, l'Aquitaine et les Pays de la Loire se disputant en finale cette grande école, spécialisée dans la transformation du bois, qui forme des ingénieurs de niveau bac + 5.

Plusieurs éléments ont permis à la ville de Nantes de remporter cette compétition. Un environnement universitaire et industriel de qualité, avec la présence de plusieurs établissements d'enseignement supérieur (Mines, Ecole centrale, IREST, ISI-TEM), et de laboratoires scientifiques, mais aussi d'entreprises, particulièrement dans le département de la Vendée. Des entreprises réunies dans l'association Atlantabois, qui ont défendu le dossier avec beaucoup d'ardeur.

Les collectivités territoriales (région, département et ville de Nantes) se sont unies de leur côté pour financer l'investissement, 50 millions de francs. La proximité du premier port à bois de France (440 000 tonnes par an) n'a pas été étrangère au choix de l'Institut qui doit profiter de ce transfert pour renouveler ses enseignements.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Georges Chatain (Limoges), Jacques Fortier (Strasbourg) et Yves Rochecougar (Nantes).

Qui maîtrise les finances locales ?

L'Association des maires de France a profité de son congrès pour exposer ses griefs en matière de fiscalité et de transferts

«FINANCES» ne rime décidément pas avec «indifférence». Les élus locaux présents au dernier congrès de l'Association des maires de France en ont fait la démonstration lorsqu'ils ont reçu le ministre du budget, M. Michel Charasse, pour une séance de questions-réponses fort animée (le *Monde* daté 27-28 octobre). «Notre congrès se tient chaque année en même temps que la discussion du projet de loi de finances. Chaque année, nous nous demandons à quelle sauce nous allons être mangés», a constaté, d'emblée, M. Camille Vallin, maire (PC) de Givors, dans le Rhône, et rapporteur de la commission des finances de l'AMF.

L'affaire des 4 milliards sur la compensation de la taxe professionnelle était évidemment au cœur du débat. «L'État réduit à 2,2 milliards de francs après discussion l'Assemblée nationale, cette ponction de l'État sur notre budget est inadmissible», a protesté M. Jean-Paul Delevoye, maire (RPR) de Bapaume, dans le Pas-de-Calais, et président de la commission des finances. «Puisque vous ne voulez plus compenser, supprimez les mesures en faveur des entreprises!», a-t-il lancé à M. Charasse. Le ministre du budget a réagi avec énergie en rappelant que «le gouvernement allège la fiscalité locale

puisque c'est l'intérêt économique de la nation. Il n'y aura pas de collectivités prospères dans une France exsangue».

Moins radical, M. Vallin a demandé que l'État module les abattements accordés aux entreprises en fonction des besoins de celles-ci. «N'est-il pas scandaleux que les sociétés situées dans des paradis fiscaux et bénéficiant d'un taux de taxe professionnelle de 1 % aient les mêmes abattements que celles qui paient 24 % de TF?» D'accord sur ce point, M. Charasse a néanmoins renvoyé l'AMF à ses responsabilités politiques. «Depuis quand les entreprises bénéficient-elles d'un abattement de 16 % sur leurs bases? Depuis la loi Balladur de 1987. Pourtant, il y en a un certain nombre, ici, qui l'ont votée sans état d'âme!»

Triple feuille d'impôts

Se faisant le porte-parole des élus ruraux, l'AMF a rappelé une de ses vieilles revendications concernant la dotation de base, qui constitue l'une des principales ressources des communes. Elle regrette que cette dotation soit deux fois et demie plus élevée dans les villes que dans les campagnes. «Les maires ruraux doivent aujourd'hui fournir les mêmes services que ceux des villes : écoles maternelles, crèches, cantines. L'écart

de la dotation doit donc être ramené de 1 à 1,5», a indiqué M. Delevoye. M. Charasse a proposé d'attendre le rapport sur la solidarité rurale que M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'État chargé des collectivités locales, a déposé au Parlement (le *Monde* du 30 octobre). Ce document montre les effets pervers qu'une telle réduction entraînerait sur l'ensemble de la dotation globale de fonctionnement.

M. Charasse a confirmé l'existence d'un projet de décret interdisant aux collectivités de récupérer la TVA sur certaines constructions, comme les logements HLM ou les habitations relevant du tourisme social. «Nous voulons empêcher que certaines communes continuent de faire des montages juridiques douteux pour obtenir le remboursement de la TVA. Il ne s'agit pas d'une affaire d'argent», a-t-il précisé.

Les maires ont plaidé pour des règles du jeu plus stables, une véritable concertation et un partenariat entre les collectivités locales et l'État. Ils ont, enfin, demandé une feuille d'impôts distincte pour chacune des trois collectivités. «Les contribuables ne distinguent pas avec les impôts de la commune de ceux du département ou de la région, qui sont beaucoup plus élevés. C'est toujours auprès du maire qu'ils viennent se plaindre.»

RAFAËLE RIVAIS

dans le futur tunnel routier Prado-Carénage et dans les nouveaux parkings de la ville. Des discussions se poursuivent avec Sctauroute pour étendre ce mode de paiement aux péages autoroutiers et avec la SNCF, par exemple pour les trajets Aix-Marseille ou La Ciotat-Marseille. Le coût du projet est évalué à 150 millions de francs.

Enfin, Marseille est associée avec les villes de Barcelone (Espagne), Bologne (Italie), Dublin (Irlande), Trondheim (Norvège) pour mener à bien une expérimentation de carte «client» à puce. Celle-ci serait gisée dans un boîtier portable et autoriserait un véritable télépéage. L'expérience sera menée, là encore, en 1993 dans le cadre du programme européen GAUDI (Generalized and advanced urban debiting innovations). Elle sera destinée à mettre au point les programmes informatiques répartissant les recettes entre transporteurs ou bien le boîtier qui, fabriqué à des milliers d'exemplaires pour les usagers des cinq cités, coûtera de moins en moins cher. C'est vraiment toute l'Europe qui cherche à faciliter l'usage des transports en commun grâce à la souplesse hors pair de la monnaie électronique.

ALAIN FAUJAS

Coopération urbaine franco-italienne

Deux villes frontalières, Menton et Vintimille souhaitent créer une entité européenne

NICE

de notre correspondant

A force de l'Histoire et les nécessités économiques poussent deux communes limitrophes, l'une du département des Alpes-Maritimes, Menton, l'autre italienne, Vintimille, à lancer un défi à la construction européenne. Le jeudi 14 et le vendredi 15 novembre, les deux villes, de 30 000 habitants chacune, organisent un colloque sur la coopération transfrontalière. Une occasion pour les deux maires, MM. Jean-Claude Guibal, le Français, et Albino Ballestra, l'Italien, d'annoncer leur projet de communauté urbaine européenne (CUE).

Si elle ne se forme que cet automne, l'idée n'est pas neuve. «Nous avons une responsabilité historique», proclame le maire de Menton, évoquant une cité tour à tour convoitée par les Provençaux et les Génois avant de passer sous le règne des Grimaldi, famille de Génes souveraine de Monaco. Plus récemment, Vintimille et Menton ont choisi de coopérer pour se partager le pompage de l'eau dans la Roya, rivière frontalière. En 1975, certains hameaux de Vintimille, qui seraient sans la frontière des quartiers de Menton, se branchent sur le réseau d'assainissement de la ville française.

Aujourd'hui, il s'agit de construire une véritable structure qui permette le développement des deux villes en tenant compte de leurs avantages et contraintes respectifs. L'image de Menton est touristique, celle de Vintimille est commerciale. «Notre avenir est à l'est, vers l'Italie, car il y a des espaces libres», explique M. Guibal. L'idée d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) commune est à l'ordre du jour. «Nous sommes pauvres en équipements publics, car Génes mobilise tous les crédits», constate Albino Ballestra, et les deux maires réfléchissent à une usine d'incinération «européenne». Vintimille se propose d'offrir une parcelle de son territoire. L'usine pourrait ainsi couvrir les besoins d'une population de 150 000 habitants, entre l'est de Nice et Imperia, à une centaine de kilomètres de la frontière italienne.

Mais comment, pour la ZAC, répartir les taxes versées par les entreprises aux deux communes? Comment, pour l'usine d'incinération, percevoir les subventions des collectivités françaises et italiennes et de la CEE? C'est là qu'intervient la notion de communauté urbaine européenne, une structure qui permet de déposer des dossiers communs, qui accueille et répartit les fonds sans les gérer directement entre les différents opérateurs.

Les réglementations sont totalement différentes dans les deux

pays. Pour les entreprises qui s'installeraient sur la ZAC, par exemple, alors qu'en France la taxe professionnelle est payée directement à la commune, en Italie l'impôt est payé à Rome, qui redistribue le produit. Pour la gestion de leurs communes, les maires italiens ont une autonomie très limitée puisque, là aussi, c'est Rome qui établit leur budget, soumis à un contrôle régional. Quant à la planification territoriale, c'est la région qui est responsable. Albino Ballestra espère profiter de l'élaboration du nouveau statut des communes italiennes pour s'investir dans cette expérience unique et prouver son autonomie par rapport à Génes. Jean-Claude Guibal, manquant de terrain, luttant contre l'enclavement à l'est de la Côte d'Azur, envisage un nouveau développement pour sa commune.

Des ambitions à long terme

Mais la coopération Menton-Vintimille n'est pas une entente de circonstance, elle a des ambitions à long terme. Des réunions entre les services techniques des deux villes ont déjà eu lieu pour mettre en cohérence leurs schémas d'infrastructures et de transports, réfléchir à l'avenir du centre routier de la vallée de la Roya et des trois cents personnes qui travaillent actuellement autour des douanes, appelées à disparaître avec l'ouverture des frontières. Au chapitre de l'enseignement, la CUE pourrait aussi jouer un rôle de catalyseur. Déjà, quatre écoles primaires sont jumelées, on y enseigne mutuellement français et italien. «La seule université que nous ayons, c'est Génes, regrette Albino Ballestra. C'est à 150 kilomètres et, pour nous, c'est plus simple de profiter d'un bassin universitaire autour de Nice.»

Les maires ont la volonté de faire de leurs deux villes, grâce à leur CUE, une véritable entité économique. Menton et Vintimille souffrent toutes deux d'être rejetées au bord de la frontière. La Commission des Communautés européennes a créé en juin 1990 une ligne de subventions dénommée Interreg, destinée à encourager la collaboration entre les zones transfrontalières des pays communautaires (le *Monde* daté 12-13 mai). Mais, sur la question juridique de savoir quel peut être le statut d'une communauté urbaine européenne, les textes sont encore vagues.

JEAN VERDIER

DÉBAT

Les maires, acteurs de l'intégration

par Kofi Yamgnane

RAPPROCHER les citoyens des centres de décisions, promouvoir la démocratie locale, cogérer avec les habitants l'avenir d'un quartier ou de la cité elle-même : tels étaient - entre autres - les souhaits du législateur de 1982 qui adopta les lois de décentralisation.

En cette période où nombre de références sont remises en cause, les maires restent plus que jamais des interlocuteurs capables d'apprécier les réalités quotidiennes du pays et de travailler à la correction des dysfonctionnements de notre société. Concernant en particulier la prévention de l'exclusion et la lutte contre les phénomènes qu'elle engendre, il ne suffit pas que les populations exclues soient prises en charge par des services sociaux, même très efficaces, et bénéficient d'un assistant. Ces hommes et ces femmes doivent avant tout retrouver leur dignité de citoyen. Pour cela, il faut qu'ils participent à la vie de leur quartier, à la vie de la cité.

Seuls les maires ont le pouvoir de créer des commissions extra-municipales, des conseils représentatifs de quartier incluant tous les habitants sans condition de nationalité, ou d'autres dispositifs à inventer pour associer le plus grand nombre à la vie locale.

Autre domaine où les élus peuvent agir, celui du culte. J'ai déjà eu l'occasion d'affirmer : «Non aux inté-

grimes (de toute obédience) mais oui aux cathédrales, aux synagogues et aux mosquées!» On s'est surtout plu à ne retenir que la première partie de mon propos, pratique à focaliser sur l'islam et à utiliser comme une expression d'hostilité à l'égard des musulmans. Le CORIF (Conseil de réflexion sur l'islam en France), que j'ai tenu à recevoir pour un dialogue approfondi, me l'a clairement affirmé : dans leur immense majorité, les musulmans - qui représentent, en quantité de fidèles, la deuxième religion de France - sont respectueux des fondements et des lois de la République. Il leur manque toutefois des lieux de culte, de formation d'imams et de réflexion théologique. Militant socialiste et laïque convaincu, j'estime que c'est de la responsabilité de l'État et des maires que de permettre à cette religion de vivre comme les autres, quelles que soient les vociférations prévisibles de l'extrême droite et de ses alliés objectifs, afin que, sans douleur et dans le calme, elle puisse exister et enrichir la culture française.

Dans la gestion du séjour des travailleurs immigrés, les maires ont, là encore, un rôle crucial à jouer. Au poste qui est le mien aujourd'hui, je travaille à l'élaboration d'un plan global concernant la démolition, la reconstruction ou la réhabilitation de logements destinés à ces travailleurs. Mais ne nous voilons pas la face! Rares sont les élus prêts à accueillir ces populations dans leurs communes.

Il faut comprendre certains, qui accueillent déjà beaucoup de populations en difficulté, qui souhaitent plus de solidarité intercommunale et qui veulent éviter la surconcentration de la misère ou de la précarité. Quant aux autres, il y a dans leur attitude autant d'hypocrisie que de lâcheté. Ils utilisent le prétexte fallacieux que ces étrangers apporteraient délinquance et insécurité et contribueraient à leur faire perdre les élections. Personne ne devrait ignorer pourtant le rôle irremplaçable des travailleurs étrangers dans l'économie nationale et la nécessité qu'il y a de loger ces personnes, ni plus ni moins dangereuses que les Français, doit-on le rappeler.

Réussir l'intégration est bien une des chances qui s'offrent aux maires conscients de l'enjeu et désireux d'œuvrer pour une cause nationale historique. C'est à cette tâche que le président de la République et le premier ministre invitent, avec l'espoir que la cohésion sociale, souhaitable pour la France, loin des peurs fantasmagoriques de l'«invasion» ou des génies du «bruit et des odeurs», devienne durablement possible.

► Kofi Yamgnane est maire de Saint-Coulitz (Finistère), vice-président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains et secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'intégration.

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Ville et aménagement du territoire. - Le groupe Sciences-Po décentralisation, développement régional et local organise, mardi 12 novembre à 20 heures, un dîner-débat dont l'invité sera M. Michel Delebarre, ministre d'État, ministre de la ville, de l'aménagement et du territoire, sur le thème : La politique de la ville dans l'aménagement du territoire.

■ Association des anciens Sciences-Po, 224, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-48-91-62.

■ Les entretiens de la ville. - M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, ouvrira, le mercredi 13 novembre à 19 heures au ministère de la recherche, 25, rue de la Montagne-Sainte-Genève à Paris, une série de dix entretiens centrés sur les problèmes sociaux des cités contemporaines. Historiens, sociologues, politologues s'interrogeront sur les formes spécifiques des processus d'exclusion.

► Ghislaine Garin. Tél. : 45-07-83-63.

► La communication des départements. - Le conseil général de Loire-Atlantique organise, les mardi 19 et mercredi 20 novembre à Nantes, le 5^e congrès de la communication des départements. Les débats porteront sur la loi du 15 janvier 1980, l'information due au citoyen et la promotion du territoire départemental.

► Agence Capucine, 1 bis, rue Varreau, 75007 Paris. Tél. : 47-53-71-33.

PUBLICATIONS

■ Dotation urbaine. - La direction générale des collectivités locales vient de publier un court recueil intitulé «La dotation de solidarité urbaine et le fonds de solidarité en Ile-de-France». Cet ouvrage rappelle les orientations générales de la loi du 13 mai 1981 réformant la dotation globale de fonctionnement et fait le point sur les conditions de sa mise en œuvre (règles de financement, masses financières en jeu).

► Vingt-huit pages, gratuit, DGCL, 2, place des Saussaies, 75008 Paris.

CULTURE

VENTES

Triste automne

On attendait les premières ventes de New-York et de Paris pour savoir où en est le marché de l'art. Ce n'est pas un triomphe

Depuis deux mois, commissaires-priseurs, marchands, experts, conservateurs et collectionneurs ne cessent de se le répéter avec des soupirs et des tromblements : les ventes de novembre seraient symptomatiques. Quelques beaux prix et l'on se remettrait à croire à la guérison du marché. Quelques échecs cruels et la dépression s'aggraverait. Plus de doute, désormais : ce sera la dépression, une dépression longue et accentuée qui affecte les contemporains autant que les impressionnistes et n'épargne plus que de très rares œuvres, sauvées par leur importance historique.

A New-York, mardi 5 novembre, Christie's met aux enchères une partie de la collection Tremaine, qui a compté pendant des décennies parmi les collections les plus illustres et les plus cohérentes des États-Unis, véritable abrégé du cubisme et de l'abstraction. Par précaution, la première vacation ne compte que des tableaux « historiques », mais pas le moindre contemporain, puisqu'il est attendu que le péril serait plus grave encore.

Il n'empêche : une seule toile excède les estimations des experts, un *Disque* de Robert Delaunay daté de 1912 qui passe pour sa première œuvre abstraite. On en attendait au mieux 3 millions de dollars, il atteint 5,17 millions de dollars (plus de 28 millions de francs), chiffre record pour tableau historique. Mondrian connaît le sort inverse. Loin des 4 à 6 millions de dollars espérés, sa composition « tombe » vendue à 2,4 millions (environ 13 millions de francs). Miro ne s'en sort pas mieux : 950 000 dollars (environ 5,3 millions de francs) pour une estimation basse de 1,5 million de dollars.

Plus décevant encore : du *Petit Déjeuner* de Fernand Léger de 1921, œuvre de premier ordre, complexe et séduisante, la rumeur suggère qu'elle se hausserait jusqu'à la dizaine de millions de dollars. A 7,7 millions (environ 43 millions de francs), son ascension s'est arrêtée. Et encore la vente Tremaine fait-elle figure d'heureuse exception, avec ses deux vendus sur dix-huit lots offerts. Au cours de la même soirée, Christie's propose aussi une quarantaine d'œuvres impressionnistes et modernes de provenances et qualités diverses. Vingt d'entre elles n'ont simplement pas trouvé acquéreur, parmi lesquelles des pièces signées de Renoir, Degas, Monet, Toulouse-Lautrec et Modigliani.

Les vingt-deux autres se sont vendues assez médiocrement, y compris *Les saisons* de Camille Pissarro. Or ces quatre paysages de 1872 appartiennent au meilleur de l'œuvre de leur auteur. Elles lui avaient été commandées par le banquier Achille Arosa - qui fut le tuteur de Paul Gauguin - pour

son hôtel particulier, alors que Pissarro n'était encore qu'un artiste sans amateurs ni fortune. On imagine quel combat entre collectionneurs japonais et américains cette suite aurait suscité il y a trois ou quatre ans. Peu de lutte cette fois, mais une progression lente jusqu'à 6,8 millions de dollars (environ 38 millions de francs), en-dessous de l'estimation inférieure annoncée, et un acquéreur européen. Commentaire de Christopher Burge, actuel président de Christie's : « Ce n'était pas un désastre ».

Ce ne fut pas un désastre non plus chez Sotheby's mercredi 7 novembre, mais pas davantage un triomphe. Sur soixante-neuf œuvres aux enchères, vingt-deux n'ont pas trouvé preneur, et les prix ne resteront pas dans les annales. *Kensington Garden*, paysage de Pissarro, a plafonné à 650 000 dollars (environ 3,6 millions de francs), loin des 2 millions de dollars attendus : vendu. *Bord du Loing* de Sisley, estimé entre 3 et 4 millions de dollars, a calé à 1,7 million de dollars (environ 9,5 millions de francs) : invendu.

Deux fillettes sur la plage valaient, croyait-on, 1,8 million de dollars ; 900 000 dollars, ont jugé

les enchérisseurs : invendues. Seules les œuvres qui n'excèdent pas 500 000 dollars ont suscité des duels serrés, indice sans doute du retour dans les salles de ventes des amateurs qu'en avaient expulsés les spéculateurs et autres *golden boys*. De ces derniers, plus de trace, ni des Japonais, terriblement absents depuis que la tendance à la baisse se vérifie.

Absence de Japonais

Il ne se sont pas beaucoup plus distingués à Paris jeudi soir, où M. Tajan dispersait, « en exécution d'une ordonnance du tribunal de grande instance de Paris », les derniers restes de la collection Roberto Polo, complétée de quelques tableaux, dont un paysage de Tahiti exécuté par Gauguin en 1892, *Te Fare* (la maison). La toile avait été achetée en 1895 par l'historien Daniel Halévy et appartenait à ses descendants, la famille Jona. Pour 52 millions de francs, un collectionneur américain s'en est rendu propriétaire - record français sans doute, mais petit record en comparaison des 22 millions de dollars (moins de 150 millions de francs) payés en mai 1989 à New-York pour une autre

toile de 1892, *Maramua*. Au reste, si séduisante soit-elle, *Te Fare* ne peut passer pour un Gauguin de premier ordre, ni de grande importance. Aussi la Réunion des Musées Nationaux avait-elle décidé d'autoriser son exportation. A l'inverse, un excellent et troublant Van Dongen de 1908 a été préempté pour 3,3 millions de francs (voir le Monde du 9 novembre).

Quant aux lots « Polo », ils ont connu des fortunes variées. Jean-Marc Vernes, PDG de Boghin-Say, a déboursé 23 millions de francs pour un coffret à bijoux Louis XV qui aurait été celui de Marie-Antoinette, tout cela dans l'espoir de procéder plus tard à une dation du dit coffret à l'Etat, en manière de paiement de droits de succession. Mais les *Enfants de France*, mièvre tableau de Madame Vigée-Lebrun, ont été adjugés 900 000 francs. Il y a trois ans, lors de la première vente Polo, ils avaient atteint 2,6 millions de francs et n'avaient pas été vendus car l'enchère semblait alors trop basse.

PHILIPPE DAGEN

Le mobilier du dix-huitième siècle à l'honneur

La semaine des ventes, à Paris, aura été marquée par le succès lié aux arts décoratifs et plus particulièrement aux objets et aux meubles du dix-huitième siècle. A l'Hôtel George-V, le 7 novembre, lors de la vente Polo (M. Tajan), un coffret à bijoux, estampillé Martin Carlin, et qui aurait appartenu à Marie-Antoinette, a été adjugé 23 millions de francs (voir le Monde du 9 novembre) - un prix record pour un meuble français.

Parmi les autres « prix » de la vente : une petite table Louis XV en marqueterie par Wolff (estimée 600 000 francs, partie pour 1,5 million de francs), une autre dite en « marmotte » et décrite dans un inventaire du duc de Rohan-Montbazan comme un « guéridon sur un pied à trois pattes ». Estampillée Carlin, elle a été cédée à 3,2 millions de francs.

En fait, le canapé en bois relié blanc et ses marquises, la grande commode Louis XV aux bronzes flamboyants un peu éculés les quelques résultats des pièces « arts déco » (une paire de bergères d'Irbe, 330 000 francs, une commode en bois de violons à poignées d'ivoire signée Ruhl-

man 180 000 francs).

Le Sûreté des Lumières était encore à l'honneur le 6 novembre à Drouot-Montaigne avec la dispersion d'une partie du mobilier de Marcel Bissey, antiquaire à Paris, et dont le maison, un hôtel particulier du Champ de Mars, était aux dires de M. Binoche « un vrai petit Camondo ». Les résultats rendent hommage à l'homme de goût : 95 % de vendus, un total de plus de 21 millions de francs, soit près du double des estimations. Des chiffres encore : 5 millions de francs pour un bureau à panneaux de laque (Dubois), 1,5 million de francs pour un secrétaire estampillé Gaspard-Schneider, fournisseur du garde-meubles royal, et pour la petite histoire, époux de la veuve Carlin dits 1786. Pour M. Binoche, Paris a marqué des points cette semaine, il souligne l'intérêt des collectionneurs pour les pièces de qualité, « il n'y a pas de crise dans ce domaine. Dès, dès qu'elles sont là, le collectionneur achète, mais refuse de payer au prix fort un objet moyen ».

LAURENCE BENAIM

MUSIQUES

Les jeux d'images de Charliette Couture

Tournée française pour le chanteur nancéien passé à l'Australie

LYON

de notre envoyée spéciale

Quelques mois après la sortie de son second album réalisé en Australie, *Victoria Spirit*, Charliette Couture entreprend une tournée européenne à travers l'Europe. A trente-cinq ans, elle fixe de longue date pour décrocher de sa carrière de chanteur, sans plus d'extravagances - la barbe est anodine, l'habit noir - il s'agit de retrouver son image, disons le jeu musical, dont il se nourrit à ses débuts, qu'il a amplifié ses singularités jusqu'aux tics (mots murmurés, accent bizarre et look soigné). Depuis *Comme un avion sans ailes*, sa chanson fétiche, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Il a voyagé, a peaufiné l'art et la manière de croquer des sentiments en de rapides saynètes, très éloquentes. Réflexions sur le passage du temps, esquisses de piliers de bars, marginaux sympathiquement habillés. Tableaux, plans de cinéma, les chansons définissent des humeurs à force de détails - une cicatrice à l'épaule, une bière débouchée, un mur écaillé, un chewing-gum jeté, des talkies-walkies, des magnétoscopes, des bagnoles, ou encore des scènes de la mécanique du monde marchand, de l'arrivisme et des apparences. Une fois abandonnée la règle du murmure, Couture peut s'abandonner aux talents de sa voix, qu'il a fort belle et grave, spongieuse, désolée, bluesienne d'atmosphère - et qui va jusqu'à des registres hauts, presque féminins.

Le 7 novembre à Lyon, Charliette Couture s'est affirmée sur la scène du Transbordeur en presque deux heures et une vingtaine de chansons, à commencer par *Underground FM*, en passant par *Menteur de métier*, *Le Loup dans la bergerie*, *Media-panic*, *Tout est à vendre*. « J'ai seulement retenu, explique cet ancien élève des Beaux-Arts, dont l'ambition est aujourd'hui de passer à la mise en

scène de cinéma, les chansons que je pouvais parfaitement maîtriser sur scène, dont environ huit anciennes. » Avec six musiciens, (dont le guitariste Enji Mingo, également producteur de *Victoria Spirit*, et Elton De Bebe aux claviers), Couture offre un spectacle sobre, sans jeux de lumières abusifs, sans autres écarts qu'une paire de lunettes noires, et une saxophoniste suédoise en faïrevolant. Effets de syntétiseurs, solos de piano, guitares débridées, incursions folles, avancées rythmiques, c'est ici la loi du chaud et du froid, du fort et du doux, qui est appliquée. Souvent avec bonheur, parfois avec un acharnement simplificateur (la batterie!), alourdissant.

« Je suis de l'époque de l'électricité. Le rock, c'est le règne de l'amplification, de la puissance. Aujourd'hui, avec le rap, nous entrons dans l'ère du virtuel, celle de la génération « larsen », des écrans et du digital. » Un monde encore plus rapide, plus décalé que celui rêvé par Charliette Couture, avant.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le 9 novembre au Zénith, à 20 h 30, et le 12 à Béziers, le 13 à Montpellier. Discographie chez EMI.

A PARTIR DU 13 NOV.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ISAACH DE BANKOLÉ

NATHALIE CERDA

JEAN-DANIEL LAVAL

LES JOURS

SE TRAINENT...

LES NUITS AUSSI

de LEANDRE-ALAIN BAKER

mise en scène : GABRIEL GARRAN

LOCATION 47 20 08 24

Prokofiev chez Charcot

« L'Ange de feu », opéra de la transgression, calme la Bastille

C'est à n'y rien comprendre. Autant les premières d'*Otello*, de *Manon Lescau*, de la *Flûte enchantée* furent houleuses à l'Opéra-Bastille, autant le calme du public fut déconcertant à l'issue de *L'Ange de feu* de Prokofiev, coproduction des Opéras de Genève et de Los-Angeles passée l'an dernier par Amsterdam et que Paris reçoit depuis mercredi. Tout ici, pourtant, se veut d'un modernisme provocateur - le modernisme d'un compositeur russe résidant à Paris à la fin des années 20, revu par un metteur en scène roumain gestuel (Andrei Serban) et un décorateur américain ultra-intellectuel (Robert Israel). Cocktail détonnant, pourtant applaudi sagement au soir de la première. Seule la « révision » (réussie ou ratée) des œuvres du répertoire traditionnel serait-elle ressentie comme sacrilège dans notre moderne maison d'opéra?

De la sainteté à la scellerie, du mysticisme à l'hystérie, du plaisir de la chair aux extases de la chasteté, les sept tableaux de *L'Ange de feu* s'aventurent dans des zones-limites que le drame lyrique aura peu explorées, les *Diabes de Loudun* de Penderecki exceptés. Mais, chez Prokofiev, l'air se complique par le choix d'un livret à la fois philosophique et autobiographique, emprunté à Valeri Brioussou, symboliste russe quelque peu allumé. Présentant nos difficultés à suivre les cahots d'une intrigue morcelée en sept tableaux très incertains, la direction de la Bastille avait décidé de doubler le livret original (français) par des surtitres en français et en anglais.

Les personnages gardent pourtant leurs incohérences. Renata, indolente vierge folle ou méditerranéenne lunaire, à la recherche du Prince charmant. Ruprecht, sauveur héroïque ou séducteur raté, mené en tout cas par le bout du nez. Henri, ange du Bien ou du malheur, tortionnaire désincarné (un rôle d'ailleurs muet). Sorcière excitée, mage costumé en petit soldat du KGB - la mise en scène date de 1987 - visite inopinée du cabinet du Docteur Caligari (pourquoi la voix de Ruprecht est-elle alors subitement sonorisée?), irrup-

tion burlesque de Faust et de Méphistophélès, squaws aux seins nus perçant le héros moribond de minces flèches d'enfants, religieuses trémulantes arrachant leurs vêtements et montant à l'assaut de la Croix lors d'une torride scène d'exorcisme (moins déshabillée qu'à Genève : le syndicat des figurantes a dû protester). On n'aura échappé qu'à l'ultime métamorphose du Grand Inquisiteur en Duce, finale édulcorée entre Paris et la Suisse, personne ne s'en plaindra.

On a dit que *L'Ange de feu* était une symphonie avec chant (Prokofiev en a réemployé les principaux thèmes dans sa *Troisième Symphonie*). Mais le musicien russe était un pianiste - et virtuose! - avant d'être un symphoniste : on entend parfaitement ici l'agrandissement aux dimensions du grand orchestre de formules issues des sonates pour piano et des concertos, entrelacement d'une mélodie linéaire et de traits vermineux passant d'une main à l'autre, marches militaires en accords martelés, toccatas fébriles, effusions parodiques, ostinato de foumili tant dans ce cas précis le final de la *Sonata finale* de Chopin (intermède des ailes d'Henri au quatrième tableau de l'opéra, troisième mouvement de la symphonie). A ce piano en force, à ce piano énergique, Prokofiev substitue de lourdes sonneries de cuivres, des imbrications de timbres inutilement compactes, une constante surcharge orchestrale, un activisme fidèle, mécanique, une sorte d'« inhumanité » forcée à laquelle se heurte, antinomie de fond, l'humanité de la voix chantée. La prosodie de *L'Ange de feu* fait d'ailleurs par instants penser à Debussy, au Poulenc des *Dialogues des carmélites*, à Puccini. Elle n'a rien de bien caractéristique, si ce n'est que les chanteurs sont sans arrêt en butte aux agressions orchestrales. Ce qui ne définit pas tout à fait un style.

Israel et Serban ont bonnement tenté de lancer toutes les antennes possibles vers cet ouvrage débordant. Le premier en multipliant les références visuelles à l'époque de sa ges-

tation : cadres basculés, plans décalés des décors cubistes; merveilleux symbolistes, bizarreries surréalistes, références au cinéma allemand dans les lumières crûment expressionnistes de Claude Tisser. Serban, lui, s'est souvenu de Charcot, des hystériques de la Salpêtrière; jouant comme à l'écoulement sur le poids des corps et le choc des gestes décalés, il a transformé chanteurs et figurants en marionnettes électrisées moulant des bms, faisant les cornes, contorsionnés convulsivement, incessamment agités par quelque démon intérieur. Ça pourrait être le capharnaüm. Ça ressemble plutôt à un double pour malentendants.

Chef d'orchestre attentif à la bonne santé des grogniers, Lawrence Foster a maintenu l'orchestre dans des nuances relativement modérées. Mais les attaques bavent souvent, les rythmes n'ont pas la carrure assurée. La distribution paraît moins solide qu'à Genève. Marilyn Zachau (Renata) excroûte. Philippe Rouillon est un Ruprecht vaillant. Barry Busse un honnête Agrippa. Carmen Gonzalez une Sorcière et une Mère supérieure en difficulté. Il est vrai que tous les rôles, même les moins importants, sont diablement difficiles.

ANNE REY

► Prochaines représentations : ce samedi 9 et les 12, 14, 16, 19, 22, 25 à 19 h 30. Tél. : 44-73-13-00.

► Festival de marionnettes. - Pour la troisième biennale Voyages en marionnettes du Val-de-Marne, onze compagnies se produisent dans sept villes du département jusqu'au 30 novembre. Venues de l'île-de-France et d'Alsace, d'Italie et des Pays-Bas, de Belgique et de Tchecoslovaquie, elles donnent douze spectacles dont quatre créations. Trois expositions et une rétrospective du cinéaste d'animation Ladislav Starevitch (*Le Roman de Renart*) à Fontenay-sous-Bois, jusqu'au 19 novembre complètent le programme.

► Renseignements : 48-76-59-39.

9 et 10 novembre
PARADE
un jour
SAUVAGE
une nuit
POUR
à la
ARTHUR
grande halle
RIMBAUD

Pendant "Parade Sauvage Pour Arthur Rimbaud"

LEO FERRE

chante RIMBAUD le 9 novembre à 21 h

24 h non stop de Spectacles Vivants, d'Arts Plastiques, de Musiques...

Métro Porte de Pantin

EMERSON
MIL POCK PARRISH

La France
RIMBAUD

40 03 39 03



هنا من الاصل

SPECTACLES

SAMEDI 9 - DIMANCHE 10 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Enamorada (1947, v.o. s.t.f.), d'Emilio Fernández, 15 h. La Montée au ciel (1952, v.o. s.t.f.), de Luis Bunuel, 17 h. Dieu est mort (1947), de John Ford, 19 h. Que viva Mexico I (1931), de S.M. Eisenstein, 21 h.

DIMANCHE

Le Diable probablement (1976), de Robert Bresson, 15 h. Premier Amour versant infernal (1968), de Susumu Hani, 17 h. Mes Petites Amoureuses (1974), de Jean Eustache, 19 h. Le Journal d'une femme de chambre (1948), de Jean Renoir, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

La Foulle hulle (1932), de Howard Hawks, 18 h. Ligne rouge 7000 (1965, v.o. s.t.f.), de Howard Hawks, 20 h.

DIMANCHE

Le Mystère de la chambre jaune (1930) de Marcel L'Herbier, 18 h. Monsieur Arkadin (v.f.), d'Orson Welles, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à la Warner Bros. L'Etrange Passion de Mally Louvain (1932, v.o. s.t.f.), de Michael Curtiz, 14 h 30. La Vie d'Emile Zola (1937, v.o. s.t.f.), de William Dieterle, 17 h 30. Géant (1955, v.o. s.t.f.), de George Stevens, 20 h 30.

DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros. After Hours (1985, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 14 h 30. La Femme à abattre (1951, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, 17 h 30. Dark Victory (1939, v.o. s.t.f.), d'Edmund Goulding, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

L'Empire des médias : Actualités cinéma et télévision. La Page à Paris (1980), 14 h 30. Retrospective de magazines d'actualités : Actuel 2 (1973), de Jean-Pierre Elkabbach, 16 h 30. Agences photos : L'Agence France Presse (1980), de Fernand Moszkowicz, Reporters (1981), de Raymond Depardon, 18 h 30. Portraits de journaux, l'ami du peuple : la Presse française (1981), de Ph. Prince, Liberté, égalité, choucroute (1984), de Jean YVES, 20 h 30.

DIMANCHE

L'Empire des médias : Actualités cinéma et télévision : Election du maire de Paris en 1977 (1976-1977), 14 h 30. Retrospective de magazines d'actualités : Au rendez-vous des grands reporters (1974), de Jean-Pierre Elkabbach, 16 h 30. Evénement (1979), de Guelo Kandelaki, 16 h 30. Quatrième Pouvoir ? : Les attentats politiques (1988) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delaunay, l'Attentat (1972) d'Ives Bousset, 18 h 30. Histoire de la presse : Illustration (1980) de René-Jean Bouvier, Actualités Gaumont, le Quotidien des quotidiens (1991), 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (43-54-46-85) ; UGC Danon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-15) ; Alice (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont

chitecture, la religion et l'histoire", 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romann). Les plus belles demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Salé, 14 h 30, sortie maître Chémin-Vert (Arts et caetera).

«Ruelles et jardins du vieux Belleville», 14 h 30, sortie maître Télégraphie (Résurrection du Passé).

«Vieux Carré du Louvre, Place Dauphine, Institut», 14 h 30, sortie maître Pont-Neuf, sortie Samaritaine (M. Flameng).

«Le Palais-Royal : les aventures politiques d'un palais, de Richelieu à nos jours», 15 h, devant le Conseil d'Etat, place du Palais-Royal.

«L'île de la Cité en automne», 15 h, angle Pont-Neuf, l'Archevêché, quai de la Tournelle (Monuments historiques).

«La Salpêtrière, l'hôpital du grand renfermement», 15 h, pavillon d'entrée, 47, boulevard de l'Hôpital (D. Bouchard).

«L'hôtel-Dieu et la médecine auvergne», 15 h, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris Autrefois).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

«La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre Nevsky. Approche de l'univers orthodoxe à travers l'architecture», 15 h, 8, rue Franklin (Approche de l'Art).

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-

Lazare-Pasquier, 8 (43-07-36-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ;

L'AMOUR AVEC DES GANTS (It. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-95-40) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ;

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ;

JESUIT JOE. Film français d'Olivier Asselin, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Feuille, 6 (46-33-78-38) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ;

LAALI. Film burkinabé de Pierre Yameogo, v.o. : Utopia, 5 (43-26-84-65) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-60) ;

BACKDRAFT (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-80-33) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Republic Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (45-21-41-01) ;

BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Reflet Logos II, 5 (45-44-42-34) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-43-03) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23) ;

BOYZ IN THE HOOD (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14 (43-20-80-82) ;

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-84-65) ;

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

CHIENNE DE VIE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LE CHOIX D'AMER (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Studio 28, 18 (46-08-36-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ;

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-36-43) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-15) ; Alice (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ;

CLOSE UP (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65) ;

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ;

MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Parnasse, 6 (43-26-84-65) ;

MILLER'S CROSSING (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ;

MISSISSIPPI MASALA (A. v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ;

MOHAMMED BERTRAND-DUVAL (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09) ;

MON PÈRE CE HÉROS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-07-36-43) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Opéra, 6 (45-74-95-40) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-80-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86) ;

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galande, 6 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

SEPT PARNASSIENS, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-08-36-07) ;

CROC-BLANC (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ;

ROBIE DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86) ;

SAILOR ET LULA (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ;

SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LA TENTATION DE VENUS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-84-65) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ;

TERMINATOR 2 (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; La Bastille, 11 (43-07-43-03) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86) ;

THE INDIAN RUNNER (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ;

THE VOYAGER (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-48) ;

TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-61-55) ;

LES TORTUES NINJA II (A. v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ;

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-A. v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ;

TROUBLES (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ;

UN HOMME ET DEUX FEMMES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-50) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ;

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ;

URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Haute-Feuille, 6 (46-33-78-38) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-50) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ;

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MIER (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ;

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-Esp.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chm., v.o.) : L'Entrepop, 14 (45-43-41-63) ;

VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Cnax, 19 (42-08-34-00) ;

Y A-T-IL UN FUC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT ? (A. v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-80-33) ;

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) 12 h.

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

CROC-BLANC (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ;

ROBIE DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86) ;

SAILOR ET LULA (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ;

SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

LA TENTATION DE VENUS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-84-65) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ;

TERMINATOR 2 (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; La Bastille, 11 (43-07-43-03) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86) ;

THE INDIAN RUNNER (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ;

THE VOYAGER (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-48) ;

TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-61-55) ;

LES TORTUES NINJA II (A. v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ;

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-A. v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ;

TROUBLES (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ;

UN HOMME ET DEUX FEMMES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-50) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ;

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8 (45

Décentraliser ou affaiblir l'Etat?

On peut d'ailleurs imaginer ce qui remplacerait, rue de Martignac et rue de l'Université, les deux organismes d'Etat : des sièges de grandes sociétés et des logements de luxe hors de prix. L'Etat chassé du centre de Paris par le grand capitalisme privé - français ou étranger - et la bourgeoisie fortunée...

ALAIN VERNHOLES

La décision du Gouvernement de transférer au gouvernement des établissements publics (*le Monde* du vendredi 8 novembre) a soulevé des protestations, d'abord celles de syndicats du personnel des établissements concernés. Ceux de la SEITA (tabacs et allumettes) qui s'opposent à la nationalisation ont dénoncé une « *décision autoritaire prise sans concertation* ». La SEITA n'étant pas une administration, toute décision devrait être soumise au conseil d'administration et au conseil de surveillance. Le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) fait valoir que 75 % des utilisateurs des services de l'INPI sont à Paris. L'Union nationale des syndicats CGT de l'équipement de l'environnement juge « *insupportable* » le plan concernant ces services. Le Gouvernement a lancé d'ailleurs d'études des télécommunications qui consiste que le transfert de certaines

Le sabotage

par Alain Faujas

L'emploi du sabotage — avéré pour la première fois — comme mode d'action prouve qu'il y a quelque chose de pathologique dans les relations sociales au sein des ser-

Le travail a repris dans la morosité, vendredi 8 novembre, à l'usine Renault de Cléon, paralysée par un conflit depuis le 17 octobre. Tandis que les délégués syndicaux s'efforçaient de calmer les rancœurs des grévistes, la direction du groupe annonçait la révision du calendrier de travail des usines Renault en France, en Belgique, en Espagne et au Portugal afin de rattraper le retard accumulé dans la production. L'usine de Douai, responsable de la fabrication des R19

M. Raymond Lévy, PDG du groupe Renault, a reçu individuel-

Submergé chaque année par une trentaine de millions de chèques envoyés par les usagers en règlement de leurs factures de gaz et d'électricité, EDF-GDF a décidé de tester, à partir du 12 novembre dans quatre arrondissements parisiens, un nouveau mode de paiement, par téléphone. Le client, qui disposera d'un code personnel confidentiel, dialoguera avec le serveur vocal de l'entreprise et donnera - grâce à son téléphone (à touches) - le feu vert à son règlement - à l'intérieur du délai de paiement imparti d'une quinzaine de jours, bien sûr.

Inlassablement, l'établissement public tente de pousser le consommateur à opter pour le prélèvement. Courriers multiples, sous-enseigne pour les relevés, petits cadeaux (le *Monde* du 19 mai 1990), l'oblissement public ne s'arrête pourtant pas là. La formule proposée par une mutuelle se place à ses adhérents (2 % de réduction sur la facture). Si la moitié des clients d'EDF-GDF se sont laissés séduire par la formule de prélèvement, 30 % des usagers paient encore par chèque (le reste se faisant en liquide ou par virement) : sur 110 millions de factures annuelles, cela fait beaucoup.

F. V.

de l'échec apparait possible. A la fin de la première octobre dernière, l'ensemble des membres du Bureau des Nations Unies pour le développement ont voté à l'unanimité la résolution 30/46, qui prévoit que les pays en développement devraient consacrer 24,5 % de leur produit intérieur brut à l'éducation, contre 14,5 % actuellement. Cette résolution est une première étape importante dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n°4, qui vise à assurer une éducation de qualité pour tous.

o VEV : 114 emplois supprimés
 chez Intexal (maillots et prêt-à-porter)
 pour la reconstruction du sud-est
 où habite VEV, le numéro trois du
 textile français dirigé depuis
 juillet dernier par M. Pierre
 Barberis, appuyé par un pool de
 banques. Après La Lainière de
 Roubaix, Boussac SNC et Custo-
 made, c'est au tour d'une autre
 filiale du groupe, la société textile
 Intexal, dans la région de la
 maille et de prêt-à-porter (avec,
 entre autres, la marque Rodier) de
 faire l'objet d'un plan de réorgani-
 sation comportant des réductions
 d'effectifs. Cent quatorze suppres-
 sions de postes, qui se feront
 pour l'essentiel sous forme de
 licenciements, ont ainsi été
 annoncées par la direction, ven-
 dredi 8 novembre.

Le sabotage n'était pas matériel, mais logiciel : une équipe, que l'enquête demandée par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, aura beaucoup de mal à identifier, n'a pas hésité à modifier les programmes informatiques pour provoquer ces pannes... impossibles à réparer, les électroniciens compétents étant en grève. Un avion ne décolle qu'une fois le feu vert du

de d'action

contrôle aérien et celui-ci peut intervenir qu'après saisie sur le calculateur du plan de vol de l'appareil, qui comporte les horaires, la destination, l'altitude, la vitesse prévus, etc., afin que toutes les conditions soient réunies pour empêcher une collision. Les pannes ont donc contraint les services de la navigation aérienne à établir ces plans de façon artisanale et à les communiquer par voie téléphonique. Autant de risques de retard et de confusion. Trente à six le nombre des décollages sur les aéroports parisiens où l'on ne s'attendait pas à ce coup de frein brutal. La pagaille a été totale à Orly comme à Roissy, où les parkings étaient embouteillés par les appels aériens et ne pouvaient servir qu'à l'attente.

Le retour à la normale devrait se confirmer tout au long de la journée du samedi 9 novembre, les cadres de la navigation aérienne étant intervenus pour réparer les équipements défectueux. Les compagnies ont décidé de maintenir leurs programmes habituels, mais, certains avions ayant subi des annulations ou des retards importants, des vols pourraient être décalés d'une heure, au lieu de quatre heures, la veille.

Al. F.

► Pour tout renseignement sur les vols programmés, taper sur Minitel 36-15 code HORAV ou téléphoner : pour Air France, (1) 43-20-15-55 (arrivées), (1) 43-20-11-55; pour Air Inter, (1) 45-39-25-25 ; pour TAT, (1) 42-79.05.05

Le congrès de la CBI (Confederation of British Industry) s'est achevé, en début de semaine, à Bournemouth. Les patrons britanniques ont manifesté une certaine rancœur vis-à-vis de ce qu'ils estiment être un manque de soutien de la part du gouvernement pour promouvoir leurs intérêts à l'étranger.

LONDRES

de notre correspondant

Il est improbable que les relations entre le Parti conservateur et le gouvernement, d'une part, et, d'autre part, les patrons britanniques évoluent de façon conflictuelle. Idéologiquement et politiquement, il y a entre eux une convergence d'intérêts, d'autant plus grande que l'on approche des élections générales, prévues au printemps.

Pour la première fois depuis que le parti tory est revenu au pouvoir, le patronat a cependant profité de sa conférence annuelle de Bournemouth pour manifester à quel point il a le sentiment d'être mal et peu épaulé par les pouvoirs publics, tout en reconnaissant que le gouvernement de M. John Major lui accorde bien plus de considération que ceux de son prédécesseur Mrs Margaret Thatcher.

Ce « spleen » se manifeste de façon très contradictoire, puisque les patrons britanniques demandent davantage de soutien - quitte à aller jusqu'à souhaiter une politique plus protectionniste - tout en rejetant à grands cris tout rôle interventionniste de l'Etat.

Cette ambiguïté, qui s'est manifestée au gré des interventions des chefs d'entreprises, n'a pas manqué d'être soulignée par le ministre chargé du commerce et de l'industrie, M. Peter Lilley, qui a tenté sans succès de convaincre qu'il était à l'écoute du gouvernement et à Bruxelles.

M. John Banham, directeur-général de la CBI, avait souligné à quel point le patronat a besoin d'un gouvernement « qui est davantage intéressé à promouvoir l'entreprise qu'à la réguler ». Le rôle du ministère du commerce et de l'industrie, selon Sir Roland Smith, ancien président de British Aerospace, devrait être de « promouvoir la compétitivité et les intérêts commerciaux des entre-

prises au niveau international », notamment vis-à-vis des marchés européens puisque ceux-ci, depuis 1988, représentent la moitié du commerce de la Grande-Bretagne.

Raison de plus, estime la CBI, pour que le gouvernement aide les entreprises nationales — comme le font les gouvernements allemand et japonais — afin de permettre à celles-ci de lutter à armes égales. « L'industrie britannique, a ajouté Sir Roland, a vué profiter de la même stabilité économique que celle dont l'industrie allemande a bénéficié pendant les dernières années ». M. Lilley a cependant rejeté sans beaucoup de ménagement la principale revendication du patronat, c'est-à-dire la scission de son ministère en deux entités distinctes : un département chargé de promouvoir les intérêts des entreprises, tant dans les affaires étrangères que dans les affaires intérieures, et un département du commerce dont le rôle serait de réguler l'activité de l'industrie.

Mis en cause pour s'être servi de façon partisane d'un récent rapport de la CBI sur la reprise économique (le patronat est nettement moins optimiste que ne l'est le chancelier de l'Echiquier), le gouvernement a, d'autre part, été critiqué à propos des dépenses publiques de l'Etat. Ce « credo libéral » est largement majoritaire au sein du patronat, ce qui signifie que la CBI ne voit pas d'un bon œil l'éventuel retour au pouvoir du parti travailliste. Certains patrons voient des hostilités aux conséquences de la « Europe sociale » prônée par le Labour, envisageant cependant toujours trop d'appréhension une éventuelle dévaluation monétaire au profit d'une politique de subventions.

Cette frilosité du patronat sou-
gne une autre contradiction, puis-
qu'une logique de l'entrée de la
livre sterling, il y a un an, dans le
système monétaire européen signi-
fie l'acceptation des règles de la
compétition européenne et donc
l'obligation pour l'industrie britan-
nique de devenir plus perfor-
mante. Alors que la récession pré-
sente son lot d'environ neuf cen-
taines de faillites par semaine, cette
nécessité est évidemment plus dif-
ficile à accepter.

LAURENT ZECCHINI

(Publicité)

RECTIFICATIF A L'AVIS DE CONSULTATION n° 91/73

La Ville de Marseille fait connaître aux candidats intéressés par la consultation de promoteurs-investisseurs citée en titre qu'un report exceptionnel de délai a été autorisé pour la remise de maquettes.

Elles seront à déposer, pendant les heures ouvrables, jusqu'au
25 NOVEMBRE 1991 - 16 heures - terme de rigueur auprès de la

MISSION D'AMÉNAGEMENT URBAIN

VILLA VALMER - 271, corniche KENNEDY
13007 MARSEILLE
Secrétariat de M. PONCET (2^e étage)
Tél. : 91-55-31-62

Par contre, la date limite de réception des offres et les modalités d'envoi ou de remise prévues dans l'AVIS n° 91/73 demeurent inchangées.

Date d'envoi de l'AVIS RECTIFICATIF à la publication : 6 NOVEMBRE 1991

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 AU 8 NOVEMBRE

PARIS

Un point, c'est tout !

INDICE CAC 40
+ 0,05 %

« L'attente a laissé la place à la lassitude », confiait vendredi 8 novembre un opérateur désabusé, et ce n'est pas la sensible reprise de cette fin de semaine qui l'aurait fait changer d'avis. Si Wall Street avait, au cours de la semaine passée, joué un rôle moteur dans la progression des places européennes, la déprime affichée par la Bourse américaine au cours des cinq séances qui viennent de s'écouler aura pesé sur les places du Vieux Continent.

D'entrée de jeu, le ton était donné. Lundi, après un week-end chahuté de trois jours, à l'issue d'une séance sans entrain, les valeurs françaises abandonnaient 0,89 %. Mardi, en toute logique, elles se reprenaient un peu, sans excès toutefois (+ 0,29 %). Mercredi, dans le sillage de New York, qui baissait pour la troisième séance consécutive, l'indice CAC 40 revint au rouge (- 0,59 %). En revanche, jeudi et vendredi permirent à l'indicateur de la place de reprendre un peu de hauteur - avec respectivement 0,14 % et 1,03 % - et d'afficher, au final, un score hebdomadaire conforme à la tendance générale, l'indice CAC ne gagnant qu'un point à 1857,55, soit une hausse de 0,05 %.

Mais quelle tendance ? Ou absence de tendance plutôt. Les investisseurs, après avoir été las d'attendre, qu'un signe de reprise, qui une détente des taux, sont devenus las, tout simplement. Tout y est passé cette semaine pour justifier le manque cruel d'activité : attentisme,

manque de conviction, manque d'orientation, immobilisme, morosité et la liste est encore longue...

Concrètement que s'est-il passé ? Les signes de reprise aux États-Unis tardent à franchir l'Atlantique. Malgré une baisse des taux d'intérêt ardemment souhaitée par le président Bush, il aura fallu attendre mercredi pour que la Réserve fédérale abaisse son taux d'escompte et stoppe ainsi le recul de la Bourse new-yorkaise. Le léger mieux affiché à New York, dès le milieu de la semaine, redynamisa dans une certaine mesure les places européennes en général et Paris en particulier. En revanche, la baisse des taux fut pour effet de nuire au dollar sur l'ensemble des marchés et par conséquent de renforcer le mark, ce qui fragilisa... le franc et différa forcément le geste qu'aurait pu faire la Banque de France en matière de loyer de l'argent.

Si le présent a laissé les investisseurs sur leur faim, en revanche, leur avenir les préoccupe de plus en plus. Le débat, jeudi 7 novembre, de l'AFED (Association française des Equity Dealers), branche française de l'IEDA (International Equity Dealers Association), qui regroupe 140 négociateurs-vendeurs intervenant sur le marché des actions françaises à Paris, a permis à ceux-ci, tout au moins à une partie d'entre eux, de s'interroger sur l'opportunité d'utiliser le système britannique SEAQ International (Securities Exchange Automated Quotation System), concurrent du système CAC (Cotation assistée en continu) pour certaines valeurs françaises, permettant, entre

autres, de traiter discrètement, grâce à l'opacité offerte par SEAQ, les blocs d'actions.

Cette interrogation intervient à un moment où la commission Bact, mandatée par le conseil des Bourses de valeurs, doit rendre son rapport sur le marché des blocs de titres à Paris. Un responsable de la Société des Bourses françaises, interrogé par Reuters, précisait d'ailleurs que le choix des grands intervenants français représentés au sein de la commission Bact (AXA, GAN, Société générale, Cholet-Dupont, Caisse des dépôts, Bact-Warburg, entre autres) semblait s'orienter vers un système français de négociation de blocs de titres mieux adapté que SEAQ International. Qui l'emportera du gain de transparence du système français face à l'opacité du système britannique ?

Total en redette

Du côté des valeurs, la semaine aura été ponctuée, comme à l'accoutumée, de rumeurs plus ou moins fondées qui auront permis à certains titres d'émerger momentanément de la masse. Ce fut, par exemple, mercredi, le cas du Printemps, où l'arrivée devant les feux de la scène d'un nouveau postulant à la reprise du groupe de distribution - M. Jean-Charles Naouri et son groupe Euris en l'occurrence - permit au titre de s'inscrire en tête des plus fortes hausses de la séance. Après la distribution, l'agroalimentaire. Jeudi, Rémy et Associés et Pavis (Prestige associé des vins et spiritueux) - dont les conseils d'ad-

ministration viennent d'approuver la fusion des deux entités dans un nouvel ensemble qui s'appellera Rémy Cointreau - chutait de 15,56 % (le mouvement devait d'ailleurs se poursuivre le lendemain avec un nouveau recul de 7,9 %). De source boursière, on expliquait que les intervenants avaient été surpris par cette fusion dont les modalités exactes n'ont toujours pas été précisées. Il semblerait que la parité retenue (un titre Rémy et Associés pour un Rémy Cointreau, un titre Pavis pour un Rémy Cointreau) favorise particulièrement les actionnaires majoritaires au détriment des minoritaires. Outre ce traitement de faveur, les analystes estiment que le résultat par action du nouvel ensemble devrait être fortement revu à la baisse, si on le compare à celui de Rémy et Associés, d'où ces dégagements massifs.

La dernière séance de la semaine couronna Total. Des rumeurs selon lesquelles le champ pétrolifère découvert en Colombie (le Monde du 5 octobre), dans lequel le groupe français possède des intérêts à hauteur de 40 %, aurait une capacité largement supérieure à ce qui était initialement prévu, ont dynamisé le titre d'une façon sensible. Au terme des échanges, l'action a gagné 5,1 % pour un volume non négligeable de 773 000 titres représentant pratiquement le tiers des transactions effectuées au cours de la séance. Dernière information : Total remplacera Arjomani, dans le calcul de l'indice CAC 40 à dater du 2 décembre prochain. Et cela, ce n'est pas une rumeur.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Déception

INDICE DOW JONES
- 0,35 %

Le petit air guilleret qu'affichait Wall Street, la semaine précédente, a laissé place à la déception. Les adjudications trimestrielles du Trésor américain, l'assouplissement attendu de la politique de crédit de la Réserve fédérale et les incertitudes sur l'état de santé de l'économie ont déprimé la tendance tout au long de la semaine qui vient de s'écouler. Ainsi, d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a cédé 10,74 points à 3 045,61, soit un recul de 0,35 %.

Le programme de refinancement trimestriel du gouvernement américain, qui a forcé le marché à observer une certaine réserve de mardi à jeudi, a produit des résultats mitigés, les adjudications des bons à trois ans recevant un mauvais accueil tandis que celles des bons à 30 ans ont été caractérisées par une participation très satisfaisante.

La baisse, décidée par la Réserve fédérale (Fed) mercredi 6 novembre, d'un demi-point du taux d'escompte, le ramenant ainsi à 4,5 %, suivie immédiatement par celle du *prime rate* à 7,5 % contre 8 %, n'a pas provoqué de réaction particulière à Wall Street. Cet assouplissement, largement anticipé, a toutefois permis de mettre un terme au recul que

connaissait la place depuis trois séances.

La grande question maintenant reste de savoir si cette baisse des taux va être suffisante pour relancer la machine économique américaine, ce dont de nombreux analystes doutent : « Tant que le public est convaincu que nous ne sommes pas sortis de la récession, je ne pense pas que la baisse des taux va avoir beaucoup d'influence dans l'immédiat », a souligné M. Eusebio Ketchum, président de la Meridian Bank de Pennsylvania.

Indice Dow Jones du 8 octobre : 3 045,61 (c. 3056,35).

	Cours 1 ^{er} nov.	Cours 8 nov.
Alcoa	63	62 7/8
AT&T	38 5/8	38 1/8
Boeing	49 5/8	48 3/8
Chase Man. Bank	18 7/8	18 3/8
De Post de New York	46 1/2	47 3/4
Eastman Kodak	44 7/8	44 1/8
Exxon	60 1/2	60 1/8
Ford	27 1/4	26 1/8
General Electric	68 3/8	68 3/4
General Motors	34 1/2	34
Goodyear	49 5/8	49 1/8
IBM	98 1/4	100 1/4
ITT	56 3/8	55 1/4
Mobil Oil	70 1/2	69 5/8
Pfizer	71 5/8	69
Schlumberger	68 5/8	69 1/4
Tesco	65 1/8	64 1/8
UAL Corp. (en Allegheny)	129 1/4	126
Union Carbide	19 3/4	20
United Tech.	48 3/4	50
Westinghouse	17 3/8	17 1/4
Xerox Corp.	65 7/8	64 5/8

TOKYO

Baisse dans le vide

INDICE NIKKEI
- 2,2 %

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse sensible une semaine léthargique, réduite à quatre jours pour cause de fête nationale. D'un vendredi sur l'autre, l'indice Nikkei a ainsi abandonné 537,75 points à 24 486,49, soit un recul pour la semaine de 2,2 %. Beaucoup d'investisseurs sont restés en retrait du marché, adoptant une position attentiste. Du coup, le volume quotidien des transactions a chuté pour s'établir en moyenne à 238,8 millions de titres échangés contre 315,4 millions de titres au cours de la semaine précédente.

Après avoir fêté la culture, le Kabuto-cho a rouvert ses portes mardi 5 novembre. Faux départ. À l'issue de la séance, l'indicateur de la place nipponne abandonnait 0,37 %. Le marché a continué à céder du terrain mercredi et jeudi, principalement à cause de ventes de titres liées à l'indice. Mercredi, le Nikkei perdait 0,8 % et jeudi 1,23 %. Le marché tentait toutefois de se ressaisir vendredi,

gagnant 200 points dès les premiers échanges, mais il succombait sous les coups des prises de bénéfices. Le Nikkei réussissait toutefois à terminer la journée avec un gain minime de 0,16 %.

Selon les observateurs, la Bourse restera ainsi un sommeil jusqu'au jour où la Banque du Japon basculera officiellement son taux d'escompte. La décision devrait vraisemblablement intervenir vendredi 15 novembre, après le retour du gouverneur de la Banque centrale, M. Yasushi Mieno, de la réunion mensuelle de la Banque des règlements internationaux à Bâle.

Indices du 8 novembre : Nikkei, 24 486,49 (c. 25 044,24) ; Topix, 1 846,81 (c. 1 881,76).

	Cours 1 ^{er} nov.	Cours 8 nov.
Akai	1 150	1 060
BridgeStone	1 150	1 150
Canon	1 470	1 430
Fuji Bank	2 850	2 770
Honda Motors	1 530	1 520
Matsushita Electric	1 560	1 530
Mitsubishi Heavy	1 730	1 712
Sony Corp.	5 160	5 000
Toyota Motors	1 600	1 570

LONDRES

Progression marginale + 0,38 %

La dernière séance de la semaine a permis au Stock Exchange de terminer celle-ci sur une note positive.

D'un vendredi à l'autre, l'indice Footsie des cent grandes valeurs aura gagné 9,5 points, soit une hausse modérée de 0,38 %.

La disparition de Robert Maxwell, à en un net retentissement. Les valeurs du groupe, après avoir été suspendues pendant quarante-huit heures, ont réagi différemment à la reprise des cotations. Mirror Group Newspapers (MGN) a gagné du terrain tandis que Maxwell Communication Corporation a continué de fléchir, affecté par des inquiétudes liées au poids de l'endettement.

Indices « FT » du 8 novembre : 100 valeurs, 2 559 (c. 2 549,5) ; 30 valeurs, 1 975,5 (c. 1 952,7) ; mines d'or, 148,9 (c. 172,6) ; fonds d'Etat, 87,26 (86,56).

	Cours 1 ^{er} nov.	Cours 8 nov.
Bovater	6,85	6,84
BP	3,28	3,32
Charter	5,27	5,35
Courtauld	4,69	4,66
De Beers	17,28	17,62
Glaxo	7,85	7,81
GUS	19,50	19,75
ICI	12,57	12,42
Reuters	9,70	9,65
Shell	5,07	5,17
Unilever	7,95	8,35
Vickers	1,49	1,58

FRANCFORT

Belle fin de semaine + 2,1 %

En une seule séance, celle de vendredi 8 novembre, la Bourse de Francfort a rattrapé plus d'un mois de déprime, et le DAX a terminé la semaine en cassant à la hausse le seuil de résistance des 1 600 points, ce qu'il n'avait pas réalisé depuis le 4 octobre dernier. L'indice de référence a ainsi clôturé vendredi à 1 606,22 points.

La tendance a été euphorique vendredi avec une vague d'achats consécutive à l'annonce d'une réforme de la fiscalité qui allègerait les revenus sur intérêts contrairement aux craintes initiales des opérateurs. Mais, hormis vendredi où la cote a été tirée par ces nouvelles dans des volumes importants, le reste de la semaine a été caractérisé par le scepticisme et la morosité.

Indices du 8 novembre : DAX, 1 606,22 (c. 1 573,55) ; Commerzbank, 1 861,50 (c. 1 827).

	Cours 1 ^{er} nov.	Cours 8 nov.
ABG	195	198
BASF	235,60	236,40
Bayern	280	286,10
Commerzbank	247,80	252
Deutschebank	648,90	670
Hochst	228,50	234,50
Karstadt	613	638
Mannesmann	257	257
Siemens	608,50	623,70
Volkswagen	326,60	324

Alimentation

	8-11-91	Diff.
Béghin-Say	612	+ 16
Bouygues	2 665	+ 60
BSN	979	inch.
Carrefour	2 098	- 2
Casino, G. Per.	1 555,50	- 0,70
Guyenne-Gasc.	1 372	+ 20
LYM	4 368	+ 8
Olipar	192	+ 4,10
Pernod-Ricard	1 236	+ 45
Promodès	2 675	+ 65
Salm-Louis	1 273	+ 2
Soupe Perrier	1 301	+ 8
Nestlé	32 600	- 490

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	8-11-91	Diff.
AGF	482,50	- 5,50
AXA (excl. le Mid.)	922	+ 4
Ind. L'Equipe	111	+ 1
Banque Paribas	514	+ 6
Cedex	655	+ 2
CEP	1 687,70	+ 0,10
CFP	1 003	+ 5
Changé	330	+ 20
Changé	1 000	+ 8
CFP	2 655,50	- 5,20
Fininvest	1 399	- 52
GIV	1 798	+ 17
Luxemb.	741	+ 11
Mollard Bank	72,50	- 1,90
Paribas	410,50	- 6,30
Schindler	695	inch.
Société générale	454	- 6,38
Sovac	762	+ 13
Suez (excl. le Mid.)	309,50	- 4,50
UAP	510	+ 5

Valeurs diverses

	8-11-91	Diff.
Accor	730	- 13
Air liquide	666	- 6
Arjomani	2 259	- 96
Bic	694	- 14
Bn	325,20	- 9,80
CGIP	986	- 23
Club Med	424	- 9,50
Eurol	331,10	+ 1,10
Eurol	136	+ 1,20
Europe 1	977	+ 17
Euroland	42,05	- 1,45
Groupe C&D	462	- 12,80
Hachette	180	+ 11,90
Havas	474,80	+ 0,50
Marine Wende	298	- 5,50
Navigant	1 250	+ 15
Nord-Est	105,30	+ 4,80
L'Oréal	688	+ 6
Saint-Gobain	438,50	- 19,40
Sanofi	1 017	- 4
Sinclair	1 239,10	+ 0,60
Sks Rougion	815	+ 35

Mines d'or, diamants

	8-11-91	Diff.
Anglo-American	224,90	+ 5,40
Amgold	nc	-
Bul. Gold M.	62,30	- 2,60
De Beers (II)	174,80	+ 2,05
Drief. Cons.	62,20	- 5,30
Genetec	23,20	- 0,80
Harmony	33,70	- 1,35
Randfontein	23,80	- 2,25
Sainte-Hélène	39	- 2,40
Western Deep	195	- 20

(1) Coupon de 1,35 F.

Bâtiment, travaux publics

	8-11-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 640	- 25
Bouygues	589	+ 8
Ciments français	2 685,50	+ 9
DTM	386	- 2,10
Immob. Phénix	1 661	+ 4,10
J. Lefebvre	861	+ 27
Hochtief	973	+ 20
Lafarge-Coppée	326,50	- 5
Poliet	408	- 35
SCEB	238	+ 1

Produits chimiques

	8-11-91	Diff.
Inst. Métrieux	4 430	+ 1
Roussel-Uclaf	1 845	+ 5
Synthelabo	952	+ 17
BASF	813	+ 15
Bayer	973	+ 14
Hoechst	803	+ 20
Imp. Chemical	1 212,50	- 5
Norsk Hydro	141,60	- 0,50

Filatures, textiles

	8-11-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 119	+ 68
BOV	755	+ 10
Daurat	2 395	+ 200
DMC	320	+ 18
Fininvest	1 515	+ 60
Novo Telle	433,10	- 13,90
Printemps	878	+ 53
La Redoute	5 150	+ 177
SIFA	24,80	- 1,35

Matériel électrique

	8-11-91	Diff.
Alcatel-Matrom	616	- 1
CSE	206	- 4
Général des aux.	2 395	- 25
Inter technique	710	- 80
Labinal	780	+ 28
Logrand	3 899	- 49
Lyon. des aux.	528	- 2
Matra	174	- 4,10
Merlin-Gérin	536	+ 4
Moulinex	153	+ 6
Radisachem	139	+ 5
SFB	1 739	+ 14
Sect. Aviation	248,20	- 17,80
Thomson-CSF	151,40	+ 1,90
IRM	569	- 4
ITT	310,70	- 19,30
Schubert	392,30	- 8,80
Siemens	2 122	+ 22

Métallurgie, construction mécanique

	8-11-91	Diff.
Alap.	350	+ 5
Dassault Aviation	351	+ 14
De Dietrich	1 305	- 30
Fives-Lille	332	- 6
Penhoët	620	- 1
Peugeot	616	- 1
SAGEM	1 664	+ 29
Strat.	745	- 9
Valco	573	- 10
Vallourec	303,20	- 1,80

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 novembre 1991

Nombre de contrats : 101 397

	ÉCHÉANCES				
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92	
Premier	107,10	107,16	107,48	-	-
+ haut	107,34	107,36	107,56	-	-
+ bas	107,04	107,14	107,48	-	-
Dernier	107,24	107,30	107,56	-	-
Compensation	107,24	107,28	107,60	107,42	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	31-10-91	4-11-91	5-11-91	6-11-91	7-11-91
RM	3 481 088	2 835 327	3 141 337	2 732 871	2 551 192
Compt. R. et obl.	6 469 977	6 649 043	5 393 391	5 080 637	6 267 972
Actions	193 305	84 795	113 410	240 720	244 170
Total	10 144 370	9 569 165	8 650 138	7 804 508	

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Des projets trop ambitieux

Depuis plus d'un an, de grands espoirs sont entretenus sur le marché international des capitaux qui, à en croire certains, pourrait accueillir une nouvelle catégorie d'emprunteurs de choix : les collectivités locales françaises. Les débiteurs de qualité se faisant rares, une telle perspective a tout pour plaire. Les principaux investisseurs ne demandent qu'à diversifier leurs placements, et l'arrivée des régions, des départements ou même des villes serait bienvenue.

Une grande publicité a été donnée à cette éventualité, que des arguments de toute sorte ont servi à justifier. Depuis la fin de l'année dernière jusqu'à il y a quelques semaines, certains évoquaient le rôle de pionniers qu'allaient jouer les collectivités locales françaises dans le cadre de la politique de développement régional en Europe. On cite à cet égard le rapport Delors et la libéralisation des marchés financiers dans notre continent. Une émancipation des collectivités locales semblait souhaitable. Et, de toute façon, ajoutaient ces commentateurs, le mouvement était inéluctable, puisqu'il s'inscrivait dans un vaste courant tendant à supprimer les intermédiaires et à mettre en relation le plus directement possible les parties intéressées, en l'occurrence les emprunteurs et les bailleurs de fonds.

Le tout a paru prendre une tournure précise lorsque une des principales sociétés d'évaluation de crédit, Moody's, a annoncé qu'elle accordait sa meilleure note aux emprunts internationaux que pourraient lancer la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le département des Alpes-Maritimes.

Le mois dernier encore, certains croyaient au lancement imminent à New-York, où aucune collectivité locale française ne s'était jamais aventurée, d'un emprunt de type yankee (c'est-à-dire ouvert outre-Atlantique par un débiteur étranger) pour le compte de la Provence. Ce plan a été déjoué, et il est probable qu'aucune opération de ce genre ne verra le jour prochainement. Sa seule justification serait d'attirer l'attention sur une région donnée. Mais, sur le plan économique,

il n'y a aucune raison, pour une collectivité locale, de se montrer aussi ambitieuse. Globalement, on estime à tout au plus 4 ou 5 milliards de francs par an le montant des emprunts que les départements et les régions françaises pourraient contracter sous leur propre nom ou sous celui d'un organisme dont ils garantiraient les obligations. Ce volume se compare à celui de 50 à 60 milliards qui représente l'ensemble des prêts octroyés chaque année aux collectivités locales par des établissements financiers. Pris individuellement, chacun de ces départements ou chacune de ces régions, s'ils s'adressaient directement aux souscripteurs, ne pourrait faire que pour quelques centaines de millions de francs par an, au maximum. Les collectivités locales sont en effet contraintes de limiter leurs appels aux marchés à leurs besoins réels au moment de leur emprunt, car elles n'ont pas la liberté de gérer comme elles l'entendent leur propre trésorerie. Elles ne peuvent pas prendre d'avance. Tout excédent serait placé auprès de l'Etat, sur un compte non rémunéré.

Pas d'emprunt yankee

Pour les collectivités locales, il reste que, sur l'euro-marché des capitaux comme sur celui de New-York, l'équivalent de quelques centaines de millions de francs est un montant trop faible. La tentation est de plus en plus de privilégier les très grandes opérations. Les autres sont négligées, car trop peu importantes pour que les investisseurs soient assurés que les titres seront aisément négociables. Pour remédier à cet inconvénient, certains spécialistes envisagent de regrouper les projets des collectivités qui souhaitent lever des fonds et de faire apparaître comme débiteur un organisme central. Une autre possibilité serait de placer les titres de façon privée auprès de quelques investisseurs français ou étrangers. Des affaires de ce genre se concluent dans la discrétion, et leurs conditions ne sont que rarement dévoilées. Enfin, on envisage également la mise en place d'un organisme central, comme ceux du franc luxembourgeois ou, surtout, du franc

suiss. Ces marchés ont sur d'autres l'avantage d'accepter de petites transactions pour le compte de débiteurs étrangers. Les souscripteurs locaux attachent assez peu d'importance à la liquidité des titres. C'est d'ailleurs en francs suisses qu'est libellée la seule opération obligataire conçue qui ait été émise, cette année et dont le bénéficiaire est un organisme départemental français. Il s'agit d'un emprunt de dix ans de durée qui a vu le jour cet été pour un montant de 25 millions de francs suisses, soit une centaine de millions de francs français. Le débiteur est l'Office économique d'aménagement et de construction de la Haute-Savoie, département qui garantit les obligations. Dirigée par la Banque Pictet, l'affaire s'est effectuée à très bon compte pour le débiteur, qui n'aura à verser qu'un intérêt de 6,75 % l'an jusqu'à l'échéance.

A part quelques modestes émissions de ce genre et une ou deux opérations de dimension restreinte sur le marché national des emprunts français, les collectivités locales devraient ces prochains mois continuer de se procurer l'essentiel des ressources dont elles ont besoin auprès d'établissements financiers. Le plus important est le Crédit local de France, dont la part du marché est de l'ordre de 40 %. Mais la concurrence joue : d'autres banques sont actives en ce domaine, et les destinataires sont assurés de bénéficier de conditions favorables. L'heure n'est en tout cas pas à la « désintermédiation » et elle ne sera pas, longtemps, que les collectivités locales demeurent soumises à de pesantes contraintes administratives et de gestion.

Ajoutons que les maisons américaines d'évaluation de crédit divergent quelque peu dans leur jugement. Standard and Poor's est plus sévère que Moody's et se refuse à attribuer sa meilleure note à la dette du département des Alpes-Maritimes et de la région Provence. Malgré cela, plusieurs autres collectivités locales ont demandé à ces deux sociétés d'apprecier la qualité de leur crédit, espérant que leur note sera suffisamment bonne pour faire diminuer le coût des prêts que leur consentent les banques.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le mark au-dessus de tout

Cette semaine, le mark s'est montré très vigoureux vis-à-vis de toutes les monnaies, le dollar d'abord, déprimé par la nouvelle baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis, mais aussi les monnaies européennes, notamment le franc français et la lire italienne.

Déjà affectée, à la fin de la semaine dernière, par l'augmentation du chômage outre-Atlantique, par l'absence de reprise de l'économie et les signes de diminution du taux d'intérêt à court terme, la devise américaine a subi un nouveau coup avec le taux d'escompte, qui la ramena aux alentours de 1,6250 deuschemark (DM) à 1,6250 DM, avant de se relever un peu en fin de semaine à 1,6475, en net recul, toutefois, d'un vendredi à l'autre. Les investisseurs se demandent, néanmoins, si

l'enfoncement du seuil des 1,6250 DM ne conduirait pas le dollar à 1,60 DM, et peut-être moins. Le mark, soutenu par les rumeurs d'un nouveau relèvement des taux directeurs de la Bundesbank, s'est légèrement affaibli après que, le jeudi 7 novembre, la banque centrale allemande eut confirmé le *status quo*. Dans l'intervalle, son cours à Paris a battu un record historique jeudi en fin de matinée, à plus de 3,42 francs, non loin de son plafond de 3,4305 francs, avant de céder du terrain à 3,4160 francs, après des interventions de la Banque de France plus importantes que les jours précédents.

Les autorités monétaires françaises ne sont pas trop préoccupées par cette poussée du mark, assez paradoxale si on tient compte de la situation actuelle de la RFA, peu satisfai-

sante aux yeux de la Bundesbank : inflation, dérapage des salaires, déficit budgétaire important. De toute façon, il faudra s'habituer au fait que le cours du mark à Paris doive s'établir, actuellement, entre 3,41 francs et 3,42 francs, le franc n'étant plus défendu par des taux d'intérêt plus élevés à Paris qu'à Francfort. Toutefois la situation inconfortable de notre monnaie, que la spéculation n'a nulle chance de pousser à la dévaluation, risque de durer jusqu'au printemps 1992, en fonction de la conjoncture en RFA.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1^{er} NOVEMBRE AU 8 NOVEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.M.	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7670	-	17,7683	68,7757	68,6980	1,5471	53,8502	0,0087
Paris	1,7390	-	17,5764	67,9869	68,7014	1,5993	52,9441	0,0777
Amsterdam	9,9211	1,0000	20,7700	80,6700	80,6700	1,6000	36,3336	0,5629
Zurich	2,5634	1,4540	25,8351	88,2549	88,2549	1,5952	78,283	1,1744
Bruxelles	2,5580	1,4710	25,7077	87,8598	87,8598	1,5952	77,9544	1,1730
Frankfurt	2,9045	1,4745	29,2732	113,3081	-	1,5855	86,7183	1,3397
Bruxelles	2,9128	1,4750	29,2729	113,3084	-	1,5854	86,7652	1,3357
Amsterdam	30,8185	33,93	6,8287	23,3356	30,5948	-	18,2714	2,7497
Bruxelles	30,9781	34,49	6,8276	23,4466	30,8010	-	18,2778	2,7503
Amsterdam	1,738	1,8570	12,9957	1,2771	112,7163	5,6730	-	1,5080
Amsterdam	1,5474	1,8870	22,129	1,3871	112,4607	5,6711	-	1,5047
Milan	2182,594	1,230	218,9715	851,4442	791,4415	36,3688	666,666	-
Milan	2180,796	1,234	218,1541	852,4813	788,656	36,3383	664,546	-
Tokyo	229,3663	130,10	23,1165	89,4773	78,9681	3,8343	79,0892	0,1050
Tokyo	227,882	130,10	23,1153	89,1230	78,2656	3,8011	66,4783	0,1045

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 novembre, 4,3259 F contre 4,3646 F le jeudi 31 octobre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Jusqu'où baisseront les taux aux Etats-Unis ?

En réduisant de 5 % à 4,50 % son taux d'escompte, au plus bas depuis 1973, ce qui a permis de ramener de 5 % à 4,75 % le foyer de l'agent à court terme, la Réserve fédérale des Etats-Unis a donné la mesure de son inquiétude devant la mollesse, pour ne pas dire plus, de la reprise de l'économie américaine ; certains analystes redoutent même un nouvel affaiblissement. L'abaissement à 7,50 % contre 8 % du taux de base des banques pour-à-il enrayer la contraction du crédit (*credit crunch*), attribué moins aux réserves des prêteurs qu'au peu d'enthousiasme des emprunteurs ? La réponse est incertaine.

En tout cas, ce nouveau recul des taux d'intérêt américains n'a guère influencé les marchés européens, dominés par l'obsédante préoccupation allemande et préoccupés par les avertissements des dirigeants de la Bundesbank, qui soufflent le chaud et le froid mais soulignent, à l'envi, que « l'Allemagne ne se conduit pas aussi bien qu'elle le devrait ». Notamment en matière de salaires, l'augmentation de 6,7 %, contre 6 % l'an dernier, consentie par Volkswagen étant douloureusement ressentie par la banque centrale, qui affirmait, en juin, ne pas vouloir supporter de majoration supérieure à 5 %, après les 7 % généralement accordés pour 1991.

La menace d'un nouveau relèvement des taux directeurs de la Bundesbank, peu vraisemblable avant la fin de l'année, et ce regain de tension sur le foyer de l'agent à jour le jour, qui a repoussé le niveau de 9 % à 9,38 %, au-dessus du taux au jour le jour allemand, 9,05 %, n'ont guère impressionné le MATIF. Le cours de l'échéance décembre, après un fléchissement à 106,80 F, s'est redressé à 107,25 F, contre 107,10 F huit jours auparavant. Le rendement de l'OAT à dix ans est revenu à 8,70 %, son écart avec celui du Bund allemand à dix ans se maintenant à 0,50-0,55 %. Cette stabilité sur les taux de longue durée, véritable « équilibre » en la matière, montre qu'à Paris on n'est inquiet ni sur le franc ni sur les effets d'une nouvelle tension outre-Rhin.

Sur le marché obligataire, les émissions nouvelles ont bénéficié, en fin de semaine, de la nette amélioration du climat sur le MATIF, précédemment évoquée. Tout d'abord, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT) s'est effectuée dans d'assez bonnes conditions, avec une baisse des rendements offerts : 8,80 % contre 8,83 % le 3 octobre 1991 pour la ligne à dix ans (2001), à hauteur de 4,2 milliards de francs, et 8,88 % contre 9,03 % le 5 septembre 1991 pour la ligne à trente ans (2019) à hauteur de 2,25 milliards de francs.

Ensuite, l'emprunt de 1,5 milliard de francs, en deux tranches, un peu plus de neuf ans et quinze ans, lancé par Finansard pour le compte des sociétés de développement régional

(SDR) s'est bien placé sous l'égide de la Société générale, en dépit de son taux nominal assez bas (9 %) : la garantie inconditionnelle de l'Etat, toutefois, constitue toujours un « plus » aux yeux des investisseurs. Des précisions intéressantes sur les achats étrangers de titres de l'Etat français ont été données par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, à l'occasion d'un séminaire de présentation de ces mêmes titres d'Etat à des investisseurs non-résidents. Comme on s'en doutait, et comme le phénomène avait été relevé dans ces colonnes, les placements nets des non-résidents ont fortement diminué depuis le début de l'année, revenant à 23,2 milliards de francs au premier semestre 1991 et à 30 à 40 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'année. On voit que l'investissement étranger en France, et l'ensemble de l'année 1990, 107 milliards de francs en 1989 et 16,7 milliards de francs en 1988.

Le triple A pour France Télécom

En ce qui concerne les seules OAT, les achats nets des étrangers sont tombés à 6,1 milliards sur les six premiers mois de 1991, contre 56,1 milliards de francs pour l'ensemble de 1990 et 64,7 milliards de francs en 1989, le solde des achats globaux s'étant effectué en bons du Trésor (BT et BTAN). Pour M. Trichet, « cette évolution est assez normale car notre marché ne bénéficie pas de l'effet de nouveauté » : nous entrons peut-être dans une phase de maturité. Celui-ci a rappelé l'envoie de ces deux dernières années et a estimé que le ralentissement observé cette année ne correspondait pas à un sentiment de défiance à l'égard de l'économie française.

Ces propos rassurants doivent toutefois être nuancés. Pendant les premiers mois de 1991, les étrangers, Salomon Brothers et autres, avaient effectué des achats massifs d'OAT en prévision d'une baisse des rendements et d'une hausse des cours, la valorisation des titres en Bourse atteignant 7 % en quatre mois. Puis ces mêmes étrangers ont revendu une bonne partie (plusieurs dizaines de milliards de francs) après la nomination de M^{me} Edith Cresson au poste de premier ministre. Ils ont été un peu interloqués par les propos de la nouvelle occupante de l'hôtel Matignon et restent prudents.

Selon M^{me} Ariane Obolensky, chef du service des affaires monétaires et financières au Trésor, le ralentissement des acquisitions des non-résidents a été compensé par des achats d'investisseurs domestiques, notamment sur les OAT, afin d'alléger la durée de leurs investissements.

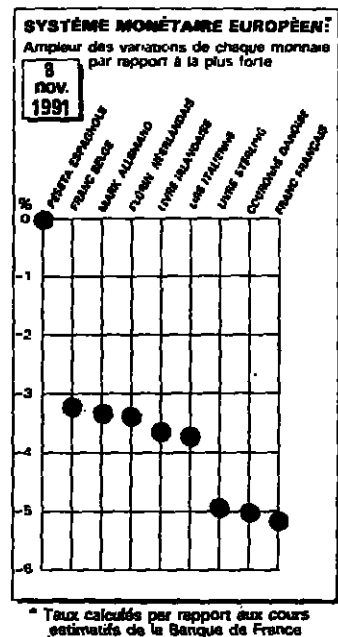
En tout cas, au 30 juin 1991, l'en-cours cumulé des valeurs de l'Etat français détenues par des non-résidents atteignait 292,5 milliards de francs, contre 269,3 milliards de francs fin 1990 et 31,7 milliards de francs fin 1987.

Fort de son nouveau statut d'exploitant de droit public bénéficiant de l'autonomie financière, France Télécom a obtenu cette semaine de deux grandes agences mondiales de notation, Moody's et Standard and Poor's (avec l'ADEP), la prestigieuse note AAA, le triple A réservé aux meilleures signatures et qui est distribué assez parcimonieusement dans le monde : en France, jusqu'à présent, les seuls titulaires dans les institutions financières étaient la Caisse des dépôts, le Crédit local de France et la Caisse autonome de refinancement (pour les deux agences simultanément). L'argumentation de Moody's est intéressante : elle se fonde sur le rôle stratégique de France Télécom en tant que seul fournisseur de services publics téléphoniques grand public dans l'Hexagone, sur ses liens étroits avec l'Etat, bien que ce dernier n'accorde pas sa garantie. De plus, France Télécom, en tant qu'« exploitant public », ne peut pas être déclaré en cessation de paiement, selon la loi française. Enfin, l'établissement est installé sur un secteur où la demande est élevée et la progression des activités très satisfaisante : son chiffre d'affaires (103 milliards de francs en 1990) augmentera de 7 % en 1991.

En fait, si France Télécom n'obtenait pas le triple A, on se demanderait l'obstacle. Reste à réduire l'endettement de cet organisme, assez important avec 120,7 milliards de francs, dont le service (les intérêts) représente 11 % du chiffre d'affaires, contre 4 % à 5 % pour les Anglo-Saxons et les Japonais : le projet est de le ramener à leur niveau. Pour l'instant, France Télécom emprunte pour rembourser ses emprunts (10 milliards de francs par an), et compte sur le développement de ses activités pour diminuer sa dette, prévue à 5 milliards de francs en 1993 et à 10 milliards de francs en 1994, année à partir de laquelle l'Etat transformera son prêt-lèvement de 14,5 milliards de francs en impôts sur les sociétés et en dividendes. En attendant, l'établissement emprunte 6 à 8 milliards de francs par an sur le marché français, sans oublier le marché de l'eurofranc, où la Caisse nationale des télécommunications (CNT), dont il a pris la suite, occupait le premier rang, avec 5,7 milliards de francs. Gageons qu'avec son triple A France Télécom n'aura pas de mal à séduire les investisseurs étrangers.

Triple A, également, de Standard and Poor's-ADEP pour les émissions obligataires de la Poste, pour des raisons analogues à celles mises en avant pour France Télécom : nouveau statut d'exploitant autonome de droit public, lien privilégié avec l'Etat, monopole de distribution des lettres et rôle de collecteur d'épargne dans ce cas précis, sans oublier l'amélioration des résultats financiers, fortement dégradés auparavant.

FRANÇOIS RENARD



MATIÈRES PREMIÈRES

La fièvre du cobalt

Les prix du cobalt ont brusquement flambé en milieu de semaine, passant de 24 dollars à 30 dollars (de 134 à 168 francs) la livre, le marché réagissant à l'annonce de la suspension de ses ventes par la firme zambienne Gécamines, premier producteur mondial de ce métal stratégique.

Si les autorités de la société minière ont tenu mercredi 6 novembre des propos rassurants, indiquant que la production se poursuivait normalement (à un rythme mensuel de 4 000 à 4 500 tonnes pour le cobalt, et 35 000 tonnes pour le cuivre), il reste que l'écroulement de la marchandise est pour l'instant suspendu. Et ce ne sont pas les stocks dont dispose Gécamines en Europe (à Anvers) et en Afrique du Sud qui suffiront à satisfaire les consommateurs. Les réserves de ces derniers devraient leur permettre de tenir jusqu'à la fin de l'année. Ensuite, ils devront impérativement se réapprovisionner.

Le cobalt figure encore aujourd'hui dans la courte liste des métaux stratégiques, par son emploi dans les alliages et superalliages destinés à l'aéronautique et à la fabrication de missiles. On l'utilise dans les aubes de turboréacteurs, dans les turbines à gaz, dans la production d'aimants et

d'outils de coupe, et sous forme de poudre ou d'oxyde dans les peintures, le verre, la céramique et les pneumatiques. Le cobalt sert aussi de catalyseur dans les procédés d'hydrogénation et de désulfuration du pétrole. Le caractère sensible de ce métal est accru par la distribution géographique de l'offre et de la demande. La production est en effet concentrée dans les pays du tiers-monde. Avec une extraction annuelle (en temps normal) de 10 000 tonnes, le Zaïre compte pour 38 % de l'offre, ce qui le situe au premier rang mondial, devant son voisin zambien (19 %). Les bouleversements politiques récents intervenus en Zambie ajoutent d'ailleurs à la tension du marché, les opérateurs s'interrogeant sur la stratégie commerciale des nouveaux dirigeants. Quant au troisième producteur mondial, il s'agit de l'URSS, avec 19 % de l'offre. Autant dire que le désordre économique régnant à Moscou et dans les Républiques n'est pas de nature à reconforter les acheteurs de cobalt.

La consommation de cobalt est de son côté concentrée dans les principaux pays industrialisés puisque les Etats-Unis représentent 32 % de la demande, l'Europe de l'Ouest 31 % et le Japon 16 %. On se retrouve ainsi dans un schéma Nord-Sud comme toute assez peu fréquent sur les marchés de matières premières, si on exclut les denrées tropicales et quelques autres métaux (comme l'étain et, à un degré moindre, le cuivre).

La dégradation de la situation minière zairoise tient pour l'essentiel au sous-investissement dont a souffert depuis plusieurs années l'appareil productif, le gouvernement ayant dans ce secteur adopté un comportement de renier sans souci de maintenance ni de modernisation. Un laisser-aller qui s'est traduit par l'effondrement des galeries d'une des principales mines au printemps dernier. Depuis lors, des actes de vandalisme et de sabotage ont paralysé certaines installations industrielles (une fonderie de cuivre en particulier), ajoutant à la confusion actuelle. Ces épisodes contribuent à alimenter la hausse des prix du métal rouge, bien que le Zaïre n'assure plus à présent que 6 % de la production mondiale. Signe renouveau que les marchés sont aussi mis par des considérations fortement psychologiques, même si le cuivre zairois (comme le cobalt) a la réputation

d'être de grande qualité.

Parmi les autres métaux bien orientés ces jours derniers figure le zinc, dont les prix ont été soutenus par l'annonce d'une grève d'un jour, jeudi 7 novembre, à la mine de zinc et de plomb de Mount Isa à Queensland, en Australie. Deux jours plus tôt, les prix avaient franchi la barre des 1 000 dollars la tonne après que le grand producteur canadien Cominco eut manifesté son intention de réduire l'activité de son unité de Trail, en Colombie britannique, en raison de la faiblesse de la demande. Les installations de Cominco ne devraient plus fonctionner qu'à 90 % de leurs capacités, et d'autres réductions pourraient intervenir prochainement, si les prix ne se reprennent pas durablement.

ERIC FOTTORINO

Selon l'OCDE

La reprise pourrait être moins vigoureuse que prévu en 1992

La reprise de l'activité économique dans les pays industrialisés pourrait être moins vigoureuse que prévu au cours des prochains mois, en raison de la faiblesse de la conjoncture aux Etats-Unis. Les économistes de l'OCDE s'attendent à présent à un taux de croissance de quelque 2,6 % en 1992 pour l'ensemble des vingt-quatre pays membres, contre 1 % environ cette année, en attendant une remontée à 3 % en 1993.

L'OCDE, qui avait prévu en juin une baisse de 0,2 % du produit national brut (PNB) américain cette année, suivi d'une reprise à 3,1 % l'an prochain, table sur une contraction légèrement plus importante en 1991, et une croissance plus modeste de 2,8 % en 1992. Au Japon, la croissance pourrait atteindre 4,6 % en 1991, contre 5,6 % en 1990. Pour l'an prochain, le taux devrait cependant tomber à 2,5 %. La croissance de l'Allemagne pourrait reculer de 4,5 % en 1990 à 3,5 % cette année.

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

PRODUITS	COURS DU 8-11
Cuivre l.b. (Londres) Trois mois	1 329 (- 23) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 178,5 (- 3,5) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	7 370 (- 120) Dollars/tonne
Soufre (Paris) Décembre	282,50 (- 3,7) Dollars/tonne
Café (Londres) Novembre	565 (+ 50) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	1 197 (- 18) Dollars/tonne
Bé (Chicago) Décembre	351 (- 13,75) Cents/tonne
Mais (Chicago) Décembre	245 (- 9) Cents/tonne
Soy (Chicago) Décembre	588,30 (- 5,60) Dollars, cours

سوق النفط

هنا من اجل

20 • Dimanche 10 - Lundi 11 novembre 1991 •

Le Monde

Malgré la perspective d'accord avec certains syndicats

La Coordination nationale des infirmières veut durcir le mouvement

Poursuite du sit-in devant le ministère de la santé, projet d'« actions-commandos », dès le mardi 12 novembre, comme le blocage de préfectures, de perceptions ou encore de conseils généraux : la Coordination nationale infirmière (CNI) semblait déterminée à durcir le mouvement, au lendemain de la réunion de conclusion, dans la nuit du jeudi au vendredi 8 novembre, entre le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, et les six organisations représentatives (SNCH, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO et CGT), habilitées à signer les protocoles d'accord.

Quatre d'entre elles avaient souligné « les avancées significatives » des trois protocoles et annoncé leur réponse définitive pour le 15 novembre, après consultations de leurs instances. La CGT avait rejeté le protocole et FO avait réservé sa réponse (le Monde du 9 octobre).

Les trois organisations d'infirmières qui participaient aux négociations aux côtés des syndicats représentatifs ont été reçues, dans la journée du 8 novembre, par le ministre de la santé, l'UNASIF (Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmiers de France) a approuvé les termes des trois protocoles. L'Union infirmière France a demandé à consulter ses instances avant de se prononcer de manière définitive le jeudi 14 novembre. Enfin la CNI a dénoncé l'ensemble des protocoles.

Dans un communiqué, la Coordination demande aux syndicats représentatifs « de ne pas signer ce protocole pernicieux sans avoir consulté par référendum national l'ensemble des infirmiers du secteur public, privé, libéral et territorial (...) afin que les infirmières aient enfin droit à la parole ».

Les personnels en grève des hôpitaux de Cochin et Saint-Louis ont rejeté à une très large majorité, au cours d'assemblées générales tenues vendredi 8 novembre, les propositions Durieux. De son côté, le collectif inter-hôpitaux d'Ile-de-France, proche de la fédération CRC (Coordonner, rassembler, construire) et de la CGT-santé, a confirmé son opposition au protocole du ministre. Il appelle les personnels syndiqués et non syndiqués à discuter, le 16 novembre, d'une structuration nationale du mouvement hospitalier.

M. La

Contre l'avis de la communauté francophone

La Commission européenne enjoint la Belgique d'accepter les publicités de TF1

La querelle n'est pas nouvelle : depuis deux ans déjà, TF1, qui est l'une des chaînes les plus regardées de l'autre côté de la frontière, souhaite pouvoir incorporer dans son programme de destination de la Belgique des publicités spécialement destinées à ce marché.

La communauté francophone de Belgique a toujours rejeté cette demande, estimant que la concurrence du « poids lourd » français serait néfaste aux médias belges francophones (le Monde du 21 septembre).

La Commission européenne vient de prendre la défense de TF1, au nom de l'article 59 du traité de Rome, qui prévoit la libre circulation des services dans le Marché commun. La Commission a donc envoyé un « avis motivé » à la communauté francophone, donnant deux mois à la Belgique pour revenir sur son interdiction, et la menaçant, sinon, de poursuites devant la Cour européenne de justice. Mais la communauté francophone de Belgique a déjà annoncé qu'elle ne se plierait pas à cette injonction.

Le congrès des élus chargés des transports urbains

L'effet « Noir » profitera-t-il aux métros et aux bus ?

Le petit monde des transports urbains a connu, du 6 au 8 novembre, à Marseille, un événement de l'importance des onzièmes journées annuelles du GART (Groupement des autorités responsables du transport), organisme qui rassemble, toutes tendances politiques confondues, les élus municipaux, départementaux et régionaux chargés de superviser ce secteur.

Ces élus n'en finissent pas de crier dans le désert, face à un gouvernement sourd et à une opinion publique touchée d'automobile, de prédire que la ville crèverait de thrombose si l'on n'avantageait pas plus les bus, les tramways et les métros. De colloques en congrès, ils répétaient les avantages de ces transports en commun, leur propreté, leur sécurité, leur convivialité et, tous comptes faits, leurs coûts modestes. Rien n'y faisait : le ministre de l'économie continuait, de budget en budget, à ne pas honorer les promesses de son collègue en charge des transports, et la

marée des voitures montait inexorablement, sur les trottoirs et dans les rues et, avec elle, l'hécatombe (3 600 tués en zone urbaine par an).

Et puis, M. Michel Noir, le député et maire de Lyon, a découvert, peut-être un jour d'hiver où la pollution atmosphérique avait obligé à réduire spectaculairement la circulation dans sa ville, que l'usage de la voiture était devenu irrationnel en France et qu'il convenait de jouer la carte du transport en commun. Il l'a dit avec flamme dans ces colonnes (le Monde daté 8-9 septembre). Il l'a redit, le 4 novembre, au président de la République auquel il venait soumettre un plan de huit ans en faveur des bus et des métros pour lequel il demandait un peu de la main des futures privatisations et une surtaxe sur les carburants. Il l'a confirmé aux congressistes du GART éberlués de ce renfort soudain.

Du coup, M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, est revenu en débatte, et l'on dit

les maires de Grenoble et de Toulouse prêts à enfourcher ce thème qui rafraîchirait considérablement les discours de la politique politicienne.

La campagne de publicité du GART - « Pour que ça roule », qui vient de commencer dans la presse et sur les ondes, ne pouvait mieux tomber. Les « grands » élus montent, enfin, aux « petits », selon les vœux de M. Jacques Audette, président du GART et maire de la Rochelle-sur-Yon (Vendée), que le déplacement urbain est devenu assez important pour devenir électoralement porteur.

Mais comme l'a souligné M. Mario Luccardo, maire adjoint de Padoue (Italie), tout n'est pas devenu rose pour autant : « Combien de nos collègues élus sont prêts à affronter l'impopularité des inévitables mesures à prendre à l'encontre de l'automobile ? » Trouver de l'argent supplémentaire, c'est bien ; une véritable politique de circulation serait mieux.

AL. F.

Dans un projet de loi

Le gouvernement néerlandais propose de légaliser l'euthanasie

Près de vingt ans après qu'un tribunal de Leeuwarden (nord-ouest des Pays-Bas) eut donné le signal de la dépenalisation croissante de l'euthanasie, en ne condamnant qu'à une peine de prison avec sursis un médecin ayant abrégé la vie de sa mère qui l'implorait, le gouvernement néerlandais a annoncé, vendredi 8 novembre, le dépôt d'un projet de loi légalisant la pratique de la « mort douce ».

AMSTERDAM

de notre correspondant

Principe de base du texte, dont l'adoption parlementaire semble acquise dans la mesure où il a déjà été négocié avec les partis chrétiens, démocrates et travaillistes de la coalition au pouvoir : tout médecin, secouriste libéral et hospitalier confondus, qui aura « administré »

l'euthanasie en respectant un certain nombre de conditions (souffrance intolérable du malade, expression libre et répétée par ce dernier de sa volonté de mourir, consultation d'un collègue et qui aura dûment informé de son geste les autorités sanitaires, ne sera pas poursuivi devant les tribunaux.

La règle ne sera donc plus celle d'une interdiction absolue de l'euthanasie, comme le prévoit actuellement le code pénal néerlandais, mais celle de son autorisation conditionnelle. Ce revirement n'en est qu'un en apparence : la loi, dans son esprit, sinon dans son texte, va en effet être simplement mise en conformité avec la jurisprudence de plus en plus libérale développée au cours des dernières années par les magistrats.

Son adoption entérinera une pratique dont le rapport d'une Commission d'Etat avait donné, en septembre, une image précise,

confirmant la position de pointe des Pays-Bas en la matière. Confrontés annuellement à quelque 9 000 demandes d'euthanasie, les médecins - essentiellement ceux de ville - l'appliquent dans moins d'un tiers des cas (2 300). Mais la suspension d'un traitement à la demande du patient ou l'administration d'un traitement anti-douleur organisé en état de précaution, le décès n'est pas considéré comme un acte euthanasique.

Ce rapport chiffrait à environ un millier le nombre d'euthanasies pratiquées sur des patients incapables de faire connaître leur volonté. Cette dernière donnée a été mise en évidence par les opposants à la légalisation de la « mort douce » aux Pays-Bas, mais aussi aux Etats-Unis où le rapport de la Commission néerlandaise a abondamment nourri le débat préalable au référendum organisé en début de semaine dans l'Etat de Washington.

CHRISTIAN CHARTIER

Les réactions après le décès de Gaston Monnerville

Résistant, patriote et antiraciste

Le premier ministre a adressé, vendredi 8 novembre, un message de condoléances à la veuve de Gaston Monnerville, décédé jeudi 7 novembre à son domicile parisien (le Monde du 9 novembre). Faisant part de son « émotion », M^{me} Edith Cresson écrit que l'ancien président du Sénat « laisse l'image d'un grand républicain amoureux du droit et de la loi, d'un homme de courage, d'un humaniste et d'un résistant qui a su, en toutes circonstances, faire front lorsqu'il croyait à une juste cause ».

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, estime que Gaston Monnerville était « l'un des hommes de l'après-guerre qui a le plus marqué de son empreinte trois Républiques ». « Homme de conviction et de refus du compromis », poursuit M. Le Pen, « il avait défendu jusqu'au bout l'idée qu'il se faisait des institutions de la

France ». Les députés lui ont rendu hommage en observant une minute de silence à l'Assemblée nationale, pendant que le groupe sénatorial du Rassemblement démocratique et européen (RDE) exprimait son « attachement au grand patriote, au résistant courageux, au juste éclairé et à l'émiment président du conseil de la République puis du Sénat qu'a été Gaston Monnerville ». Ce dernier appartenait en effet au groupe RDE, quand il s'appelait encore le groupe de la « Gauche démocratique ».

« Gaston Monnerville incarnait avec exigence et rectitude les principes fondamentaux de notre République : la défense des libertés publiques et de nos institutions, le respect des droits de l'homme, l'autonomie des peuples d'outre-mer », a indiqué M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, en parlant

d'une « personnalité de haute stature ».

Pour le président du conseil général de Guyane, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, ce département d'outre-mer « a perdu un des plus grands hommes de son histoire ».

« Avec lui s'éteint un grand combattant de la résistance antinazie », a souligné le MRAP en rendant hommage à « l'un des plus prestigieux vétérans du combat antiraciste en France ».

A Nice

M. Jacques Roseau victime d'une agression

Le porte-parole du mouvement RECOURS-France, M. Jacques Roseau, président de l'Association culturelle pour la mémoire des Français d'outre-mer, a été victime d'une agression, jeudi soir 7 novembre, à Nice, où il avait été invité à donner une conférence sur « L'épopée algérienne de la France » organisée au Carrefour universitaire méditerranéen et placée sous la présidence de M^{me} Martine Daugreilh, députée RPR des Alpes-Maritimes.

Après avoir tenté en vain de perturber les débats, suivis par près de sept cents personnes, un groupe d'une vingtaine d'individus a attendu M. Roseau à la sortie des lieux, et tandis que le porte-parole du RECOURS tentait de partir par une issue de secours, il a été projeté à terre et frappé par plusieurs d'entre eux pendant que, dans la salle, ses amis faisaient le coup de poing avec certains pidents extrémistes. C'est un agent de police en tenue qui est intervenu pour protéger M. Roseau.

Le porte-parole du RECOURS, qui affirme avoir été menacé de mort et met en cause des militants locaux du Front national, a exprimé, samedi, l'intention de porter plainte, notamment, contre plusieurs de ses agresseurs après avoir, dans un premier temps, minimisé l'incident. M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, témoin de la scène, a condamné « les méthodes de certains extrémistes pour qui la violence est la seule forme d'expression ». Dans son numéro daté 9-10 novembre, le quotidien d'extrême droite Présent estime, pour sa part, que M. Roseau a été « chahuté ».

Un général australien dirigera la mission de l'ONU au Cambodge

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a nommé, vendredi 8 novembre, un Australien, le général John Sandercock, à la tête de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), qui entrera en fonction le 1^{er} janvier. Le général français Michel Lorrion sera son adjoint et dirigera, en attendant, la partie militaire de la mission préparatoire des Nations unies au Cambodge (MIPRENUC), qui doit se mettre en place dans les tout prochains jours, avant l'arrivée, le 14 novembre, du prince Sihanouk à Phnom-Penh. La désignation du principal responsable militaire de la mission avait fait l'objet d'un contentieux entre les Etats-Unis et la France (le Monde du 8 novembre). L'ONU a été chargée, aux termes du traité de paix de Paris du 23 octobre, de désarmer les combattants des diverses parties combattantes en lutte depuis deux décennies, et de superviser l'application du cessez-le-feu. Le chef de la MIPRENUC, le diplomate bangladais Ataul Karim, est, pour sa part, arrivé à Phnom-Penh le samedi 9 novembre. Le prince Norodom Sihanouk a, quant à lui, annoncé, le jeudi 7 novembre à Pékin, la dissolution de ses propres forces militaires. (AFP, Reuters, UPI.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
CHAMPS ECONOMIQUES

SOMMAIRE

DATES

Il y a cent vingt ans, Doctor Livingstone, I presume ! 2

ETRANGER

Pologne : M. Gerekem entame des négociations pour la formation d'un gouvernement 3
Yougoslavie : les reproches aux Européens des Croates et des Serbes 3
Hongkong : les autorités ont commencé le rapatriement forcé au Vietnam d'un groupe de « boat people » 5
Bouhan : affrontements ethniques avec la minorité népalaise 5
Haiti : le pouvoir lance un mandat d'arrêt contre le Père Aristide 6
Les confidences de M^{me} Cardoso de Melo, ex-ministre brésilien des finances 6

POLITIQUE

L'Assemblée générale des Verts à Saint-Brieuc 7
La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale 7-8
« Livres politiques », par André Laurens 8
La réunion du conseil national de l'UDF 8

SOCIÉTÉ

Les pères non mariés réclament une réforme de l'autorité parentale 13
Le programme de recherche « Biovenir » se met en place 13
Accord européen pour une politique globale d'intégration des handicapés 13

CULTURE

Triste automne pour le marché de l'art 15
L'Ange de feu, de Prokofiev, à l'Opéra-Bastille 15
La tournée française de CharliElie Couture 15

HEURES LOCALES

- Nouveaux parcours pour le golf
- Marseille : transports à la carte
- Centre : la recherche d'un art de vivre
- Coopération urbaine franco-italienne
- Les Périgourdins aiment le cinéma 9 à 12

ECONOMIE

La grève des électroniciens aériens paralyse les aéroports de la région parisienne 17
Renault entend rattraper le retard pris dans la production 17
Réactions hostiles aux transferts d'établissements publics en province 17
La « gregne » du patronat britannique 17
Le sabotage comme mode d'action 17

Services

- Abonnements 2
- Carnet 14
- Revue des valeurs 18
- Crédits, changes
- et grands marchés 19
- Météorologie 14
- Mots croisés 14
- Télévision 14
- Spectacles 16
- La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 novembre 1991 a été tiré à 492 009 exemplaires.

EN BREF

Le PDG d'une grande surface tué lors d'une tentative de hold-up. - Le PDG d'un magasin Intermarché de Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine) a été mortellement blessé d'une balle dans la tête, vendredi 8 novembre, au cours d'une tentative de hold-up. A 21 h 30, heure de la fermeture de l'établissement, deux hommes armés et cagoules s'étaient présentés au magasin dans lequel il ne restait que le PDG, le directeur et sa femme, ainsi qu'un étalier. En voulant s'emparer de la recette, les malfaiteurs ont fait feu, puis ont attaché le sac de la femme du directeur, avant de prendre la fuite.

Les surveillants de prison renouent à engager un mouvement de protestation commun. - Lors d'une réunion qui a eu lieu jeudi 7 novembre à Fleury-Mérogis (Essonne), les principaux syndicats de surveillants de prison, qui réclament une augmentation des effectifs et une amélioration de leur système de retraite, ont abouti à un constat de désaccord. Deux des syndicats présents, Force ouvrière et la CGT, ont décidé de ne pas s'associer à l'action proposée lors d'une réunion commune, le 23 octobre dernier : la mise en place, dans les établissements pénitentiaires, d'un service minimum. FO et la CGT, qui avaient souhaité consulter leurs adhérents, affirment avoir reçu de leur base des réponses négatives.

Cinq détenus se sont évadés de la prison d'Angoulême. - Cinq malfaiteurs, condamnés pour homicide ou attente à main armée, se sont évadés, vendredi 8 novembre, de la prison d'Angoulême, où ils purgeaient de longues peines. Malgré le déclenchement du plan Epervier sur l'ensemble du département de la Charente, aucune trace des évadés n'avait été retrouvée samedi 9 novembre en fin de matinée. Les cinq hommes, qui travaillaient dans un atelier de menuiserie, ont d'abord maîtrisé leur contremaître, puis neutralisé

trois gardiens en les enfermant dans les lavabos. A cause du bruit des machines qu'ils avaient mises en marche, l'évasion n'a été découverte qu'une heure plus tard.

L'URSS a-t-elle aidé l'éditeur Pergamon ? - Selon The Independent du 9 novembre, qui reprend des informations du journal russe Nezavisimaya Gazeta, l'éditeur Pergamon « a proposé jusqu'à une date récente du magnat de la presse Robert Maxwell - figurait sur une liste de sociétés « amies » auxquelles le comité central du Parti communiste d'URSS devait de l'argent.

Un document interne au comité central signale une dette de 500 000 livres envers Pergamon, une autre de 100 000 livres envers le quotidien du PC britannique, le Morning Star, et d'autres vis-à-vis d'une cinquantaine de sociétés dans le monde, dont OPF en France.

Pergamon, éditeur scientifique, travaillait depuis longtemps avec l'URSS. On ne sait si ces dettes - dont le nouveau propriétaire, le groupe néerlandais Elsevier, n'a trouvé aucune trace - correspondent à des ventes ou à un soutien « amical », c'est-à-dire au financement d'activités politiques à l'extérieur de l'URSS.

Le quotidien Le Trafic se réorganise. - Le quotidien La Truffe, lancé en septembre dernier, se réorganise pour faire face à l'érosion d'acheteurs qui a conduit sa diffusion en dessous de 30 000 exemplaires quotidiens. La rédaction va être structurée en services, pour mieux coller à l'actualité. Avec ce « retour aux sources », comme le qualifie le directeur Jean Schalit, « nous devons fidéliser les lecteurs, ne pas faire cinq hebdomas par semaine, mais leur offrir notre regard sur l'actualité ». Le quotidien, qui pense avoir touché le creux de la vague, doit par ailleurs rouvrir d'ici la fin du mois une souscription publique pour porter à 20 000 actionnaires sa société des lecteurs.